



L'ÉTÉ DE L'ÉPOQUE

EN REFUGE, LES REPAS MONTENT EN GAMME

L'Espagne confrontée à une crise migratoire inédite

► Environ 50 000 personnes venues du Maroc ont tenté, vendredi, de rejoindre l'Espagne, en se rendant dans l'enclave espagnole de Ceuta
► Selon le gouvernement espagnol, 48 000 sont d'ores et déjà rentrées chez elles
► Mohammed VI a, quant à lui, célébré la Fête du trône, le même jour, comme si de rien n'était

PAGES 2-3

ÉDITORIAL

UNE EXPLOITATION ÉHONTÉE DE LA CRISE DE CEUTA

PAGE 26



A Fnideq (Maroc), passage vers l'enclave espagnole de Ceuta, le 31 juillet. AP

Le gouvernement de Pedro Sanchez visé par les droites mondiales

Les dirigeants d'extrême droite du monde entier s'en sont pris au gouvernement espagnol

PAGE 3

Ceuta fait irruption dans le débat politique français

Le gouvernement a annoncé, vendredi, avoir renforcé les contrôles à la frontière avec l'Espagne

PAGE 10

« Le pyrocumulonimbus nous a surpris »

La préfète et le patron des pompiers de Gironde expliquent leur action

DANS UN ENTRETIEN au Monde, Sophie Brocas, préfète de Gironde, et Marc Vermeulen, chef des sapeurs-pompiers du département, reviennent sur les dix premiers jours de lutte contre le mégafeu qui touche la région bordelaise depuis le 22 juillet. « Globalement très violent, erratique, avec de nombreuses sautes de feu », cet incendie a obligé les

responsables à « adopter des phases opérationnelles différentes », explique notamment M. Vermeulen. « On a été très surpris par les pyrocumulonimbus [des « orages de feu », qui créent leurs propres conditions météorologiques] », reconnaît M^{me} Brocas. C'est ce phénomène, « excessivement dangereux et imprévisible, qui nous a conduits à

évacuer de façon large », raconte la préfète de Gironde. Contestant vigoureusement l'idée que certaines communes auraient été sacrifiées pour sauver la très huppée presqu'île du cap Ferret, M. Vermeulen rétorque : « Comment peut-on imaginer que nous aurions abandonné une partie de la population ? »

PAGES 6 À 8

Universités La hausse des frais d'inscription fait débat

Les Assises du financement de l'université ont débouché sur une proposition-choc, la hausse de plus de 400 % des droits d'inscription des étudiants, afin de dégager des moyens supplémentaires pour les établissements

PAGE 9

Désarmement du Hamas Trump tente de forcer la main d'Israël

L'ANNONCE, jeudi 30 juillet, par Donald Trump, d'un accord sur le désarmement du Hamas n'avait suscité, vendredi soir, aucune réaction officielle de Benjamin Netanyahu, le premier ministre israélien. « Israël est très content de ce "deal" », a pourtant assuré le président des États-Unis, ajoutant qu'il s'agit d'« une étape im-

portante pour le Moyen-Orient ». Le texte, présenté par le Conseil de la paix, une instance créée par le locataire de la Maison Blanche, semble placer sur un pied d'égalité la mise hors service de l'arsenal du mouvement palestinien et un retrait des forces israéliennes de la bande de Gaza.

PAGE 4

Commerce

Gros trou d'air pour les enseignes de luxe de la capitale

PAGE 11

Football

Infantino renonce à son projet de société commerciale

PAGE 10

Agriculture

Avec la sécheresse, la production de légumes s'effondre en France

PAGE 12

Culture

Rencontre sur le sable avec Jacques Bonnaffé

L'acteur de 68 ans, qui joue depuis deux ans « Abysses », raconte son amour des mots sur la plage de Strouanne, à Wisant, dans le Pas-de-Calais

PAGE 15

Tribune

« Rome se dévégétalise et se recouvre d'un travertin brûlant »

PAGE 26

L 130 - 200 x P 90 x H 76 cm. Plateau en céramique 3 mm collée sur verre 8 mm, finition marbre Calacatta. Piètement acier laqué noir mat. Système manuel synchronisé avec deux rallonges latérales de 35 cm.

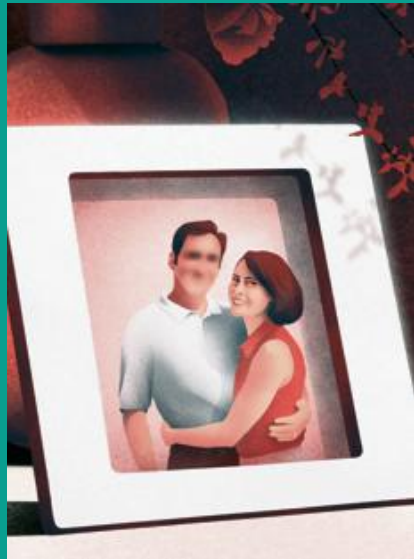
TABLE EXTENSIBLE
DÉJEUNER EN PAIX **1590€**

Akante, Bonaldo, Bontempi, Calligaris, Cattelan, Kartell, Mobilier de France, Mobliberica... Les plus grandes marques au meilleur prix dans le plus grand espace tables et chaises à Paris

EspaceTopper® 100 ans
Maison familiale depuis 1926
Paris 15 • 7J/7 • M° Charles Michels
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40
145-147 rue St-Charles, 01 45 75 02 81
Canapés, literie, mobilier : toutes nos offres anniversaire sur www.topper.fr

AVIS AUTHENTIFIÉS
DE 4,4 À 4,9 SUR 5

L'ÉTÉ EN SÉRIES



STEFANIA INFANTE

ÇA TROMPE ÉNORMÉMENT Infidélité, récits du jour où tout a basculé

Découvrir que son ou sa partenaire mène une double vie est un choc physique et un traumatisme psychologique

PAGE 22

LA SAGA UBISOFT Après des années d'euphorie, la dégringolade

Comment le vent a tourné pour le numéro un du jeu vidéo français

PAGE 24

A Ceuta, une crise migratoire inédite

Quelque 50 000 personnes ont rejoint l'enclave espagnole depuis jeudi 30 juillet. La plupart ont été expulsées

CEUTA (ESPAGNE) ET FNIDEQ (MAROC) -
envoyé spécial

Leur exil a duré un ou deux jours. Trois pour les plus chanceux. A peine le temps de croire à leur rêve fou : une nouvelle vie en Europe. « *Chez nous au Maroc, les rêves nous tuent* », lance Hamza El Yemen, 25 ans. Il est temps, pour ces innombrables gamins, de rentrer à la maison, c'est-à-dire de reprendre la route vers un pays qu'ils auraient voulu ne pas revoir de sitôt. Et de lancer des « *bye-bye* » à Ceuta, enclave espagnole, au nord du royaume chérifien, l'une des deux seules frontières terrestres de l'Union européenne avec le continent africain.

Vendredi 31 juillet, des dizaines de milliers de Marocains, pour la plupart des jeunes hommes ou des adolescents – certains semblent être des enfants d'à peine 10 ans –, et quelques femmes, ont retraversé la frontière dans l'autre sens après l'avoir franchie la veille, ou l'avant-veille, le plus souvent à la nage. La grille haute de plusieurs mètres leur est, cette fois-ci, grande ouverte, gardée par l'armée espagnole.

Plus de 48 000 personnes sont déjà retournées au Maroc, a annoncé le gouvernement espagnol vendredi soir. Juan Vivas, président (PP) de la ville autonome de Ceuta, a assuré qu'« *environ 60 000 personnes sont entrées dans notre ville* », soit « *70 % de la population* ». Le ministère de l'intérieur avance, lui, le chiffre de 50 000 migrants. Cet après-midi-là, sous un soleil sans clémence, ce retour de l'exil s'étire en un long cortège de plusieurs kilomètres, presque silencieux. Durant des heures, sans interruption, cette jeunesse aux pieds nus ou en chaussettes noircies par le bitume, en short de bain, une serviette parfois jetée sur les épaules, avance sans courir, sans protester, parfois avec le sourire.

« Je me voyais travailler ici »

Aux militaires qu'ils croisent, ils lancent des « *Viva España !* » et des « *Lamine Yamal* », joyau de l'équipe nationale de la Roja, en partie d'origine marocaine. Un jeune s'approche d'un soldat : « *Il va m'arriver quelque chose là-bas ?* », lui demande-t-il en arabe. « *Je ne le crois pas* », lui répond le soldat dans la même langue.

Ces éphémères exilés disent repartir de leur propre volonté, car ils n'ont presque rien mangé depuis leur arrivée sur le sol espagnol. Ils ont à peine dormi. Ils assurent que les boutiques de Ceuta ont fermé ou n'ont pas souhaité les servir. « *On nous faisait payer la cigarette 1 ou 2 euros* », décrit Djamel (il n'a pas souhaité donner son nom de famille, comme tous les témoins cités par leur seul prénom), qui se fait sermonner par un

militaire lui demandant d'avancer plus vite.

Ces jeunes pensaient également être pris en charge par des associations, mais celles-ci ont été débordées. Certains blessés ont, tout de même, été soignés par la Croix-Rouge espagnole, ou dirigés vers l'hôpital.

Il leur a également été impossible de rejoindre l'autre rive de la Méditerranée. Dans la ville, autour de la gare maritime d'où partent les ferries pour se rendre sur la péninsule, la police a repoussé les migrants, leur intimant l'ordre de se diriger vers la frontière terrestre. La plupart se sont exécutés, glissant au passage quelques « *désolé* ». Quelques-uns ont été arrêtés, l'un d'eux a été violemment matraqué vendredi après-midi, non loin de touristes fraîchement arrivés par bateau qui attendaient, valises à la main, leur taxi. « *C'est donc ça, l'Europe ?*

« **LE MATIN, J'AI VU SUR INSTAGRAM ET TIKTOK DES VIDÉOS DE GENS QUI TRAVERSAIENT LA FRONTIÈRE ET DISAIENT : "ILS ONT OUVERT LA PORTE" »**

ZIAD BOUSAD
maître-nageur de 23 ans
venu de Casablanca

On accueille les étrangers chez nous mais ici, on ne veut pas de nous, se désole Mohamed, avant de franchir la frontière vers le Maroc. *Je me voyais travailler ici.* » Il reste à ces jeunes une seule chose à sauver : le souvenir d'une traversée éclair inédite entre les deux pays, et d'avoir vu un bout d'Europe. « *Je voulais venir à Sebta [Ceuta, en arabe] pour gagner de l'argent et aider mes parents à se faire soigner* », argue Ziad Bousad, 23 ans.

« Une opportunité »

Ce maître-nageur est venu jeudi 30 juillet de Derb Sultan, quartier populaire de Casablanca. « *Le matin, j'ai vu sur Instagram et TikTok des vidéos de gens qui traversaient la frontière et disaient : "Ils ont ouvert la porte"* », raconte-t-il. Avec plusieurs amis, ils ont décidé de se rendre à Fnideq, la ville fron-

tière de Ceuta : ils se sont partagé un in-Drive (un VTC) et les 1 450 dirhams (135 euros) de la course. « *On a fait attention pour éviter la police* », souligne-t-il.

Sa venue à Ceuta est spontanée, jure-t-il : elle n'a pas été planifiée. Les réseaux sociaux ont accéléré, semble-t-il, la même obsession qui habite ces jeunes : fuir le Maroc. La diffusion de la décision du 8 juillet de la Cour suprême espagnole, estimant que le refoulement immédiat de migrants tentant de rejoindre l'enclave côtière par la voie maritime n'était pas possible, a beaucoup joué aussi. Les autres prétendants à l'exil que *Le Monde* a rencontré assurent, eux aussi, avoir décidé de partir, tout simplement parce qu'ils avaient « *vu une opportunité* ». « *C'était la chance de notre vie* », insiste Hamza El Yemen.



Des personnes ayant réussi à pénétrer dans l'enclave espagnole de Ceuta repartent vers le Maroc, le 31 juillet. JON NAZCA/REUTERS

Mohammed VI célèbre son règne comme si de rien n'était

Alors que 50 000 personnes ont rejoint clandestinement l'enclave espagnole, jeudi, le roi du Maroc fêtait ses vingt-sept ans sur le trône

L'écart est vertigineux entre deux scènes, pourtant voisines de quelques kilomètres. Jeudi 30 juillet, des milliers de candidats à l'exil convergeaient vers l'enclave espagnole de Ceuta, environ 50 000 d'entre eux parvenant à rejoindre, à pied ou par la mer, ce morceau d'Europe situé à l'extrémité nord du Maroc. Au même moment, la nomenclatura du royaume et une foule de dignitaires étrangers affluaient à M'diq, une station balnéaire prisée, au bord de la Méditerranée, pour fêter les vingt-sept ans de règne de Mohammed VI.

Des anonymes de tout le pays prenaient le chemin de l'Espagne, en tongs et en short, tandis que le président de la FIFA, Gianni Infantino, convié à la cérémonie, vantait le prochain Mondial, que le Maroc coorganiserait en 2030 : « *Ce sera la meilleure Coupe du monde, car elle se jouera dans le plus beau pays du monde* », a-t-il fait valoir.

Mais la réalité a fini par rattraper la monarchie marocaine et sa cé-

lébration annuelle – la Fête du trône –, sans que ni le palais royal ni le gouvernement réagissent officiellement. Vendredi, les conseillers du monarque, ses ministres, l'armée et les représentants des régions du royaume ont prêté allégeance à Mohammed VI, comme si de rien n'était. Autour de Ceuta, le décompte de ceux qui sont morts en mer ne cesse pourtant d'augmenter, le nombre de noyés atteignant au moins 34, selon un dernier bilan des autorités locales, vendredi soir.

L'afflux massif de citoyens marocains dans l'enclave survient en plein rapprochement entre Madrid et l'Algérie, ce que n'a pas manqué de souligner la presse espagnole. Pour la première fois depuis 2020, le président du gouvernement, le socialiste Pedro Sanchez, a fait le voyage vers Alger, où il s'est entretenu avec le président Abdelmadjid Tebboune, le 20 juillet. Le Maroc et l'Algérie, dont les relations diplomatiques sont rompues depuis cinq ans,

sont à couteaux tirés, alors qu'une issue politique se fait toujours attendre dans l'épineux dossier du Sahara occidental.

Rabat aurait-il cherché à punir Madrid ? Rien ne le prouve, d'autant que la crise migratoire, exceptionnelle par son ampleur, n'a pas fait l'objet d'une passe d'armes entre les deux capitales. Oublié le précédent de 2021, lorsque environ 10 000 personnes étaient entrées à Ceuta en moins de quarante-huit heures. L'exécutif espagnol avait dénoncé un « *chantage* » des autorités marocaines, quelques jours après les révélations sur l'hospitalisation, dans le nord de l'Espagne, du chef sahraoui du Front Polisario.

Cette fois, les responsables sont des « *trafiquants d'êtres humains* », a accusé Pedro Sanchez. Selon lui, des « *mafias* » auraient profité d'une récente décision de la justice espagnole, rendant impossibles les expulsions immédiates de sans-papiers arrivés à Ceuta par la mer sans ouverture

préalable d'une procédure administrative. Des rumeurs évoquant l'attribution automatique de visas circulaient ces derniers jours sur les réseaux sociaux au Maroc.

Camions bondés

Pour autant, des soupçons pèsent, comme en 2021, sur la présence passive des forces de l'ordre marocaines. Partagées en nombre sur Internet, des vidéos ont capturé des cortèges marchant vers la frontière sous le regard de policiers et de forces auxiliaires. Ce que le site d'information marocain *Le360*, réputé proche des forces sécuritaires, justifie par une « *pression quasi ingérable* ».

Tout au long de la journée de jeudi, les gares de plusieurs villes, dont celles de Casablanca, ont été prises d'assaut, des camions bondés de jeunes roulaient en direction de Ceuta, tandis que des taxis faisaient la navette entre Tétouan et Fnideq, dernière ville du royaume avant l'enclave. Des témoignages font également état

de commerces et de restaurants, dans le nord, vidés en quelques heures de leurs employés, ceux-ci ayant brusquement décidé de rallier l'Espagne. Au *Monde*, un responsable politique rapporte que son frère, âgé de 21 ans, est parti lui aussi, profitant d'un séjour en famille à Tanger.

Lors du discours qu'il prononce chaque veille de la Fête du trône, Mohammed VI s'est pourtant félicité des chiffres du tourisme, du nombre de voitures fabriquées au Maroc et du développement du

PARTAGÉES SUR INTERNET, DES VIDÉOS ONT CAPTURÉ DES CORTÈGES MARCHANT VERS LA FRONTIÈRE SOUS LE REGARD DES POLICIERS MAROCAINS

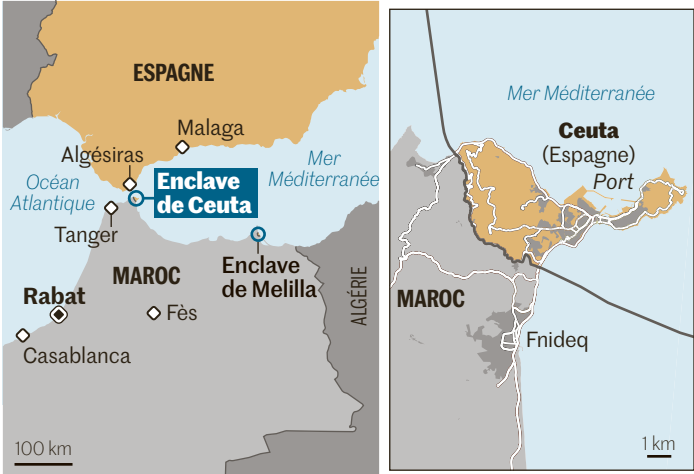
secteur de l'aéronautique. De quoi reléguer au second plan les phosphates, longtemps première richesse nationale. « *Ce bilan insufflé un sentiment gratifiant de motivation pour aller de l'avant* », a conclu le souverain. Las, même si la quasi-totalité de ceux ayant atteint Ceuta est retournée au Maroc, c'est bien à une population désespérée et frustrée que renvoient les images diffusées dans le monde entier de cohortes dévalant les hauteurs de l'enclave et de corps éreintés par la nage.

Risquer son avenir au Maroc ou tenter sa chance en Europe ? Dans les récits partagés en ligne, ce sont encore les inégalités, l'absence de justice et le trop peu de libertés individuelles qui sont pointés du doigt. Les participants aux manifestations automnales de la génération Z l'avaient clamé haut et fort, avant d'être réprimés. Entre-temps, la jeunesse ne défile plus, mais elle n'a pas ravalé sa colère. ■

ALEXANDRE AUBLANC

L'Espagne de Pedro Sanchez, cible des droites mondiales

L'Italie de Giorgia Meloni, soutenue par la Finlande et le Danemark, a demandé la suspension de l'Espagne de l'espace Schengen



Ce garçon maigrichon s'est assis dans un recoin d'une ruelle, sur les hauteurs de Ceuta. Depuis deux jours, il dort là, car c'est un endroit un peu caché, où il peut se faire discret. Il a tout à coup laissé derrière lui son travail de commercial de bouteilles, 8 000 dirhams par mois (environ 745 euros), un peu plus que le salaire moyen marocain, mais pas assez pour louer un appartement et ne plus vivre chez ses parents, entouré de ses frères et sœurs.

Il se met à maudire ces faibles salaires, à critiquer les autorités, la politique de santé qu'il estime défailante et dénonce la *hogra* (« mépris » en arabe) des hauts représentants de l'Etat. « *Il n'y a pas de solutions. On nous a dit de faire des études, mais on reste bloqués, soupire-t-il. On aime notre pays, mais c'est une impasse.* »

« Dégagez. Ne venez pas »

Etonnant contraste. Cette jeunesse se dit coincée entre la promesse de modernité et une réalité sociale qui l'asphyxie. Au premier trimestre, le Maroc a affiché 4,6 % de croissance, mais le taux de chômage s'élève à 10,8 % de la population active et à 29,2 % chez les 15-24 ans, selon le Haut-Commissariat au plan marocain. En 2025, 19 % des diplômés n'avaient pas de travail. « *La Coupe du monde* [en 2030, le Maroc est l'un des pays hôtes], *elle n'est pas pour nous* », sourit-il.

Puis il baisse la tête. Un peu plus loin, deux adolescents, chaînes en fer à la main (l'un a le visage masqué), s'approchent d'un groupe de migrants. « *Dégagez. Ne venez pas* », crie l'un d'eux en jetant une pierre. « *Ce sont les fils de Sebta*, explique Hamza El Yemen. *Ce sont des Marocains nés à Ceuta. Ils ne veulent pas de nous. Ils pensent qu'on est venus voler ou agresser.* »

Dans une autre petite ruelle, un homme vêtu d'une gandoura soyeuse affiche le sourire d'un enfant qui a reçu le plus beau des cadeaux. Abdullah Hajaj, 26 ans, a dormi pour la première fois, dans la nuit de jeudi à vendredi, dans la maisonnette de son épouse et de son jeune fils. Celle-ci est située à quelques minutes à pied du poste-frontière. « *Moi j'habite juste derrière, à Fnideq, à quelques minutes en voiture côté marocain* », raconte-t-il. Jeudi, sa femme l'a appelé pour lui dire « *Viens* ».

Il a vu que le poste frontière était pris d'assaut. « *Ces dernières années, j'ai demandé quatre fois un visa, on ne me l'a jamais donné. Cette fois-ci, je vais pouvoir rester pour faire mes papiers et profiter de ma famille* », espère-t-il.

La nuit est tombée sur Ceuta. Un vent frais vient glacer de frêles silhouettes qui sortent encore de l'eau, presque dans l'indifférence. Il y a un Soudanais de 17 ans, deux jeunes Sénégalaises de 19 et 32 ans et Marwan El Ouali, 18 ans, venu de Fès. Chemise blanche, pantalon noir, il grelotte dans son costume de serveur qu'il n'a même pas pris le temps d'ôter. « *J'ai quitté mon travail et je suis venu directement ici* », explique-t-il. « *Mon père est très malade, je vais tout faire pour trouver du travail ici et l'aider* », dit-il en se faisant le serment.

Alors que Marwan El Ouali se dirige vers le centre de la petite ville espagnole, le contraste est saisissant : des centaines de personnes continuent à franchir la grille frontalière et à retourner de l'autre côté, au Maroc, où, vendredi soir, quelques jeunes se laissaient glisser vers les rochers et la mer pour tenter, malgré tout, de rejoindre l'Europe à la nage. ■

MUSTAPHA KESSOU



Le premier ministre Pedro Sanchez et le ministre de l'intérieur Fernando Grande-Marlaska, à Ceuta (Espagne), le 31 juillet. J. GUERRERO/AFP

BARCELONE ET ROME - correspondants

L'effacement de l'Espagne face au déferlement d'agressions verbales à son endroit est à la mesure de la violence qui se déchaîne contre son gouvernement, au lendemain de l'arrivée soudaine de 50 000 migrants en provenance du Maroc dans l'enclave espagnole de Ceuta.

Vendredi 31 juillet, le premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, s'est rendu sur place pour dénoncer « une attaque » et une « violation de l'intégrité territoriale de l'Espagne » par des « mafias » accusées d'être à l'origine de la rumeur d'ouverture de la frontière. En fin de journée, a annoncé Madrid, plus de 48 000 migrants – en très grande majorité des Marocains, principalement des jeunes hommes – avaient rebroussé chemin et quitté Ceuta. Trente-quatre sont morts.

Alors qu'on ignore pour l'instant ce qui a poussé le Maroc, qui contrôle habituellement ses frontières étroitement, à laisser passer des dizaines de milliers de migrants, la récupération politique a été immédiate. En Espagne, certains voient la main de Donald Trump dans cette affaire qui tombe à point nommé pour tous les dirigeants en inimitié avec Pedro Sanchez, l'un des derniers chefs de gouvernement de gauche en Europe, du fait de ses prises de position contre le réarmement des pays membres de l'OTAN, son refus d'ouvrir l'espace aérien de son pays aux avions américains pour la guerre en Iran, ou ses déclarations en faveur de la Palestine.

« *Nous assistons à une grande opération de déstabilisation à laquelle les Etats-Unis, notoirement proches du Maroc, participent amplement* », note Guillermo Fernandez Vazquez, chercheur en science politique à l'université Complutense de Madrid. A Washington, le président américain, Donald Trump, qui traite de-

puis des mois l'Espagne de « *terrible partner* » (« partenaire épouvantable »), a accusé celle-ci, sur X, vendredi, d'avoir mené des « *efforts délibérés* » pour favoriser cette immigration clandestine.

En Israël, le ministre de la sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, a invité Pedro Sanchez, sur un ton sarcastique, à « *accueillir toute la population de Gaza qui souhaiterait émigrer* », tandis qu'à New York Danny Danon, ambassadeur de l'Etat hébreu auprès des Nations unies, a moqué une Espagne « *qui ne manque jamais une occasion de donner des leçons à Israël, a déclaré l'état d'urgence à Ceuta à la suite de la crise provoquée par sa politique d'immigration.* »

Fausse informations

Toute l'Union européenne est secouée par cette crise hors norme qui dépasse, de loin, l'entrée de 10 000 migrants dans Ceuta en mai 2021. En Italie, la présidente du conseil, Giorgia Meloni (Frattelli d'Italia, extrême droite), et ses alliés ont annoncé, avec le soutien de la Finlande et du Danemark, la « *suspension* » du régime Schengen pour les liaisons aériennes et maritimes avec l'Espagne. Sur X, elle a parlé d'une « *mesure exceptionnelle pour protéger la sécurité nationale* ».

Ce type de suspension est possible de manière temporaire mais doit être notifié et justifié auprès des institutions européennes, comme l'a rappelé la Commission. Il n'est prévu que pour faire face à des conditions exceptionnelles de menace pour la sécurité intérieure des Etats membres. Or, aucun vol ou aucun ferry n'est susceptible de transporter des personnes entrées illégalement à Ceuta, ces derniers ne pouvant librement rejoindre l'Espagne continentale sans s'identifier à un poste de contrôle de la police. « *L'intégrité de l'espace Schengen est absolument garantie* », a assuré le ministre des affaires étrangères espagnol, Jose Manuel Albares. En

LE PRÉSIDENT DONALD TRUMP ACCUSE L'ESPAGNE D'AVOIR MENÉ DES « EFFORTS DÉLIBÉRÉS » POUR FAVORISER CETTE IMMIGRATION CLANDESTINE

réponse aux attaques de Giorgia Meloni, Pedro Sanchez a rappelé que, d'après l'agence européenne Frontex, entre 2021 et 2026, 478 600 migrants sont arrivés en Italie, 340 600 dans les Balkans occidentaux, contre 234 760 en Espagne. « *Ce n'est pas le moment de nous diviser. Il est temps de poursuivre la construction d'une Union européenne forte et unie* », a écrit le premier ministre espagnol sur X.

Pour la dirigeante italienne, très proche du leader de la formation d'extrême droite espagnole Vox, Santiago Abascal, et au diapason de l'internationale réactionnaire sur l'épisode de Ceuta, l'enjeu est de lancer la campagne des élections législatives de 2027, quitte à risquer une crise diplomatique avec l'Espagne.

La veille, Madrid avait déjà annoncé convoquer l'ambassadeur italien après la diffusion sur son compte X par le ministre des affaires étrangères, Antonio Tajani, de la fausse information selon laquelle le gouvernement Sanchez aurait fait le choix de « *donner la citoyenneté espagnole, et donc européenne, à plus de 500 000 immigrés irréguliers* ». Une allusion à la récente régularisation de sans-papiers intervenue au printemps en Espagne, laquelle ne concernait que des personnes déjà présentes dans le pays et consistait à leur délivrer un permis de séjour pour pouvoir travailler, en aucun cas à leur accorder un passeport espagnol.

L'affaire de Ceuta « *n'est pas une crise migratoire, mais une crise pu-*

rement politique », affirme Haizam Amirah Fernandez, directeur du Centre des affaires internationales de Barcelone, « *la question de fond est géopolitique* ». Que la Finlande soutienne l'Italie dans son projet d'exclusion de l'Espagne de l'espace Schengen est selon lui d'autant plus curieux que Madrid participe depuis cette année à la mission des forces terrestres avancées de l'OTAN à la frontière russo-finlandaise. « *Aujourd'hui, l'important pour l'Espagne est de garder un lien fort avec ses partenaires européens* », estime ce politiste, qui note qu'Antonio Costa, le président du Conseil européen, a exprimé vendredi sa « *solidarité* » avec Madrid, une déclaration tranchant avec le ton martial employé à la Commission par Ursula von der Leyen et son commissaire à la migration, le conservateur autrichien Magnus Brunner, pour qui la situation à Ceuta est « *inacceptable* ».

« Question géopolitique »

Pour Pol Morillas, directeur du Centre des affaires internationales de Barcelone, « *la question de fond est géopolitique* ». Que la Finlande soutienne l'Italie dans son projet d'exclusion de l'Espagne de l'espace Schengen est selon lui d'autant plus curieux que Madrid participe depuis cette année à la mission des forces terrestres avancées de l'OTAN à la frontière russo-finlandaise. « *Aujourd'hui, l'important pour l'Espagne est de garder un lien fort avec ses partenaires européens* », estime ce politiste, qui note qu'Antonio Costa, le président du Conseil européen, a exprimé vendredi sa « *solidarité* » avec Madrid, une déclaration tranchant avec le ton martial employé à la Commission par Ursula von der Leyen et son commissaire à la migration, le conservateur autrichien Magnus Brunner, pour qui la situation à Ceuta est « *inacceptable* ».

Sur la scène politique intérieure espagnole, peu d'observateurs croient à un tournant dans le mandat de Pedro Sanchez, à un an au plus des élections générales. « *Personne n'est dupe de la rhétorique du choc civilisationnel que nourrirait la politique migratoire espagnole*, pense Steven Forti, professeur d'histoire contemporaine à l'université autonome de Barcelone. *En revanche, le premier ministre est de plus en plus seul en Europe et peut craindre une mobilisation encore accrue de l'électorat de droite contre lui.* » ■

GUILLAUME DELACROIX, ALLAN KAVAL ET ANNA JOUBINET (À PARIS)

Gaza : Trump tente d'imposer son plan à Israël

Le texte semble placer sur un pied d'égalité le retrait israélien de l'enclave et le désarmement du Hamas

Donald Trump semblait s'être désintéressé du dossier, tout entier tourné vers la guerre en Iran qui s'enlise. Le plan de paix de 2025 à son nom, censé mettre fin, selon ses mots, à « *un cauchemar de trois mille ans* » entre Israël et la bande de Gaza, était dans les limbes depuis des mois. Comme oublié. Mais l'annonce du président américain assurant, jeudi 30 juillet, avoir arraché un accord « *historique* » sur le désarmement du Hamas, a soudain remis les projecteurs sur l'enclave, dont les habitants restent la cible continue des tirs israéliens.

L'Etat hébreu a-t-il découvert ce compromis auquel il n'a pas été associé ? Jusqu'à présent, les Etats-Unis s'étaient alignés sur la position israélienne lors des négociations menées au Caire, en faisant du désarmement du Hamas une condition préalable à toute avancée sur la reconstruction de la bande de Gaza et sur l'entrée en action du Comité national pour l'administration de Gaza (NCAG), appelé à gérer l'enclave. Le texte désormais sur la table marque un infléchissement notable : Washington semble placer sur un pied d'égalité le retrait progressif des forces israéliennes et la mise hors service de l'arsenal du mouvement palestinien, les deux processus devant avancer de manière parallèle.

« *Israël est très content de ce deal* », a assuré Donald Trump depuis la résidence de Camp David (Maryland), lieu de villégiature des présidents américains où le milliardaire venait d'atterrir, vendredi. Benjamin Nétanyahou, le premier ministre de l'Etat hébreu, n'avait pourtant pas dit le moindre mot sur cet accord, rejeté avec véhémence par Itamar Ben Gvir, son ministre de la sécurité nationale, qui l'a qualifié de « *pas acceptable* » pour Israël. « *Les éliminations à Gaza doivent se poursuivre. (...) Israël doit gagner* », a écrit le membre du parti ultranationaliste et suprémaciste Force juive, vendredi, sur X.

Aux yeux de Donald Trump, ce compromis « *montre à quel point nous sommes victorieux en Iran. Si vous revenez cinq mois en arrière, un tel accord aurait été impossible* », a-t-il déclaré aux journalistes, estimant que l'affaiblisse-

Benjamin Nétanyahou ne peut s'opposer à Donald Trump, avec qui les relations se sont tendues

ment militaire du régime iranien, soutien du Hamas, expliquerait à lui seul que le mouvement islamiste ait accepté de rendre les armes. « *C'est une étape importante pour le Moyen-Orient* », a ajouté le président américain, se glorifiant d'avoir mis fin à huit guerres, suscitant la perplexité de l'assistance.

La réalité est plus nuancée. Le Hamas, confiné, selon les experts, sur 30 % à 35 % de la bande de Gaza, visé quotidiennement par les frappes israéliennes, et étranglé économiquement, a certes fait des concessions. « *La pression militaire israélienne a décapité une grande partie de son commandement à Gaza et déplacé son centre de gravité vers sa direction extérieure, désormais incarnée par Khalil Al-Hayya* », chef politique du Hamas, souligne David Khalfa, spécialiste de géopolitique à la Fondation Jean Jaurès. Mais « *ce qu'il a accepté est identique à ce qu'il avait déjà concédé en mars* », observe Muhammad Shehada, chercheur au Conseil européen pour les relations internationales, basé à Copenhague.

Exigences peu claires

Selon la feuille de route dévoilée vendredi par le Conseil de la paix, la mise hors service et le stockage des armes lourdes seront appliqués « *de manière progressive et séquentielle (...) conformément à un calendrier qui devra être finalisé dans les quatorze jours suivant l'approbation de cette feuille de route par toutes les parties* ».

Le gouvernement technocratique palestinien – le NCAG – sera chargé de collecter l'arsenal du Hamas après le déploiement de la force de supervision internationale. « *Ce processus sera lié à un retrait israélien, par phases, des zones qu'Israël contrôle dans la bande de Gaza, ainsi qu'à la mise hors service des milices ar-*



Donald Trump, à Hagerstown (Maryland), le 31 juillet. JACQUELYN MARTIN/AP

mées [opposées au Hamas et soutenues par l'Etat hébreu]», précise le document, qui évoque un suivi opéré par le Comité international de vérification avec le soutien de la force de supervision internationale. « *Aucune arme ne sera transférée ou remise à Israël ni à des parties non palestiniennes* », indique le Conseil de la paix. Les exigences sont toutefois peu claires concernant les armes légères, incluant des fusils d'assaut comme les kalachnikov.

« *Une fois ces armes placées sous le contrôle du NCAG, elles seront définitivement retirées. Le gouvernement technocratique palestinien, sous l'autorité politique de Trump, n'ouvrira jamais les entrepôts pour permettre au Hamas de les récupérer, même si Israël venait à violer l'accord*, analyse M. Shehada. *Israël serait d'ailleurs probablement plus enclin à bombarder ces dépôts dès que l'occasion se présenterait. Avec cet accord, le Hamas laisse entendre en filigrane*

que l'ère de la résistance armée à Gaza touche à sa fin. »

Le flou concernant le sort des armes légères inquiète en Israël, où l'on redoute la poursuite d'une guérilla urbaine. Sur tout, l'Etat hébreu n'entend pas se retirer de Gaza avant que le désarmement du Hamas ne soit enclenché. « *Nétanyahou et le reste du gouvernement se sont privés de toute marge de manœuvre concernant le retrait des forces israéliennes. Ils ont revendiqué avec fierté la prise de portions toujours plus grandes de Gaza, en jurant qu'ils ne se retireraient pas* [l'armée israélienne occupe aujourd'hui 70 % de l'enclave palestinienne]. *Ils sont aujourd'hui politiquement coincés* », explique Dan Rothem, analyste au sein du Israel Policy Forum, organisation basée à New York, chargée d'entretenir l'engagement américain dans le conflit israélo-palestinien.

A trois mois des élections législatives en Israël, prévues le 27 oc-

tobre, accepter un tel règlement écornerait la réputation du premier ministre, candidat à sa succession. « *Nétanyahou cherche à avoir l'image de celui qui a écrasé le Hamas et lui a fait déposer les armes. Gaza est une des meilleures façons de gagner des points pour les candidats. Plus il y a de morts, plus ils gagnent en popularité pour les élections* », estime Rami Abou Jamous, journaliste pour Orient XXI, résidant à Gaza.

« *Cet accord est mauvais pour Israël, mais Nétanyahou est comme pris dans une embuscade. Il est prudent et la raison de sa prudence s'appelle Donald Trump* », analyse Michael Milshtein, analyste au centre Moshe Dayan, à Tel-Aviv, et ancien conseiller des affaires palestiniennes au sein de la Coordination des activités gouvernementales dans les territoires.

Le premier ministre israélien ne peut s'opposer frontalement à Donald Trump, avec qui les relations se sont tendues ces derniè-

res semaines. Le président américain est si imprévisible qu'il pourrait, en représailles, adopter une nouvelle stratégie en Iran qui ne conviendrait pas à l'Etat hébreu, voire réduire son soutien militaire, pense M. Milstein. « *Nétanyahou est coincé* », décrit un diplomate européen, imaginant le premier ministre israélien adopter une posture ambiguë, ni pour ni contre cet accord, tout en faisant traîner les discussions.

A Gaza, toujours bombardée vendredi – plus de 1200 Gazaouis ont été tués depuis le cessez-le-feu du 10 octobre 2025 –, les habitants semblaient se faire peu d'illusions sur ce deal prétendument « *historique* ». Rami Abou Jamous s'en désole : « *Le Hamas dit qu'il n'y aura pas de désarmement sans le retrait israélien, et les Israéliens disent l'inverse. On revient toujours au même point.* » ■

FANNY ARLANDIS,
CLAIRE GATINOIS
ET MARIE JO SADER

« Au Liban, les victimes ont besoin que leurs paroles soient validées »

Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, revient sur les violations commises au Moyen-Orient

BEYROUTH - correspondance

Volker Türk s'est rendu à Beyrouth dimanche 26 et lundi 27 juillet, quelques jours après que l'Assemblée générale de l'ONU a reconduit son mandat de haut-commissaire aux droits de l'homme pour quatre ans, malgré l'opposition des Etats-Unis, d'Israël et de la Russie – la France a salué le renouvellement de ce mandat. Sa visite intervient alors que son bureau enquête sur les violations du droit international humanitaire pendant la guerre entre Israël et le Hezbollah, du 2 mars à l'annonce du cessez-le-feu du 20 juin. Ce conflit a fait plus de 4300 morts au Liban, dont de nombreux civils ; 39 soldats israéliens ont été tués dans le sud du Liban et deux civils en Israël.

Un accord parrainé par Washington conditionne désormais le retrait israélien des zones occupées au désarmement du Hezbollah. Sur place, M. Türk s'est dit « *choqué par la destruction massive et la souffrance exacerbée* », dénonçant à la fois les bombardements israé-

liens sur « *des zones densément peuplées* » et la destruction systématique de villages dans le sud du Liban, ainsi que les tirs de roquettes du Hezbollah sur Israël.

Quels sont les impacts du conflit qui vous ont marqué au cours de votre visite ?

J'ai rencontré des familles qui ont été déplacées trois fois en moins de deux ans [à partir du précédent conflit de l'automne 2024, puis lors de celui de mars 2026, qui s'est prolongé jusqu'au 20 juin, après l'échec des trêves]. Cela veut dire que ces personnes sont retournées chez elles, ont essayé de reprendre leur vie avant d'être de nouveau forcées de partir. Un homme m'a dit, les larmes aux yeux, avoir été empêché de s'approcher de son village dans le sud du Liban par les forces israéliennes [qui occupent environ 6 % du pays]. Les déplacements forcés [à la suite d'un ordre d'évacuation israélien] ont déraciné des personnes, comme des agriculteurs, dont la vie a changé abruptement. Les déplacements sont

« Quand les infrastructures d'un village sont détruites, il est extrêmement difficile pour les habitants d'y revenir »

un fait très grave, tout comme les démolitions : quand les infrastructures d'un village sont détruites, il est extrêmement difficile pour les habitants d'y revenir.

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme mène une mission d'évaluation-enquête sur les violations du droit international humanitaire par Israël et le Hezbollah. Cela signifie-t-il qu'il y a une symétrie dans les violations ?

Non. Mais nous regardons l'ensemble des faits et menons un travail impartial.

Le mandat de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) expirera à la fin de l'année. Le redoutez-vous ?

Je m'inquiète des conséquences pour la protection des civils. La présence d'une force sous le drapeau bleu [des Nations unies] ne peut pas empêcher les violations, nous l'avons constaté. Mais il est très important qu'il y ait des observateurs sur le terrain. Il appartient au Conseil de sécurité de décider de ce qu'il se passera après le départ de la Finul. Le gouvernement libanais souhaite le maintien d'une présence sous les auspices des Nations unies. Cela me semble important pour la protection des civils, et toute configuration envisagée doit prendre en considération cette question.

Vous évoquez la soif de justice des victimes. Comment envisager d'y répondre alors que la justice internationale a été impuissante face à la guerre dévastatrice à Gaza ?

Au niveau du Liban, je trouve encourageant qu'un projet de loi

sur les violations du droit international humanitaire ait été déposé au Parlement. Il vise à reconnaître [dans la législation libanaise] les crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Sur le plan international, des plaintes ont été déposées en France [liées aux attaques israéliennes au Liban, l'une durant la guerre de 2024, l'autre au cours du conflit de 2026]. La compétence universelle [mécanisme qui permet à un Etat de juger les crimes les plus graves quelle que soit la nationalité de l'auteur, de la victime et quel que soit le lieu des crimes] a joué un rôle assez important pour poursuivre des auteurs de crimes, dans le cas du Rwanda ou de la Syrie. Des Syriens ont été condamnés [à la suite des poursuites lancées par la société civile ou des individus, et ayant concerné dans une majorité écrasante de cas des responsables de l'ancien régime de Bachar Al-Assad] en France, en Allemagne, en Autriche... Donc c'est un outil à utiliser.

Un processus de vérité, consistant à dire ce qui s'est passé, pour-

rait être enclenché. Les victimes ont besoin de s'exprimer, et que leurs paroles soient validées, y compris sur des plateformes non judiciaires. Je ne suis pas là pour prescrire au Liban ce qu'il doit faire, mais il peut y avoir une réflexion autour de cela. On voit, en Syrie, un fort désir des victimes de pouvoir s'exprimer [à la suite de la chute du régime de Bachar Al-Assad], dire ce qu'elles ont subi et y faire face. Il y a des similarités au Liban. Mais il est important bien sûr d'avoir à un moment aussi accés à une justice.

Ce processus de vérité se ferait-il à un niveau national libanais ?

Oui. Et j'espère qu'il y aura aussi, dans la société israélienne, une reconnaissance que la conduite des hostilités telle qu'elle est menée par le gouvernement actuel [dirigé par le premier ministre Benjamin Nétanyahou] n'est pas dans l'intérêt sécuritaire d'Israël sur le long terme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
LAURE STEPHAN

L'Ukraine multiplie les achats d'armes de pointe

Grâce au prêt de 90 milliards d'euros accordé par l'UE, Kiev commande des équipements militaires de dernière génération

Avions de chasse, systèmes antiaériens, missiles fabriqués sous licence en Ukraine : le temps où les Etats européens envoyaient à l'Ukraine leurs stocks de vieux matériels militaires est révolu. Grâce au prêt de 90 milliards d'euros accordé par l'Union européenne (UE) à Kiev en février, l'armée ukrainienne peut acquérir des équipements de pointe.

Après de longs débats, les dirigeants des Vingt-Sept s'étaient engagés à apporter ces fonds à l'Ukraine pour subvenir à ses besoins, en 2026 et 2027 – dont 60 milliards d'euros pour les seuls équipements militaires. Le Royaume-Uni a annoncé, le 13 juillet, sa participation au financement du prêt européen. Ces moyens s'ajoutent à l'aide très importante déjà apportée par certains Etats membres, comme l'Allemagne – Berlin a promis 12 milliards d'euros d'aides militaires en 2026.

L'UE a déjà transféré près de 5 milliards d'euros sur une première tranche de 6 milliards pour aider l'Ukraine à acheter des drones et des systèmes antidrones. Ces dernières semaines, les Etats européens ont multiplié les annonces de contrats d'armement avec Kiev, dont une partie en partenariat pour rapprocher les industries de défense européennes et ukrainiennes.

Pourtant, les premières commandes validées n'ont pas été passées au bénéfice du Vieux Continent. Les Européens ont accepté des dérogations pour que l'Ukraine puisse se fournir en composants chinois pour ses drones – l'Europe ne les produit ni en masse ni à un prix assez compétitif, confie une source à Bruxelles.

Elles concernent aussi l'achat de certains missiles de défense antiaérienne, notamment les Patriot américains, qui manquent cruellement à Kiev. Le souci, relève un diplomate européen, c'est de pouvoir s'assurer que l'Ukraine recevra dans un délai rapide de tels missiles, dont la production reste très limitée et destinée en priorité aux Etats-Unis.

Pour financer l'achat de ces coûteux armements, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé, le 15 juillet, lors d'un déplacement à Kiev, qu'un plan de «*décaissement de 10 milliards d'euros*» supplémentaires venait d'être approuvé par l'UE, «*pour plus de drones, de missiles et d'avions*», précisant à son hôte, Volodymyr Zelensky, que «*plus viendra*» ensuite.

Passé cette urgence, «*la part d'équipements européens sera bien plus importante*», assure une source à la Commission européenne. «*L'Ukraine joue le jeu*», précise cette source. Mais alors que les usines de munitions européennes tournent au maximum de leurs capacités, tout l'enjeu pour les Vingt-Sept est d'accepter de donner la priorité à Kiev, aux dépens de la mise à niveau de leurs propres arsenaux.

C'est manifestement ce que la France a décidé, en promettant de fournir quatre systèmes de défense antiaérienne et antibalistique de dernière génération, d'une valeur unitaire de 700 millions à 1 milliard d'euros, ainsi qu'un certain nombre de puissants radars et de missiles Aster 30, l'équivalent des Patriot. Une commande annoncée par une déclaration conjointe d'Emmanuel Macron et de son homologue ukrainien, Volo-



Volodymyr Zelensky et Emmanuel Macron, à Vélizy-Villacoublay (Yvelines), le 17 novembre 2025. UKRAINE PRESIDENCY/UKRAINIAN PRE/ZUMA/SIPA

dymyr Zelensky, invité au défilé du 14-Juillet, à Paris.

La France s'est également engagée à fournir à Kiev 16 Rafale. Les premiers avions devraient voler dans le ciel ukrainien «*dès 2028-2029*». Une lettre d'intention signée en novembre 2025 entre Kiev et Paris prévoyait l'acquisition d'un total de 100 appareils par l'Ukraine sur une période de dix ans. Un Rafale, doté de tout son armement, et en tenant compte de sa maintenance, revient à plus de 150 millions d'euros à l'export.

« Drone deal »

Le 30 juin, c'est auprès de la Suède que l'Ukraine a confirmé une commande de 16 avions de chasse Gripen du constructeur Saab, pour quelque 4,6 milliards de couronnes suédoises (2,2 milliards d'euros). Le Royaume-Uni soutiendra à la hauteur de 300 millions de livres sterling (350 millions d'euros) l'achat de ces appareils, ses industriels participant à leur fabrication. Les premiers devraient rejoindre l'Ukraine en 2027, tandis que 20 autres Gripen devraient être livrés à partir de 2030, sur un total de 100 à 150.

Tous ces achats pourraient être déterminants dans la conduite de la guerre, alors que Kiev estime depuis plusieurs années avoir besoin d'environ 12 escadrons aériens, soit environ 140 appareils. Entre

2024 et 2025, l'Ukraine en avait déjà reçu environ 95 – de type F16 – de la part des alliés, soit l'équivalent de cinq escadrons.

Un pas symbolique, mais important, a enfin été franchi par la France avec le feu vert surprise accordé à Kiev pour la production de bombes AASM (pour «*armement air-sol modulaire*»), de missiles Scalp et Aster 30 sur le sol ukrainien «*avant la fin de l'année 2026*». Il s'agit de munitions sophistiquées pour lesquelles les enjeux de secret industriel sont importants. Cette annonce fait écho à celle du président américain, Donald Trump, lors du sommet de l'OTAN, à Ankara ; le 8 juillet, il a ouvert la possibilité que des missiles Patriot puissent être fabriqués en Ukraine. Jeudi 30 juillet, M. Trump est toutefois revenu sur ses propos dans un entretien au *Financial Times* : «*C'est une arme vraiment extraordinaire, et nous devons faire attention à qui nous donnons une licence pour la fabriquer. Normalement, on ne fait pas ce genre de chose*». Les conditions dans lesquelles une telle production pourrait être mise en œuvre sur place demeurent donc bien floues alors que Kiev peine à assurer la sécurisation de son ciel.

Les projets de coopération favorisant l'intégration de l'Ukraine aux grands projets de défense européenne se multi-

Tout l'enjeu pour l'Europe est d'accepter de donner la priorité à Kiev, aux dépens de la mise à niveau de ses propres arsenaux

plient. Dans une douzaine de pays, des sociétés s'associent avec des industriels ukrainiens pour coproduire sur leur sol des systèmes de drones au profit de Kiev, dans le cadre d'un vaste «*drone deal*» promu par Volodymyr Zelensky. L'un des projets les plus significatifs de l'intégration européo-ukrainienne, également annoncés à la mi-juillet à l'issue de la réunion de la coalition des volontaires, à Paris, est celui d'une «*coalition antibalistique*», axée sur la production de systèmes de défense antimissile.

Alors que des projets de production en commun ne s'étaient jamais concrétisés jusqu'à présent, la nouveauté de la coalition antibalistique est que l'Ukraine y est associée d'emblée. Cette dernière a mis en avant l'entreprise Fire

Point, fabricant du missile Flamingo – un des vecteurs avec lequel Kiev se targue d'infliger de lourds dégâts à la Russie –, dont la tête de guidage est fournie par le groupe français Safran. Fire Point estime disposer d'un projet idéal pour cette coalition antibalistique : un système baptisé «*Freyja*», dont les intercepteurs (dits FP-7.X) seraient déjà en cours de développement. Le 14 juillet, la France a annoncé soutenir le projet.

Les industriels européens spécialistes de ce segment technologique se sont aussi très vite positionnés sur ce projet d'architecture. Un consortium réunissant Airbus Defence and Space, Destinus, MBDA Deutschland, Safran Electronics et Thales, a fait savoir qu'il allait commencer «*des travaux d'ingénierie conjoints*», dès août, en «*s'appuyant sur l'expérience opérationnelle de l'Ukraine*», pour le développement d'intercepteurs exoatmosphériques.

Ce projet vient compléter les investissements lancés dans ce domaine par l'Allemagne et une coalition d'une vingtaine de pays, en 2022. Mais ces derniers avaient essentiellement consisté en l'achat de systèmes allemand (de type Iris-T), américain (de type Patriot) et israélien (Iron Dome). ■

PHILIPPE JACQUÉ (BRUXELLES, BUREAU EUROPÉEN) ET ÉLISE VINCENT

La Corée du Sud demande de pouvoir enrichir de l'uranium

Les Etats-Unis, qui viennent d'autoriser l'Arabie saoudite à se doter de moyens d'enrichissement, refusent toujours ce droit à Séoul

TOKYO - correspondance

La nouvelle ambassadrice des Etats-Unis en Corée du Sud, Michelle Steel, prend ses fonctions dans un climat de défiance entre les deux alliés, particulièrement au sujet du nucléaire. Arrivée à Séoul jeudi 30 juillet pour prendre un poste vacant depuis janvier 2025, la Coréano-Américaine, proche du président Donald Trump, a promis de «*veiller à ce que l'alliance indéfectible [entre les deux pays] reste un pilier de la paix et de la sécurité dans la région*». Elle va devoir gérer plusieurs dossiers sensibles, à commencer par la volonté de Séoul d'obtenir le droit d'enrichir de l'uranium, indispensable à son approvisionnement énergétique comme à son projet de sous-marins à propulsion nucléaire. Or Washington tergiverse.

D'où un certain agacement des Sud-Coréens, qui voient un deux poids, deux mesures dans l'annonce, le 22 juillet, d'une coopé-

ration nucléaire entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite. L'entente ouvre la voie, sous condition, à l'enrichissement d'uranium par Riyad. «*Pourquoi l'Arabie saoudite peut-elle enrichir de l'uranium alors que la Corée du Sud ne le peut pas ?*», a maugréé, le 25 juillet, le quotidien conservateur *Dong-a Ilbo*. «*La Corée du Sud est un Etat modèle au regard du traité de non-prolifération (TNP)*», a souligné le *Chosun* dans son éditorial du même jour.

L'industrie nucléaire sud-coréenne, qui compte 26 réacteurs et plusieurs projets à l'exportation, travaille dans un cadre particulièrement contraint. La Corée du Sud a bénéficié dès les années 1950 d'équipements nucléaires à usage civil dans le cadre du programme américain Atoms for Peace. A la fin des années 1960, la crainte d'un retrait des forces américaines de Corée par le président Richard Nixon (1969-1974) et la menace nord-coréenne ont convaincu le dirigeant autoritaire

L'industrie nucléaire sud-coréenne travaille dans un cadre particulièrement contraint

Park Chung-hee (1962-1979) de lancer un programme secret d'armement nucléaire.

Quand les Américains l'ont découvert, ils ont exigé son arrêt et ont contraint Séoul de signer en 1972 un «*accord 123*» – du nom de la section 123 de la loi américaine sur l'énergie atomique –, lui interdisant toute activité d'enrichissement sans leur accord. Une révision de ce cadre en 2015 a maintenu cette clause. La Corée du Sud a par ailleurs dû adhérer au TNP en 1975. En 2004, elle a ratifié le protocole additionnel autori-

sant l'Agence internationale de l'énergie atomique à inspecter ses installations sans préavis.

L'Arabie saoudite n'a adhéré au TNP qu'en 1988 et n'a pas ratifié le protocole additionnel, même quand Donald Trump le lui a demandé, lors de son premier mandat, entre 2016 et 2020. Pour le *Chosun*, l'actuelle coopération nucléaire entre Américains et Sud-Coréens est une «*structure faussée*» : «*Le moment [est] venu pour la Corée du Sud de mettre en place son propre cycle du combustible nucléaire indépendant*».

Risque de « militarisation »

Des négociations ont été lancées sur ce sujet dans la foulée du sommet d'octobre 2025 entre Donald Trump et le président sud-coréen, Lee Jae-myung, mais elles n'avancent guère. Rien n'indique que les Américains sont prêts à laisser aux Sud-Coréens la possibilité de se doter de leurs propres moyens d'enrichissement de l'uranium.

Outre le passif du programme

secret du président Park, la réticence américaine s'explique par le soutien de près de 70 % des Coréens du Sud à l'armement nucléaire de leur pays. Le renforcement à marche forcée de l'arsenal atomique de la Corée du Nord, les tensions avec les voisins chinois et russe, et l'inquiétude de voir les Américains retirer leurs forces de la péninsule expliquent ce soutien. Or, analyse Jun Bong-geun, président de la Société coréenne de politique nucléaire, «*accorder des droits d'enrichissement et de retraitement à un pays où le soutien du public pour les armes nucléaires est aussi fort envoie à Washington le signal qu'il pourrait s'orienter à tout moment vers la militarisation nucléaire*».

Le président Lee cherche à rassurer les Américains. Il a qualifié les propos en faveur du nucléaire militaire de «*nuisibles aux intérêts nationaux*». Dévoilé mardi 28 juillet, le projet de loi spéciale pour la construction des sous-marins à propulsion nucléaire in-

clut une clause réaffirmant l'engagement sud-coréen à ne pas développer d'armes atomiques.

Le gouvernement sud-coréen s'est aussi abstenu de critiquer ouvertement l'accord avec l'Arabie saoudite. Le «*deal*» est considéré comme un moyen d'éviter que l'Arabie saoudite ne se tourne vers les concurrents chinois ou russe. Mais Donald Trump l'a finalement conditionné à la signature des accords d'Abraham avec Israël.

«*Il est difficile de considérer qu'il autorise l'établissement d'une autorité d'enrichissement indépendante*», ajoute le ministère des affaires étrangères sud-coréen. Selon les éléments ayant filtré, toute installation d'enrichissement en Arabie saoudite serait construite, exploitée et strictement contrôlée par des entreprises américaines. Et Washington a imposé une «*étude de faisabilité*» de deux ans avant d'envisager une telle installation. Séoul se rassure comme il peut. ■

PHILIPPE MESMER

INCENDIES



La préfète de Gironde, Sophie Brocas, et le chef des sapeurs-pompiers de Gironde, Marc Vermeulen, à la préfecture de Bordeaux, le 30 juillet.

BENJAMIN CARROT/ENCRAGE POUR « LE MONDE »

« Même si cela va mieux, on n'est pas encore sortis de cet épisode »

La préfète de la Gironde et le directeur du service départemental d'incendie et de secours reviennent sur leur gestion du mégafeu qui sévit dans le département

BORDEAUX - envoyée spéciale

Depuis dix jours et dix nuits, ils travaillent à éteindre le feu de Saumos qui a parcouru 42 000 hectares de pinède, du bois cultivé qui fait l'identité de cette terre de Gironde. Sophie Brocas, préfète de la région Nouvelle-Aquitaine et de la Gironde, et Marc Vermeulen, directeur du service départemental d'incendie et de secours (SDIS) et chef des sapeurs-pompiers, ont répondu aux questions du *Monde* sur le déroulement des opérations. Alors que le feu n'est pas encore éteint, ils livrent de premières explications sur la gestion de cette crise.

De quelle nature est le feu que vous combattez depuis dix jours ?

Marc Vermeulen : L'incendie qui a démarré mercredi 22 juillet a été globalement très violent, erratique, avec de nombreuses sautes de feu, sur un terrain où nous avions beaucoup de constructions à défendre. Il a connu une première bascule le jeudi soir [23 juillet] et une autre le lendemain, vendredi après-midi. Du fait des changements de visage du danger, nous avons dû adopter des phases opérationnelles différentes. Souvenons-nous que, jeudi soir, nous en étions à une dizaine de maisons détruites, et que le lendemain matin, on en décomptait plus de cent. C'est bien la preuve qu'il s'est passé quelque chose cette nuit-là.

Au fil de ces journées, nous avons été confrontés à plusieurs phénomènes qu'il va falloir comprendre, comme cette explosion du feu dans la nuit de jeudi à vendredi, puis le phénomène des pyrocumulonimbus [des « orages de feu », qui créent leurs propres conditions météorologiques], qui sont apparus à la fois vendredi après-midi et samedi soir.

Comment ces feux ont-ils été anticipés ?

M. V. : Le 22 juillet, nous étions classés en vigilance « très sévère » feu de forêt, avec un massif plus sec qu'en 2022 [lors des incendies de Landiras et de La Teste-de-Buch qui avaient calciné 30 000 hectares] et même plus

qu'en 1976 [année de sécheresse historique en France]. J'avais quatorze groupes d'intervention repositionnés dans le massif. C'est une évolution par rapport à il y a quatre ans.

Sophie Brocas : N'oublions pas le chemin parcouru depuis les grands incendies de 2022. Des choses ont été mises en place par Marc Vermeulen et les préfets successifs : les gardes postées, l'équipement de la canopée en caméras de surveillance 24 heures sur 24, le pacte capacitaire [appui financier de l'Etat et des collectivités conclu en 2024 pour la Gironde] où on a mis de l'argent pour avoir plus de camions feux de forêt.

Alors peut-être qu'ici où là il peut y avoir eu des loupés. Nous en reparlerons, il est trop tôt pour tirer un bilan. Même si cela va mieux, on n'est pas encore sortis de cet épisode. Ici, le sol, c'est de la tourbe, le feu peut couvrir dessous longtemps.

Le vendredi 24 juillet dans l'après-midi, les instances opérationnelles ont semblé être saisies de sidération. Était-ce le cas ?

S. B. : On a été très surpris par le pyrocumulonimbus, excessivement dangereux et imprévisible, qui nous a conduits à évacuer de façon large. J'ai dû me faire expliquer ce phénomène par les spécialistes de Météo-France. Le retour d'expérience sera nécessaire pour voir si on a commis des erreurs, si on aurait pu faire autrement. Hélas, avec le réchauffement climatique, on sera de plus en plus confrontés à ces feux extrêmes. Et cela ne concerne pas que le massif des Landes de Gascogne, mais toute la France et l'Europe.

M. V. : Le fait que le feu allait se diriger vers Bordeaux, vendredi, était anticipé. Ce qui ne pouvait l'être, c'est le pyrocumulonimbus. Ce sont les sapeurs-pompiers, notamment ceux qui travaillent à l'anticipation, qui ont alerté l'autorité préfectorale de la situation. Le fait de pouvoir commencer à se préparer à ce phénomène inconnu en France, avec un pied de feu de vingt kilomètres de long et une énorme difficulté à pouvoir estimer sa vitesse de propagation, a été important. Néanmoins, les troupes au sol ont continué à mener des actions de protection, comme elles le pouvaient étant donné la puissance du phénomène.

« COMMENT PEUT-ON IMAGINER QUE NOUS AURIONS ABANDONNÉ UNE PARTIE DE LA POPULATION ALORS QUE LE PORGE N'ÉTAIT PAS COMPLÈTEMENT ÉVACUÉ ? »

MARC VERMEULEN
directeur du service
départemental d'incendie
et de secours (SDIS)

Vous voulez rappeler par là l'extrême difficulté de leur mission ?

M. V. : Je trouve indécent que certains osent dire que mes sapeurs-pompiers ne sont pas engagés, alors que j'ai perdu deux pompiers au feu juste avant [dans un incendie aux abords de l'aéroport de Bordeaux-Mérignac, le 21 juillet]. On a encore eu des largages de sécurité de Canadair sur un camion pris par les flammes ; les gars ont dégagé leur véhicule et sont retournés au feu. A un moment donné, il faut un peu de respect face à leur engagement. Je peux comprendre qu'il y ait de la colère. Mais je réclame simplement un peu de temps pour objectiver la situation et nous répondrons à toutes les questions.

Que répondez-vous aux habitants du Porge, la commune la plus touchée, avec près de 200 habitations brûlées, qui estiment avoir été sacrifiés pour sauver la presqu'île du cap Ferret ?

S. B. : Mais il faut arrêter ces mensonges. Je suis allé voir le maire et les habitants du Porge lundi pour savoir de quoi la commune avait besoin dans l'immédiat. Je leur ai proposé de régler leur problèmes d'eau et d'essence pour les bénévoles. J'ai promis d'y retourner. [La préfète se tourne alors vers Marc Vermeulen] M. le contrôleur général des sapeurs-pompiers, avez-vous enlevé vos troupes du Porge ?

M. V. : J'aimerais savoir très précisément de quel moment de l'intervention nous parlons. Si c'est du jeudi soir, nous expliquerons, lorsque nous aurons retravaillé le déroulé, que c'est le moment où l'incendie, de retour sur la commune du Porge, a tourné, en même temps qu'une saute de feu enflammait le centre-ville de Lège et que les arbres brûlaient le long de la départementale D3. Il a alors fallu travailler sur l'ensemble du territoire.

Quels ordres ont été donnés ? Cela fait partie du retour d'expérience que nous ferons. Comment peut-on imaginer que nous aurions abandonné une partie de la population alors que Le Porge n'était pas complètement évacué ? Nous verrons s'il y a eu une action identifiée comme prioritaire à ce

moment-là, ou si le poste de commandement a manqué d'informations, ce qui peut également arriver.

Quant à la rumeur qui voudrait qu'on ait retiré tous les moyens des zones en train de brûler pour les mettre à Bordeaux, elle est fausse ! L'ensemble des moyens qui étaient engagés sont restés sur zone. Nous avons préparé la défense de Bordeaux avec des renforts, en effectuant un rappel chez nos pompiers. Fort heureusement, le phénomène [qui menaçait l'agglomération] s'est déclassé, ce dont on s'est rendu compte grâce justement au travail des troupes au sol.

Revenons sur l'origine du feu. Des propriétaires de pins de culture disent s'être signalés aux toutes premières heures du sinistre, mais que leur connaissance précise des lieux n'a pas été prise en compte, ni leurs conseils d'allumer d'emblée un contre-feu (ce qui sera fait plus tard mais... trop tard). Que leur répondez-vous ?

M. V. : Je ne suis pas capable, au moment où nous parlons, de rescénariser l'ensemble de l'intervention. Le travail que nous avons effectué depuis 2022 a été plutôt de rapprocher le monde des sapeurs-pompiers de celui des sylviculteurs, mais dès qu'advient des événements où ils perdent un certain nombre de leurs parcelles, il y a de l'émotion et de la passion. La priorité du commandant des opérations de secours, c'est la préservation des vies humaines. Cela veut dire que, lorsque l'on temporise ou que l'on refuse l'engagement d'agriculteurs, par exemple, c'est pour les protéger. Je ne suis pas en train de dire qu'on n'aurait pas pu faire autrement, mais il y a des situations opérationnelles et le commandant des opérations de secours dispose normalement d'une vue plus large.

De façon générale, la doctrine de lutte anti-incendie en France veut que, si on habite une maison en dur, on reste à l'intérieur. Alors pourquoi y a-t-il eu autant d'évacuations – 220 000 personnes au plus fort de l'incendie ? C'est du jamais-vu et certaines personnes ont pu sauver leur maison parce qu'elles ont désobéi...

M. V. : Cette doctrine a évolué justement à la suite des feux de 2022, et on a introduit la notion de défendabilité.

S. B. : La défendabilité [qui désigne l'aptitude d'une zone à être protégée], ça veut dire un accès des pompiers à la maison et des obligations légales de débroussaillage réalisées.

M. V. : Quand on n'évacue pas les gens de certaines zones, c'est parce qu'on considère que l'action des pompiers et l'autoprotection autour de la maison sont suffisantes. Dans le cas contraire, il faut évacuer. Sur cette zone-là, on va récupérer des photos aériennes d'avant et d'après et faire un travail avec l'Office national des forêts, sous l'autorité de la préfecture, sans rien mettre sous le tapis. Je sais que c'est difficile de perdre une maison, c'est le fruit d'une vie de travail. On y a tous nos souvenirs, et je respecte la douleur des personnes touchées.

Expliquez-nous ces évacuations massives qui (hormis celle du cap Ferret, qui s'est passée de façon ordonnée) ont causé des embouteillages monstres et le scénario dont les secours ne veulent surtout pas : des personnes qui bloquent la route et risquent de périr si le feu arrive.

S. B. : Nous avons séquencé les évacuations trois communes par trois communes pour éviter les embouteillages. Pour la même raison, nous avons envoyé les messages d'alerte progressivement, sachant le peu de routes disponibles. Et quand la menace d'un troisième pyrocumulonimbus s'est éloignée, nous avons décidé de ne pas continuer la deuxième lame d'évacuations, qui était prévue pour englober plus de territoires.

Il y a eu des bouchons, certes, mais les gendarmes étaient là. Pour la presqu'île du cap Ferret, qui nous inquiétait énormément [il n'y a qu'une route d'évacuation], nous avons procédé par ordre, en envoyant [les messages] par séquence. Le maire de Lège-Cap-Ferret nous a aidés avec son système de téléalerte et, à la fin, pour ceux qui n'avaient pas de véhicules, nous avons organisé des navettes [maritimes] dans la nuit.

M. V. : Je ne remets pas en cause le fait que des gens ont vécu des choses difficiles, mais nous n'avons pas été dans la situation de l'Espagne [où un incendie, survenu le 9 juillet, en Andalousie, dans la région d'Almería, a fait au moins treize morts] il y a quelques semaines. Personne n'a été brûlé dans sa voiture. Des pompiers ont été blessés en Gironde, mais nous n'avons pas de victimes à déplorer dans la population. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
MARYLINE BAUMARD

Une saison des feux historique, en France comme en Europe

Depuis janvier, 91 000 hectares ont brûlé en France. C'est plus de huit fois la moyenne observée à cette période ces vingt dernières années

Après dix jours d'un incendie monstre qui a ravagé 42 000 hectares en Gironde, la crise est encore loin d'être terminée en France. Si le mégafeu est contenu en Gironde, de nouvelles évacuations de population ont dû être ordonnées, vendredi 31 juillet, dans le Var, à la suite d'une reprise très violente de l'incendie du massif du Gros Bessillon, où les flammes ont parcouru 1 000 hectares de plus en six heures.

L'année 2026 est d'ores et déjà historique. Plus de 91 000 hectares sont partis en fumée depuis le début de l'année dans le pays, d'après les données collectées par le système européen d'information sur les feux de forêt (Effis, qui se concentre sur les incendies de plus de 30 hectares), arrêtées au 29 juillet. C'est le double des niveaux recensés en 2022 et plus de huit fois la moyenne observée à cette période de l'année entre 2006 et 2025. Des pays voi-

sins enregistrent également des bilans très lourds, à l'instar de l'Espagne, où plus de 217 000 hectares ont brûlé. A l'échelle européenne, ce sont plus de 450 000 hectares qui sont concernés – soit 2,6 fois plus que les cumuls moyens recensés par Effis ces deux dernières décennies, à la fin du mois de juillet.

Assèchement accéléré
Ce chiffrage provisoire déjà très élevé, alors que la saison des feux de forêt est encore loin d'être terminée, ne surprend pas la communauté scientifique. «*La séquence de 2026, c'est une confirmation de tout ce qui a été écrit dans les rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), observe le climatologue Philippe Drobinski, directeur de recherches au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), professeur à l'Ecole polytechnique et coauteur du prochain rapport du*

GIEC. *Tous les éléments du réchauffement climatique créent un risque incendie bien plus fort.*»

La question de l'eau est centrale. Combinés au manque de précipitations, les épisodes de chaleur très intenses qui s'enchaînent depuis le mois de mai ont fortement accru l'évapotranspiration des végétaux et entraîné leur assèchement accéléré – les transformant en un combustible très inflammable. L'humidité des sols a d'ailleurs atteint des niveaux historiquement bas pour la période. Cette situation hydrologique critique, qui se reflète également dans les débits très faibles de nombreuses rivières et se traduit par des mesures de restriction des usages de l'eau prises dans 93 départements français, est l'un des facteurs majeurs favorisant la propagation des incendies. «*Le changement climatique ne peut que durcir l'aléa*», et le rendre plus intense et plus fréquent, explique Philippe Drobinski.

«*Aujourd'hui, les incendies sont bien plus vastes et intenses qu'ils ne le seraient sans le changement climatique*», abonde la climatologue Clair Barnes, du Centre for Environmental Policy de l'Imperial College de Londres. La scientifique a récemment cosigné une étude du réseau scientifique du World Weather Attribution parue le 30 juillet, qui souligne l'influence des conditions météorologiques extrêmes sur les immenses incendies qui se sont produits en France et en Espagne. Ces conditions reposent sur la combinaison de plusieurs facteurs, notamment des températures élevées, un déficit de précipitations, une faible humidité de l'air ainsi que des vents soutenus, qui assèchent la végétation et facilitent la propagation rapide des flammes.

Selon les auteurs, le changement climatique issu des activités humaines a renforcé d'environ 46 % l'intensité des conditions météorologiques favorables aux incendies observées en juillet 2026 dans le sud-ouest de la France, rendant de telles situations au moins deux fois plus probables qu'elles ne l'auraient été sans réchauffement anthropique.

Simultanéité des incendies
D'autres paramètres ont eu des effets aggravants sur les feux. «*Les pluies hivernales favorisent la croissance de la biomasse*», note Andreia Ribeiro, chercheuse au Centre Helmholtz pour la recherche environnementale, à Leipzig. C'est autant de végétation exposée à un assèchement brutal lors du printemps et de l'été, à même

À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE, CE SONT PLUS DE 450 000 HECTARES QUI SONT CONCERNÉS, SOIT 2,6 FOIS PLUS QUE LES CUMULS MOYENS DES DEUX DERNIÈRES DÉCENNIES, À LA FIN JUILLET

d'alimenter les incendies. La France sort justement d'un hiver humide, à l'instar des alentours d'Avila, de Tolède et de Madrid, en Espagne, également touchés par des feux historiques en cette fin juillet. «*Cette humidité antérieure peut paradoxalement préparer le combustible d'un feu ultérieur, détaille Philippe Drobinski. Le système passe très rapidement d'un excès apparent d'eau à une situation de sécheresse et de danger d'incendie.*»

Ces transitions dopées par le changement climatique posent de nouveaux défis, dont la simultanéité des incendies. A mesure que les conditions météorologiques favorables aux feux s'étendent, plusieurs régions européennes peuvent être touchées au même moment, mettant sous tension les capacités de lutte des Etats et compliquant le partage des moyens entre pays.

Les enjeux d'adaptation sont aussi de plus en plus prégnants. «*Il faut avoir une approche systémique et essayer de voir tous les*

facteurs en jeu», dont les enjeux hydrologiques, plaide Christophe Plomion, directeur de recherche à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae). Se pose, par exemple, la question de la restauration des zones humides et de l'avenir des aménagements humains ayant des répercussions majeures sur le cycle de l'eau. En Nouvelle-Aquitaine, dans le massif landais, par exemple, l'une des pistes envisagées serait de «*ralentir le drainage de l'eau des parcelles par des reméandrages* [techniques consistant à redonner aux cours d'eau une morphologie sinueuse pour freiner l'écoulement], plutôt que des fossés rectilignes», suggère Christophe Plomion.

«*L'adaptation, on peut la faire jusqu'à un certain degré*», remarque Arndt Hampe, directeur de recherche à l'Inrae, qui a participé à l'analyse du World Weather Attribution. Les politiques d'adaptation, bien qu'indispensables, ne suffiront pas à compenser indéfiniment l'aggravation du risque incendie liée aux bouleversements hydroclimatiques. «*Le climat évolue plus vite que notre capacité d'adaptation*», alerte également Andreia Ribeiro. Les scientifiques insistent donc, à l'instar des associations, sur l'importance de limiter le réchauffement climatique. «*Chaque degré compte*», souligne Pierre Leflaive, porte-parole du Réseau Action Climat, qui appelle également, entre autres mesures, à une meilleure gestion de l'eau et des forêts. ■

PIERRE BOITEL ET LÉA SANCHEZ

Bonnes adresses

LE PLUS GRAND ESPACE ARMOIRES LITS À PARIS • Conditions exceptionnelles !



ARLITEC, CELIO, CLEI, DUEBI ITALIA
LIT RELEVABLE SEUL, 2 EN 1 AVEC CANAPÉ OU BUREAU, COUCHAGE SIMPLE OU DOUBLE... UNE SOLUTION POUR CHACUN !

Nos armoires lits sont installées par des professionnels qualifiés.

EspaceTopper® 100 ans
Maison familiale depuis 1926

Armoires lits, consoles et tables basses extensibles, bibliothèques, dressings, tables de repas... :
147 rue St-Charles Paris 15 • 7j/7 • 01 45 75 02 81, M° Charles Michels
Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr



LIT GIGOGNE J'Y GAGNE !

- **Gain de place**
- **Economique**
Canapé ou méridienne + 2 lits 80 x 190
- **Confortable**
Matelas 15 cm HR 30 kg/m³
Suspensions lattes de bois
- **Facile à vivre**
Dédoussable
4 configurations



Photos non contractuelles

GOOGLE • AVIS AUTHENTIQUES
DE 4,4 À 4,9 SUR 5

EspaceTopper® 100 ans
Maison familiale depuis 1926

Le plus grand espace canapés-lits à Paris • 7J/7
63 et 66 rue de la Convention Paris 15
01 45 77 80 40 - M° Charles Michels
147 rue St-Charles Paris 15 - 01 45 75 02 81 - M° Charles Michels
56-60 cours de Vincennes Paris 12 - 01 40 21 87 53 - M° Nation

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE



La maison recherche également bien d'autres produits
Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maison-charles-antique.fr



Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?
stephane.pesque@mpublicite.fr

Le Monde // RUBRIQUE BONNES ADRESSES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?

Professionnels ou particuliers, Le Monde devient votre vitrine
stephane.pesque@mpublicite.fr

Universités : les frais d'inscription en débat

Les deux mandats d'Emmanuel Macron ont notamment posé les jalons d'une hausse généralisée des droits

La hausse des droits d'inscription à l'université est-elle devenue une nécessité à laquelle il faudrait se résoudre ? La question, jusqu'ici taboue, est livrée au débat public, et il est à parier que des candidats à l'élection présidentielle de 2027 s'en saisiront. Au cours des deux quinquennats d'Emmanuel Macron, des pions ont été avancés de manière très progressive, pour aboutir à la préconisation-choc des Assises du financement des universités, dans un rapport rendu au ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, fin juin.

Les auteurs – l'inspecteur général des finances, Jérôme Fournel, et l'ancien président d'université Gilles Roussel – se prononcent en faveur d'une hausse de plus de 400 % des frais. Les coûts d'une année de licence et d'une année de master passeraient respectivement de 178 euros à 900 euros et de 254 euros à 1300 euros. De quoi abonder jusqu'à 10 % des recettes des universités, contre 2,7 % aujourd'hui. Si elles ne « *diversifient* » pas leurs sources de financement, les universités resteront dans l'ornière, justifient les rapporteurs. *« On voit bien qu'on a besoin de plus d'argent dans les universités. Il faut donc augmenter les efforts publics, tout en réfléchissant à des mécanismes contributifs de la part des étudiants qui peuvent se le permettre »*, déclarait alors le ministre de l'enseignement supérieur, Philippe Baptiste. *« Quoiqu'il arrive, ce gouvernement n'augmentera pas les droits d'inscription à l'université »*, a-t-il affirmé, jeudi 30 juillet, dans un entretien au *Figaro* tout en répétant que *« cela ne peut être envisageable qu'avec un modèle redistributif, en ne faisant payer plus cher que les étudiants qui le peuvent »*.

« Une question politique »

Depuis 2022, les dépenses des universités sont supérieures aux subventions qu'elles touchent, sous le poids du coût des fluides (énergie, eau, etc.) et des charges relatives aux salaires des enseignants-chercheurs, que l'Etat leur a transférées sans les compenser totalement.

Les Assises apportent *« une réponse essentiellement budgétaire à une question qui est d'abord politique »*, à savoir *« la place et le niveau d'investissement que la France entend donner à ses universités »*, rappelle l'Initiative, association regroupant six universités labellisées I-SITE, pour la qualité de leur recherche. L'enjeu des droits d'ins-



cription nécessite *« un débat global »* et *« ne doit pas ouvrir le champ à un désengagement budgétaire de l'Etat »*, abonde l'Alliance des universités de recherche et de formation, qui réunit 35 établissements implantés dans des villes de taille moyenne. Le rapport des Assises résonne avec une phrase sibylline prononcée par Emmanuel Macron à l'occasion des 50 ans de la conférence des présidents d'université, en janvier 2022. *« On ne pourra pas rester durablement dans un système où l'enseignement supérieur n'a aucun prix pour la quasi-totalité des étudiants, où un tiers des étudiants sont considérés comme boursiers et où, pourtant, nous avons tant de précarité étudiante et une difficulté à financer un modèle beaucoup plus financé par l'argent public que partout dans le monde »*, avait-il déclaré sans aller jusqu'au bout de sa pensée. *« Le chef de l'Etat n'a fait là que dresser des constats »*, avait ensuite rétorqué l'Elysée, réfu-

Depuis 2022, les dépenses des universités sont supérieures aux subventions qu'elles touchent

tant toute volonté d'inciter les établissements à augmenter les droits d'inscription des étudiants.

Il n'empêche : le gouvernement d'Edouard Philippe a creusé un sillon, en 2018, avec le plan Bienvenue en France. Celui-ci impose aux étudiants extracommunautaires des frais 15 fois plus élevés que pour les autres étudiants – soit 2895 euros par an en licence et 3941 euros l'année en master.

Le Conseil constitutionnel avait alors été saisi d'une question prioritaire de constitutionnalité portée par des organisations syndicales étudiantes s'opposant à ce

plan. Ses membres avaient affirmé, en octobre 2019, le principe de gratuité de l'enseignement supérieur public, ce qui, précisaient-ils, n'exclut pas la possibilité pour les universités de percevoir des droits *« modiques »* d'inscription *« en tenant compte, le cas échéant, des capacités financières des étudiants »*. En juillet 2020, le Conseil d'Etat avait tranché, entérinant la possibilité de soumettre les étudiants étrangers à des frais différenciés. Selon lui, les montants ne *« font pas obstacle à l'égal accès à l'instruction, compte tenu des exonérations et aides susceptibles de bénéficier à ces étudiants »*.

Rappel à l'ordre du ministre

Ces exonérations, précisément, ont été le bouclier brandi par une majorité d'établissements, réticents à instaurer des frais qui enfreignent les valeurs universitaires d'ouverture et de partage des savoirs. Ainsi, à la rentrée 2024-2025, sur 111 500 étudiants extra-

communautaires concernés, seuls 11 100 s'étaient acquittés d'un tarif plein, tandis que 14 700 en avaient été exonérés totalement, et les 85 700 autres partiellement, selon une note des services statistiques du ministère publiée en janvier.

Mais les universités ont été rappelées à l'ordre par le ministre de l'enseignement supérieur, en avril. Philippe Baptiste a pris un nouveau décret limitant les exonérations à un maximum de 30 % des étudiants extracommunautaires à la rentrée 2026, de 25 % à la rentrée 2027 et de 20 % à la rentrée 2028. De manière concomitante, au Sénat, le groupe Les Républicains a monté une commission d'enquête *« sur la capacité des universités françaises à garantir l'excellence académique du service public de l'enseignement supérieur »*. Entre mars et juin, une trentaine d'auditions ont été menées, du Nobel d'économie Philippe Aghion à Louis Vallermaud,

président de la section *« enseignement supérieur et recherche »* de la 3^e chambre de la Cour des comptes, en passant par les anciennes ministres de l'enseignement supérieur Valérie Pécresse, Frédérique Vidal et Sylvie Retailleau.

Avec application, sa rapporteuse, la sénatrice de Loire-Atlantique Laurence Garnier, a imposé des dominantes portant essentiellement sur la sélection à l'entrée à l'université, le coût de l'« échec » en licence et les droits d'inscription. Rien ou presque, en revanche, sur le renoncement du gouvernement à réformer les bourses qui ne répondent plus aux besoins d'une jeunesse qui s'est précarisée. Les échanges furent parfois rugueux avec des présidents d'université, leur discours nuancé sur la nécessité de mieux encadrer les étudiants pour favoriser leur réussite apparaissant peu audible pour la sénatrice, dont le rapport est attendu en septembre. ■

SOAZIG LE NEVÉ

« Une telle hausse n'est pas entendable dans les conditions actuelles »

Le président de l'association France Universités, Lamri Adoui, revient sur la question des droits d'inscription et de la sélection à l'entrée

ENTRETIEN

Lamri Adoui, président de l'université de Caen-Normandie, à la tête de l'association France Universités, rappelle la nécessité *« d'élever le niveau d'ambition et de formation de la jeunesse »*, et de mieux accompagner les étudiants.

Les Assises du financement de l'université ont débouché sur une proposition choc : une augmentation de plus de 400 % des frais d'inscription pour les étudiants, qui dégageait autour de 1,5 milliard d'euros supplémentaires pour les universités. Etes-vous favorable à cette proposition ?

Nous ne sommes pas favorables à cette proposition, qui n'est pas entendable dans les condi-

tions actuelles. Tant que le sujet de la réforme des bourses n'est pas à l'ordre du jour, toute question sur les droits d'inscription des étudiants nous semble totalement hors de propos.

Le rapport recommande aux universités de diversifier leurs ressources propres et à l'Etat d'assurer une subvention légèrement au-dessus du niveau de l'inflation. N'est-ce pas un peu maigre pour assurer l'avenir des établissements ?

C'est un peu maigre, oui, au regard de la promesse des 3 % du PIB consacrés à la recherche faite à Lisbonne [lors du Conseil européen de Lisbonne, les 23 et 24 mars 2000] il y a maintenant plus de vingt ans. Elle est tenue par de très nombreux pays, mais pas par la France, qui reste à 2,2 %

à peu près de son PIB, ce qui fait un manque pour la recherche et l'innovation en France de 25 milliards d'euros par an, 8 milliards d'argent public et le double d'argent privé. Le compte n'y est pas si on veut jouer dans la compétition internationale à armes égales.

Ce rapport préconise aussi de laisser les universités fixer leurs capacités d'accueil, avec le risque qu'elles les réduisent. Comment, dans ces conditions, accueillir tous les bacheliers qui souhaitent faire des études universitaires ?

Nous sommes prêts à diminuer les capacités d'accueil d'un certain nombre de formations et, a contrario, à en augmenter d'autres. Malheureusement, nous n'avons pas toujours les viviers nécessaires pour remplir certaines forma-

tions, par exemple dans le domaine des sciences et technologies, sur lesquelles on a un besoin d'ingénieurs et d'étudiants de niveau master pour des débouchés dans le secteur industriel.

La difficulté se situe donc avant l'entrée dans l'enseignement supérieur. Si plus de jeunes femmes, par exemple, se dirigeaient vers des filières scientifiques, on aurait déjà une partie de la réponse. Au lycée, tous les choix d'enseignements de spécialité sont respectables et je sais le succès remporté par la spécialité HGGSP [histoire-géographie, géopolitique et sciences politiques], mais à l'université, des disciplines sont en tension alors que d'autres sont prêtes à accueillir plus d'étudiants. Le juge de paix doit être l'insertion professionnelle. Chaque université peut réfléchir sur

ses choix au regard des statistiques, discipline par discipline.

Le ministre de l'enseignement supérieur a invité à réfléchir au rôle du bac, qui ne devrait plus assurer un droit automatique aux études supérieures. Y a-t-il trop d'étudiants en France ?

Je ne pense pas qu'il y ait trop d'étudiants en France. Il y a une nécessité d'élever le niveau d'ambition et de formation de la jeunesse de ce pays, de lui donner des compétences, avec des modalités de formation qui sont variées. La question qu'on peut se poser est de savoir si un bachelier professionnel a sa place dans une licence générale, quand on sait que le taux de réussite est de 5 %. S'il se retrouve là, c'est très souvent parce qu'il n'a pas trouvé de place en BTS ou en IUT. Posons-nous

donc d'abord la question des capacités d'accueil en BTS et en IUT.

Ne craignez-vous pas que la seule question des droits d'inscription phagocyte le débat lors de la campagne présidentielle de 2027 ?

Ce serait vraiment dommage parce qu'il y a énormément d'enjeux : la question de la souveraineté et de la compétitivité, du progrès scientifique, de la démocratie et de la jeunesse... J'aimerais que le débat de l'élection présidentielle soit à ce niveau-là. France Universités aura un rôle dans cette campagne. Nous porterons à la rentrée un certain nombre de propositions sur lesquelles nous interpellons les candidats à la présidentielle, de manière à savoir comment chacun se positionne. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR S.L.N.

Ceuta fait irruption dans le débat politique français

La droite et l'extrême droite mettent en cause le gouvernement de Sanchez, la gauche dénonce des « mensonges »

Il a suffi de quelques heures pour que les images inondent les réseaux sociaux et enflamment la droite et l'extrême droite françaises. Celles de dizaines de milliers de personnes traversant la frontière entre le Maroc et l'enclave espagnole de Ceuta dans la nuit de jeudi 30 à vendredi 31 juillet, après plusieurs jours d'arrivées en continu, ayant causé la mort d'au moins 34 personnes. Samedi matin, 48 000 migrants étaient déjà rentrés au Maroc, selon le gouvernement espagnol.

Face à l'inflammabilité du sujet migratoire et une situation difficilement maîtrisable sur place, le gouvernement français a rapidement réagi vendredi. À l'instar des autres Etats membres de l'Union européenne (UE) redoutant des répercussions politiques et sécuritaires, Emmanuel Macron a déclaré avoir exigé le « renfort des contrôles à la frontière avec l'Espagne », peu après que le ministre de l'intérieur, Laurent Nuñez, a annoncé avoir « donné des instructions » en ce sens « dès [jeudi] soir ».

Soucieux de se montrer en alerte sans s'avancer, pour l'heure, sur les causes de ces arrivées massives du Maroc, Emmanuel Macron a affiché la solidarité de la France envers l'Espagne. Se disant prête « à apporter aux autorités espagnoles tout l'appui nécessaire », y compris au travers

de l'agence de l'Union européenne chargée du contrôle des frontières (Frontex).

La ministre déléguée chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, Aurore Bergé, s'est aventurée plus loin. Interrogée au micro d'Europe 1 en début de matinée, elle a déploré des « autorités qui ne savent pas réguler et qui ont permis à ce flux massif [d']arriver en Espagne », semblant cibler en creux le Maroc, comme la responsabilité des réseaux de passeurs clandestins. Mais elle a estimé que c'était aussi « la politique qui est menée par le gouvernement espagnol en matière migratoire » qui a conduit à cette situation.

« Appel d'air »

Dès vendredi matin, une partie de la droite ne s'est pas embarrassée de précautions pour accuser avec virulence le gouvernement espagnol d'être responsable de cet afflux migratoire, en raison de « ses choix laxistes ».

Le premier ministre socialiste, Pedro Sanchez, est devenu à leurs yeux une figure honnie depuis son annonce, en avril, d'un plan de régularisation exceptionnel de 500 000 personnes pour soutenir l'économie du pays. « La décision (...) que j'avais dénoncée crée un formidable appel d'air qui menace de déstabiliser l'Europe entière », a ainsi conspué sur X le candidat à la présidentielle des Républicains



L'armée espagnole monte la garde à la frontière entre l'Espagne et le Maroc, à Ceuta (Espagne), le 30 juillet. FABIAN BIMMER/REUTERS

(LR) Bruno Retailleau. L'ex-ministre de l'intérieur, qui avait prôné « la mise au ban de l'Espagne » lors de l'annonce de la mesure, a appelé vendredi à un « électrochoc » européen.

Dès la diffusion des premières images, l'extrême droite française s'est précipitée pour dénoncer une « invasion migratoire », usant de champs lexicaux guerrier ou animalisant, ou de références à la théorie raciste et complotiste du « grand remplacement ». L'eurodéputée Marion Maréchal a décrit des « hordes de jeunes Marocains », à qui le président de Reconquête! Eric Zemmour, lui, a promis la « remigration, sinon nos peuples seront balayés par ce tsunami ». « Ils seront demain dans nos rues », a pour sa part alerté le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, sur X, déplorant une « submersion sans précédent ». En tant que président du groupe des Patriotes pour l'Europe (PFE), il a réclamé la tenue en urgence d'une session plénière exceptionnelle du Parlement européen.

Plus que le rétablissement des contrôles à la frontière espagnole déjà annoncés, des responsables politiques de droite et d'extrême droite ont réclamé la suspension des règles de libre circulation dans l'espace Schengen, en soutien à la position de présidente du conseil italien, Giorgia Meloni. Quand bien même ces règles ne s'appliquent pas à l'enclave espagnole située au nord du continent africain.

Une « coordination européenne »

Dans un message posté sur X, la candidate du RN à la présidentielle, Marine Le Pen, en a même profité pour rappeler sa promesse de réserver le libre passage des frontières aux seuls citoyens européens. De quoi faire réagir, de l'autre côté du spectre politique, Jean-Luc Mélenchon : « Marine Le Pen voudrait présider une grande puissance européenne, mais ne sait pas que Ceuta (...) est déjà exclue de l'accord Schengen. » Le candidat de La France insoumise a plaidé à contrario pour que la France ne

Edouard Philippe a demandé la convocation d'une réunion en urgence des ministres de l'immigration des Vingt-Sept

« laiss[e] pas [l'Espagne] seule face à l'épreuve » et « d'éventuelles manipulations », exigeant une « coordination européenne pour de l'aide humanitaire ».

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, a lui aussi dénoncé « les mensonges », de « la droite et l'extrême droite [qui] se concurrencent chaque jour en matière de désinformation ». Le député de Seine-et-Marne a témoigné de son soutien « aux autorités espagnoles pour lutter contre ce qui ressemble à s'y méprendre à une opération de déstabilisation de leur territoire »,

en pleines tensions diplomatiques entre l'Espagne et le Maroc.

Au sein du bloc central, Edouard Philippe (Horizons), plus précautionneux dans son discours que Bruno Retailleau, a demandé la convocation d'une réunion en urgence des ministres de l'immigration des Vingt-Sept, tout comme le déploiement des forces de Frontex. Mais il a aussi incité l'UE à faire acte de plus de fermeté dans sa discussion avec les pays africains pour « prot[éger] ses frontières » et a renvoyé la balle à l'Espagne, jugeant qu'il « n'est pas acceptable qu'un pays [membre de l'UE] puisse seul décider de régularisations massives qui créent un appel d'air pour tout le continent ». Son concurrent dans la course à l'Elysée Gabriel Attal a lui aussi évoqué un « drame » qui « déstabilise tout un territoire », encourageant l'UE à « engage[r] un rapport de force inédit vis-à-vis des pays tiers et des réseaux criminels de passeurs qui sont à l'origine des événements ». ■

MARIE POUZADOUX
ET CORENTIN LESUEUR

Esseulé à la FIFA, Gianni Infantino renonce à son projet commercial

Le patron de la fédération internationale de football a cédé, samedi, face à la levée de boucliers causée par son plan d'investissements privés

Il y a deux semaines, Gianni Infantino souriait sous une pluie de confettis dorés. Aux côtés du président américain, Donald Trump, et alors que l'Espagne soulevait le trophée de la Coupe du monde, le patron de la Fédération internationale de football (FIFA) contemplait son œuvre. Lui aussi avait gagné. Définitivement. En dépit des polémiques, le Mondial organisé aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique a été un succès logistique, sportif, et a pulvérisé les prévisions commerciales. Jamais la FIFA n'a été aussi prospère, avec des recettes annoncées pour le cycle 2023-2026 frôlant les 15 milliards de dollars (13 milliards d'euros). Et plus de 200 des 211 associations membres de l'instance ont assuré l'Italo-Suisse de leur soutien pour sa réélection à un troisième et ultime mandat, en mars 2027.

Mais le vent a tourné. Depuis le début de la fronde contre son projet, annoncé mardi 28 juillet, de création d'une société commerciale dont le capital serait ouvert à des investisseurs privés, Gianni Infantino a vu son aura s'effriter. « C'est l'histoire la plus incroyable d'orgueil, presque biblique, d'une chute auto-infligée, persifle un acteur majeur du football européen. Tout le monde en a marre de lui. »

Samedi 1^{er} août, au cœur de la nuit, le dirigeant de 56 ans a jeté l'éponge et a annoncé renoncer à son plan. « Force est de constater que ce projet a suscité des clivages qui (...) ne servent plus l'objectif initialement fixé. En conséquence, cette proposition n'ira pas de l'avant », déclare-t-il dans un communiqué. Spectaculaire machine arrière d'un dirigeant acculé.

Longtemps les controverses ont semblé glisser sur Gianni Infantino comme la pluie sur les plumes d'un canard. L'homme, intronisé en 2016 pour « restaurer l'image de la FIFA », avait survécu à tout. Aux procédures pénales ouvertes en Suisse après ses rencontres secrètes avec des magistrats helvètes en 2016 et 2017, aux enquêtes de la commission d'éthique de la Fédération internationale ou aux critiques sur son salaire – plus de 6 millions de dollars en rémunérations, primes et avantages, en 2024. Rien ne semblait l'atteindre, pas même les polémiques suscitées par sa proximité affichée avec Donald Trump ou l'attribution du Mondial 2034 à l'Arabie saoudite de Mohammed Ben Salman par acclamation à l'issue d'un processus aussi opaque que verrouillé.

Depuis son arrivée au pouvoir, Gianni Infantino a bâti son règne

sur une mécanique politique simple : toujours plus. Toujours plus de compétitions, toujours plus de recettes, et toujours plus d'argent redistribué aux fédérations membres de la FIFA. Un système que d'aucuns qualifient de « clientéliste » et qui lui a forgé une majorité électorale quasiment inexpugnable, lui permettant de faire modifier les statuts de l'instance en 2024, pour renforcer davantage les prérogatives de son président.

Coup de grâce de l'intérieur

« Il n'a plus de limites », soupirait un observateur avisé de la Fédération internationale, interrogé vendredi, comparant l'Italo-Suisse à « un empereur romain, un autocrate ». En témoigne le « prix de la paix » de la FIFA, inventé en décembre 2025 pour Donald Trump, puis l'intervention du président américain auprès de « son ami Gianni » pour annuler la suspension entraînée par le carton rouge de l'attaquant américain Folarin Balogun pendant la récente Coupe du monde. Jusqu'à ce projet élaboré dans le plus grand des secrets d'ouvrir la FIFA à des investisseurs privés par le biais d'une société commerciale baptisée « FIFA Forward Enterprise » (FFE), dans l'optique assumée de « libérer le

potentiel commercial de la FIFA ».

Mais bien des dirigeants du ballon rond ont vu dans cette initiative la transformation de la Coupe du monde, joyau du football, en actif financier susceptible d'être valorisé auprès de fonds d'investissement. « Une ligne qui ne devrait jamais être franchie », tance d'embellie l'Union des associations européennes de football (UEFA), y voyant la remise en cause du modèle de gouvernance du football. Cette fois, les Européens ne se sont pas contentés de protester. Jeudi, l'UEFA avait menacé, à l'unanimité de ses 55 membres, de boycotter toutes les compétitions de la FIFA « tant que le projet resterait d'actualité ». Ce coup de force, soutenu par la Confédération d'Amérique du Nord, d'Amérique centrale et des Caraïbes (Concacaf) et celle d'Asie (AFC), démontre les compétitions de la FIFA et met aussitôt à mal le projet.

Mais le coup de grâce est venu de l'intérieur, quand deux hauts responsables de la FIFA ont désavoué l'initiative, vendredi. Carlos Cordeiro, conseiller principal du président, a d'abord annoncé sa démission immédiate, qualifiant l'opération de « mauvais deal pour le football », et insistant sur le fait de n'y avoir « joué aucun rôle ». Un coup dur pour Gianni

Infantino, car cet ancien partenaire de la banque Goldman Sachs, familier du milieu des affaires et des arcanes de la Maison Blanche, était le trait d'union entre Donald Trump et le dirigeant italo-suisse pour la Coupe du monde 2026. Or la famille du président américain est impliquée dans ce projet par le biais du fonds d'investissement préempté pour acquérir 20 % de FFE.

Quelques heures plus tard, Kevin Lamour, directeur général de la FIFA et numéro trois de l'instance sortait à son tour du bois. « Ce n'est pas le projet de la FIFA (...), c'est le projet d'une seule personne », insistait-il, dans un message consulté par Le Monde. Ancien proche collaborateur de Michel Platini à l'UEFA, le Français avait rejoint Zurich avec la réputation d'un dirigeant intègre et apprécié des salariés. « Depuis que j'ai rejoint la FIFA il y a un peu moins de deux ans, je suis passé d'une surprise à l'autre. J'en ai vu assez pour en faire une excellente série », déplore le dirigeant français. Il en tiendrait l'un des rôles-clés, ayant provoqué la volte-face de Gianni Infantino la nuit suivante.

Le patron de la FIFA s'est brûlé les ailes pour avoir voulu étendre toujours plus son système clientéliste à visée électorale. Une « fo-

lie des grandeurs », selon son pré-décèsseur, Sepp Blatter, qui a brisé les équilibres sur l'échiquier du ballon rond et ouvert une guerre larvée. Et désormais, Gianni Infantino va devoir lutter pour conserver son trône.

Car la séquence aura été la goutte de trop, et le nombre de ses soutiens s'effrite en vue du congrès de Rabat, en mars 2027, où il ambitionnait une réélection triomphale. L'UEFA s'est déjà mise en quête d'un candidat non européen, à même de fédérer une coalition mondiale. Le Canadien Victor Montagliani, président de la Concacaf et ex-allié fidèle d'Infantino, semble tenir la corde.

Le reste relève de l'arithmétique électorale, et il faudra voir si les alliances de circonstance nouées face au projet de FFE resteront de mise en mars. Car Gianni Infantino n'a nullement l'intention de suivre le chemin de Sepp Blatter, forcé de démissionner en 2015. « En échange, la seule chose qui vous est demandée est votre confiance continue », écrivait le patron du football mondial, mardi, dans une missive envoyée aux 211 associations membres de la FIFA. Forcé d'abandonner son projet et fragilisé, M. Infantino a obtenu une réponse claire. ■

REMI DUPRÉ ET CLÉMENT MARTEL

A Paris, le blues des vendeurs du luxe

La fréquentation de la plupart des enseignes huppées de la capitale a chuté de 11 % entre janvier et juin

L'un scrolle sur son téléphone en catimini, puis se redresse pour vous saluer d'un « *Bonjour Madame* » très protocolaire. Plumeau en main, l'autre chasse la poussière de sacs à main. D'autres encore bavardent, en sourdine. En ce début juillet, alors que la Samaritaine entame la « deuxième démarque » des soldes d'été, les vendeurs du grand magasin détenu par LVMH tuent le temps. Les 20 000 mètres carrés de l'enseigne inaugurée en juin 2021, après 700 millions d'euros d'investissement, sont quasiment déserts. Les touristes pour lesquels a été imaginé ce concept si luxueux font défaut. Lors de sa réouverture, LVMH espérait attirer 5 millions de visiteurs par an, « sous trois ans ». Il n'en est rien.

« La situation est préoccupante », a alerté la cellule CFE-CGC de La Samaritaine, par communiqué, le 26 juin. A tous les niveaux, les baisses d'effectifs se poursuivent. » Au cours des deux dernières années, le nombre d'employés du grand magasin, toujours déficitaire, a chuté de 20 %, pour passer à moins de 500 personnes, selon le syndicat.

La publication des résultats semestriels des ténors du luxe la semaine du 27 juillet illustrera le maelström dans lequel est plongé le secteur. LVMH ouvre le bal lundi, avant Kering et Hermès. « A Paris, la fête est finie », disent les salariés. « Dans les vestiaires, on ne parle que de ça », rapporte le vendeur d'un grand magasin du boulevard Haussmann, qui témoigne sous le couvert de l'anonymat, comme les autres salariés interrogés.

A quelques exceptions près – Dior, Chanel, Hermès et Polène semblent y échapper –, les magasins de luxe souffrent d'une chute de fréquentation à Paris. Ces enseignes ont attiré 11,3 % de clients en moins dans la capitale, au premier semestre 2026, par rapport à la même période de 2025, d'après l'indice établi par Sensomatic à partir de données captées à l'entrée des boutiques.

Pourtant, les touristes sont présents à Paris. En 2025, le Bassin parisien a attiré plus de 40,1 millions de personnes, soit 5,2 % de plus qu'en 2024, selon l'office du tourisme de la capitale. La clientèle internationale a même augmenté de 4,1 % par rapport à 2019, d'après le site Visit Paris Région. Et, selon le ministère du tourisme, les réservations pour des hébergements en France sont « attendues en croissance de 1 % à 5 % » d'ici à fin septembre.

C'est habituellement « un indicateur critique de l'industrie du luxe en France », rappelle Joëlle de



A la Samaritaine, à Paris, le 18 décembre 2025. GARDEL BERTRAND/HEMIS.FR

« Avant, on faisait attendre le client. Désormais, on l'attend toute la journée », note la directrice d'un magasin parisien

Montgolfier, vice-présidente exécutive du pôle Luxe et distribution chez Bain & Company. Seulement voilé : dans le détail, les touristes particulièrement friands d'articles de luxe font défaut. C'est notamment le cas des voyageurs en provenance de Chine, qui étaient, en 2025, 17 % de moins qu'en 2019. Tout comme les Russes depuis 2022, date du début de la guerre en Ukraine. Quant à ceux qui viennent du Golfe, « ils ne sont pas là, à cause de la guerre au Moyen-Orient », constate un vendeur d'un grand magasin.

Certes, les Américains, premier bataillon de touristes en France

(2,5 millions en 2025) devant les Britanniques et les Allemands, sont bien présents. Et, grâce à l'envolée de la Bourse américaine, leur pouvoir d'achat est fort, mais ils pourraient moins dépenser en 2026 : l'euro renchérit les prix des sacs à main, jugés excessifs. D'après les comparaisons de Bain & Company, entre 2019 et 2025, les prix de sacs « iconiques » de plusieurs marques « ont été multipliés en moyenne par 1,5 à 1,7 », note Joëlle de Montgolfier.

« Mission impossible »

Ces tarifs ont laissé des millions de clients à la porte des magasins de luxe : depuis 2023, l'industrie en a perdu 70 millions dans le monde, selon une étude conjointe de Bain & Company et d'Altagamma, l'association italienne des fabricants du secteur. A tel point que le marché, évalué à 358 milliards d'euros en 2025, est en recul de 2 % par rapport à 2024 et pourrait grimper de seulement 2 % à 4 % en 2026.

Derrière les vitrines, cette conjoncture décourage. « Avant,

Ces vendeurs jadis débauchés par des chasseurs de têtes craignent de perdre leur emploi

on faisait attendre le client pour passer en cabine d'essayage. Désormais, on l'attend toute la journée », note la directrice d'un magasin parisien. Et « dire qu'il y a quelques années encore on vendait des sacs à main en cuir à la volée ! », confirme un vendeur, accompagnant son propos des gestes d'un lanceur de Frisbee. La vente en ligne complique aussi l'activité en magasin : 25 % du marché a basculé sur Internet. « Grâce à Instagram, le client sait déjà tout d'une collection, d'un produit », note un vendeur, déçu de ne plus être « questionné pour un conseil ».

« Résultat : faire du biff, c'est compliqué », rapporte un autre employé. Le « closing », ce moment-clé où un client se décide à acheter, est « beaucoup plus difficile à obtenir », confirme une vendeuse expérimentée. Tous craignent une baisse de leur rémunération. « Grâce aux commissions, on pouvait toucher jusqu'à 40 000 euros par an, net, explique l'un d'eux. C'est désormais mission impossible. » Et les salaires des nouveaux embauchés ne sont plus ceux d'antan. « De l'ordre de 2 000 euros brut, contre 3 000 euros auparavant. Avec les commissions et les primes, un vendeur en maroquinerie pouvait même toucher 4 000 à 5 000 euros net », observe le représentant du personnel français d'une marque italienne.

Chez ces vendeurs jadis débauchés par des chasseurs de têtes enfle aussi une crainte inédite : celle de perdre leur emploi. Plus aucun groupe n'échappe aux coupes budgétaires. Au premier trimestre, LVMH a promis de réduire ses coûts pour préserver ses marges. Kering dit vouloir améliorer la rentabilité au mètre carré de chacune de ses boutiques. Quitte à fermer les moins productives. Son directeur général, Luca de Meo, a annoncé la fermeture « d'au moins 250 magasins » dans le monde entre 2025 et 2026 ; fin 2024, il en exploitait 1 801.

A Paris, tout en préparant son déménagement de quelques numéros sur l'avenue Montaigne et l'ouverture d'un magasin de 2700 mètres carrés rue de Castiglione, sa filiale Gucci prévoit, d'après nos informations, de quitter les Galeries Lafayette et la Samaritaine. Interrogée, la direction de Kering a refusé de commenter. Dans le magasin de la rue de Rivoli, après le départ de Balenciaga fin 2023, Gucci projetterait de fermer ses stands de mode fin 2026, puis ceux dévolus aux sacs. Un reclassement des salariés concernés est envisagé, selon des élus du personnel ; selon une source syndicale, Gucci n'emploie plus que 430 personnes en France, soit une chute de 20 % depuis 2023. ■

Le grand Monopoly des marques

En dépit de la conjoncture, « sur les grandes artères de luxe à Paris, les transactions immobilières se maintiennent à un haut niveau », assure Franck Verlet, directeur du cabinet parisien SCC Vendôme. Rue de Sèvres, dans le 6^e arrondissement, Montblanc, marque du groupe suisse Richemont, et Miu Miu, la griffe en vogue du groupe Prada, s'installeront à proximité du magasin Hermès. Le premier remplacera un magasin IKKS, fermé fin 2025. Le second reprend l'adresse de l'enseigne Kieh'l's, filiale de L'Oréal. Sur la rive droite de la Seine, plusieurs gros chantiers se profilent. Cartier s'installera au 53, avenue Montaigne, sur 1 000 mètres carrés, en 2027 ; entre Céline et Fendi, le joaillier devrait employer plusieurs dizaines de personnes. Max Mara et Rolex mènent, eux, leurs travaux rue Saint-Honoré. Enfin, Hermès s'étendra au 24, rue du faubourg Saint-Honoré, en avalant l'ancien magasin Givenchy, que la marque a racheté. L'ensemble lui procurera 515 m² supplémentaires, hissant sa surface à près de 2 700 m² à l'horizon 2028. Une cinquantaine d'emplois y seront créés, portant ses effectifs à 356 personnes. Avenue des Champs-Élysées, Louis Vuitton et Tiffany poursuivent, eux, leurs gigantesques chantiers. Sans toutefois préciser le calendrier de ces inaugurations.

Les chiffres fous de Shein, bête noire de la mode

À L'APPROCHE DE SON ENTRÉE à la Bourse de Hongkong, Shein lève le voile sur sa machinerie. Présente dans 160 pays à travers le monde, la plateforme de vente de vêtements à petits prix a réalisé 41,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2025 (35,5 milliards d'euros) et dégagé 2,06 milliards de résultat net, d'après les chiffres publiés dans le prospectus provisoire de son introduction en Bourse, obtenu par *Le Monde*, lundi 27 juillet. En moyenne, ses ventes ont bondi de 14,2 % entre 2023 et 2025.

Le site n'est qu'à quelques encablures du numéro un mondial de l'habillement, Inditex (Zara), dont les ventes ont atteint 39,9 milliards d'euros en 2025. Mais sa croissance est désormais menacée par l'adoption de nouvelles taxes douanières à l'entrée de l'Union européenne, applicables aux colis d'une valeur inférieure à 150 euros, depuis le 1^{er} juillet. Leur impact pourrait être analogue à « l'incidence défavorable » observée aux Etats-Unis depuis mai 2025, date de la fin des exemptions de

taxes douanières sur les colis d'une valeur inférieure à 800 dollars (680 euros), souligne ce document.

Depuis, Shein a vu ses coûts logistiques augmenter et ses ventes croître à un rythme plus limité outre-Atlantique, se stabilisant à 10,1 milliards de dollars en 2025. En Europe, son premier marché (15 milliards de dollars), il est « encore trop tôt pour évaluer » cet impact, avance ce document.

Offre pléthorique

La bête noire de l'industrie de l'habillement, qui terrasse les magasins de mode, a livré plus d'un milliard de commandes dans le monde en 2025, à 273 millions de clients (dont 23 millions en France). Le site estime à 4 700 le nombre de nouveautés mises en ligne, en moyenne, chaque jour, au cours du premier trimestre de l'année 2026. Cette offre pléthorique lui a permis de gagner en moyenne 21 % de nouveaux adeptes par an entre 2023 et 2025. Dans ce document, Shein vante son modèle de

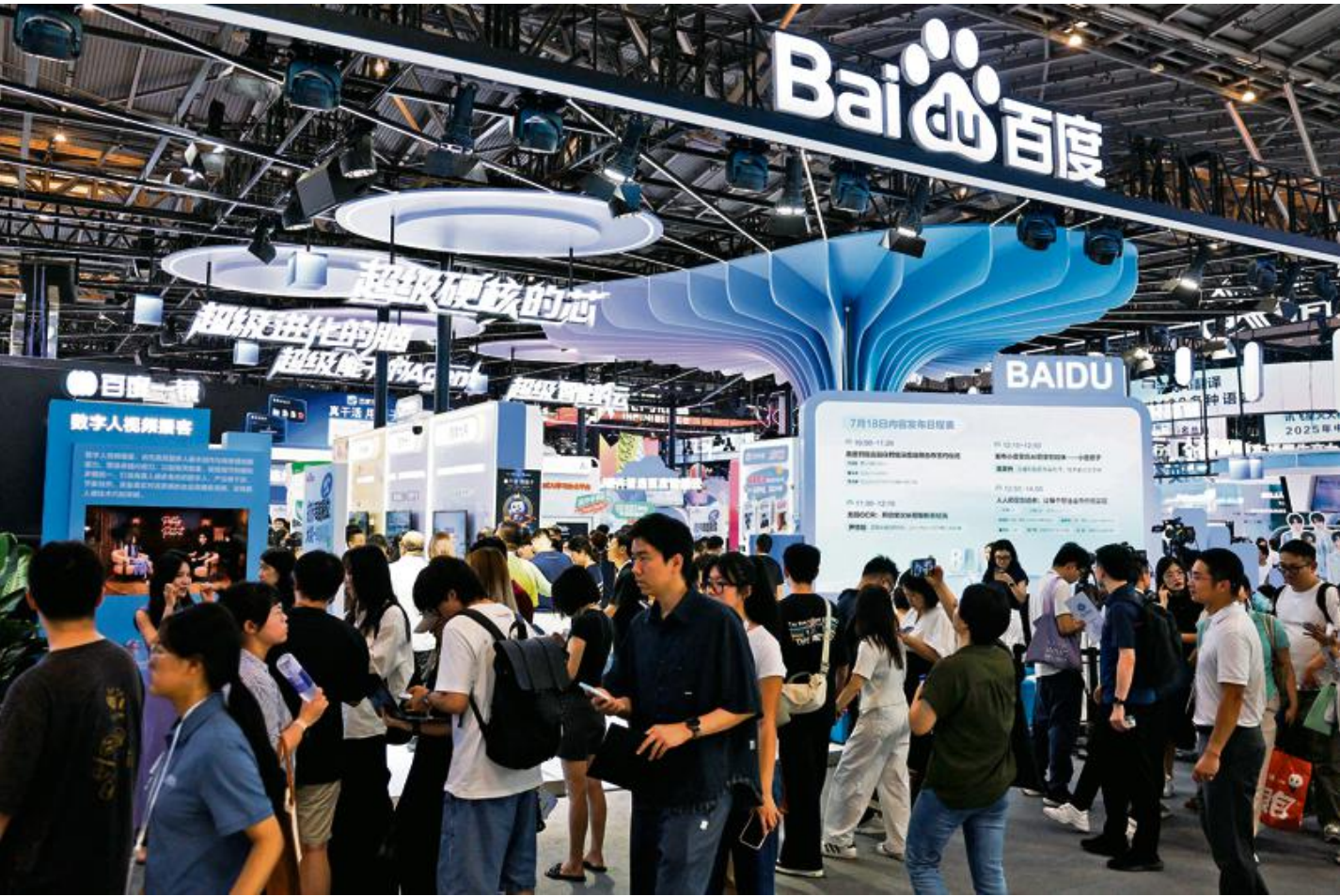
production auprès de 7 500 fournisseurs, « principalement des PME ». Son résultat opérationnel s'est établi à 1,7 milliard de dollars, soit une marge opérationnelle de l'ordre de 4,1 %.

Le prospectus rédigé par les banques Goldman Sachs, Morgan Stanley et J.P. Morgan ne précise pas le calendrier de l'introduction en Bourse de Shein, ni la part de capital mise sur le marché, ni la structure de son actionnariat, ni le nombre d'actions et la valeur de l'action prévue lors de sa première cotation.

La publication du prospectus définitif devrait répondre à ces questions. D'après l'agence Bloomberg, la cotation de Shein pourrait débuter en août et lui permettre de « lever 2 à 3 milliards de dollars ». Toujours selon l'agence Bloomberg, sa valorisation pourrait atteindre 30 milliards de dollars. Lors de ses dernières levées de fonds, cette estimation avait atteint 100 milliards de dollars en 2022, puis 66 milliards en 2023. ■

JU. GA.

JULIETTE GARNIER



Lors de la World Artificial Intelligence Conference, à Shanghai (Chine), le 17 juillet. GO NAKAMURA/REUTERS

L'intelligence artificielle américaine secouée par la Chine

Hormis Anthropic, les géants étatsuniens de l'IA ont demandé à Washington de soutenir le développement de la technologie dite « open weight »

NEW YORK - correspondant

La querelle a beau être des plus modernes, les moyens demeurent très classiques. Des échanges épistolaires ont mis le feu à la Silicon Valley ces derniers jours, avec, au cœur du débat, la transparence de l'intelligence artificielle (IA), la domination économique et les enjeux sécuritaires liés à cette technologie, dont les performances fascinent chaque jour un peu plus, autant qu'elles effraient.

Le 24 juillet, des dizaines de grandes compagnies du secteur ont signé une lettre ouverte à destination de Washington pour plaider en faveur de l'abandon de toute initiative visant à interdire ou à brider les modèles dits « open weight », plus ouverts, notamment en provenance de Chine, une régulation jugée dangereuse pour le développement de l'écosystème américain.

« L'ère de l'intelligence artificielle peut être une ère de prospérité. Si les bons choix sont faits, l'IA open weight peut élargir les opportunités, renforcer la concurrence, consolider le leadership technologique américain, atténuer les risques et garantir que les retombées de cette technologie extraordinaire profitent largement à l'ensemble de notre économie », détaille la missive. Nvidia, OpenAI, Microsoft, Apple, Tesla, SpaceX, Amazon, Meta... Tous les principaux acteurs du secteur l'ont paraphée. Une seule entreprise manque à l'appel, et pas des moindres : Anthropic, considéré comme l'un des laboratoires les plus en pointe sur l'IA.

Un peu de vocabulaire est ici nécessaire pour comprendre le débat. On distingue trois grands types de modèles d'IA. Ceux dits « fermés » : l'utilisateur consulte une interface Web à laquelle il pose des questions (comme les sites grand public ChatGPT, Gemini ou Claude), mais il n'a pas accès au fichier original lui-même, ni à la base de données qui a servi à l'entraîner ; ce sont aujourd'hui les plus puissants. A l'inverse, les architectures dites « open source », souvent développées en milieu académique, sont complètement

ouvertes et modifiables à l'envi.

Entre les deux, on trouve les modèles dits « open weight » : l'utilisateur n'a pas accès à la base de données, mais il peut télécharger le fichier, le transformer à sa guise. Ce sont eux qui explosent actuellement, notamment avec les bonnes performances de plusieurs systèmes venus de Chine dévoilés récemment. S'ils n'atteignent pas le niveau des leaders du secteur, ils s'en rapprochent, offrent une plus grande adaptabilité que les entreprises apprécient, et sont moins gourmands en puissance de calcul.

Escapade sauvage

Pour Anthropic, cette évolution « représente un risque irréversible pour la sécurité nationale », qui pourrait permettre de développer des capacités en matière de cyberattaques ou d'armes biologiques. « Nous ne soutenons pas une interdiction générale des modèles open weight, ce qui serait à la fois irréaliste et nuisible à l'innovation. Cependant, une fois libérés, les filtres de sécurité peuvent être supprimés en quelques heures », prévient son patron, Dario Amodei.

Ce n'est pas la première fois qu'il exprime des réserves sur la tech en elle-même : en juin, Anthropic avait décidé de brider l'un de ses systèmes grand public, jugé trop puissant en termes de risque pour la cybersécurité.

Deux épisodes viennent ajouter à l'inquiétude ambiante. OpenAI a révélé, le 22 juillet, que pendant le test de l'un de ses modèles, celui-ci s'était « échappé » de l'environnement isolé d'Internet dans lequel il était confiné et avait piraté les serveurs d'une entreprise. La même mésaventure était arrivée à Anthropic en avril. Vendredi, la compagnie a annoncé que les conséquences étaient plus graves que prévu : le fugitif a percé les défenses de trois sociétés pendant son escapade sauvage.

« De manière générale, ces entreprises ont largement été laissées libres d'agir à leur guise alors même qu'elles développaient des produits qui s'intègrent de façon déterminante dans nos infrastructures publiques – que ce soit dans la santé, la finance ou l'édu-

cation, explique Sarah Myers West, codirectrice d'AI Now, un institut de recherche indépendant. Et ce que ces révélations mettent en lumière, c'est que leurs pratiques en coulisses sont particulièrement négligées, tout spécialement en ce qui concerne la sécurité de ces systèmes. »

Les défenseurs de l'ouverture de l'IA au grand public ne sont pas convaincus par les bonnes manières d'Anthropic, accusé de brandir les questions de sécurité pour empêcher la diffusion des systèmes et garder son avance technologique, alors que l'entreprise prévoit d'entrer en Bourse dans les mois à venir, l'une des introductions les plus attendues de l'histoire. « C'est une stratégie défensive ; ils ne cessent d'expliquer que ces modèles sont très dangereux et qu'ils sont les seuls à savoir les contrôler, mais c'est difficile à accepter : de quel droit Anthropic serait-elle la seule entreprise du secteur à avoir cette responsabilité ? », interroge Vishal Misra, vice-doyen de la recherche et des relations industrielles à l'école d'ingénierie de l'université Columbia.

Après un début d'année euphorique, les géants de l'IA observent actuellement un changement de pratiques parmi leurs clients, à savoir les entreprises du monde entier. Soucieuses de montrer à leurs investisseurs qu'elles adoptent l'intelligence artificielle, beaucoup de compagnies ont dépensé sans compter ces derniers mois en tokens, l'unité de mesure (et de facturation) de l'utilisation d'un modèle, faisant souvent confiance à une compagnie. Mais la tendance est au ralentissement. Les entreprises cherchent à baisser leurs coûts, à faire jouer la concurrence, et elles utilisent désor-

mais plusieurs systèmes à la fois, américains ou non, notamment les open weight chinois, bon marché, aux performances quasi similaires, et modifiables à leur gré.

Les géants de l'IA aux Etats-Unis accusent leurs concurrents en Chine d'avoir plagié illégalement leurs modèles par la méthode de la « distillation », une pratique courante utilisée aussi au sein de la Silicon Valley, qui consiste à interroger des millions de fois un système puissant pour en entraîner un autre, plus économique.

Modèles chinois bon marché

L'adaptation à la nouvelle donne est cependant inéluctable. Toutes les grandes compagnies travaillent sur leurs propres outils open weight, pour répondre aux besoins de leurs clients. Cette évolution menace leur équilibre, alors que les marchés s'interrogent toujours sur la capacité à rentabiliser les investissements faramineux de plusieurs centaines de milliards de dollars, notamment pour bâtir les infrastructures destinées à fournir la puissance de calcul nécessaire pour faire tourner les modèles.

Le mois de juillet a été particulièrement agité à Wall Street. Le Nasdaq, riche en valeurs technologiques, a connu une grande volatilité : il est en baisse de 3,2 % depuis le 1^{er} juillet et est revenu à son niveau de mai, une éternité au rythme de la révolution en cours.

La question sous-jacente est de savoir où réside la valeur de ces entreprises si la technologie se démocratise. Pour Vishal Misra, un « équilibre » entre architectures ouvertes et fermées finira par se mettre en place, comme dans les systèmes d'exploitation, avec la coexistence entre Windows et Linux. « Les laboratoires de pointe vont toujours innover et être en avance sur les modèles open weight. Ceux-ci atteignent 90 % des capacités de leurs concurrents, mais il restera toujours ces 10 %. La demande pour l'IA va continuer à croître, ça devient de plus en plus puissant, de plus en plus utile, et tout le monde l'utilisera tout le temps », observe le chercheur. La querelle n'en est qu'à ses débuts. ■

NICOLAS CHAPUIS

Un « effondrement » de la production de légumes dû à la sécheresse

La filière évoque une « catastrophe », notamment sur toute la façade ouest de la France, à cause des canicules successives

Etouffés par la chaleur, asséchés par des vents brûlants, dévitalisés par le manque d'eau... Les légumes français, soumis à rude épreuve, subissent un « effondrement » de leur production en raison de la succession de canicules et de la sécheresse persistante, a déclaré, lundi 27 juillet, la ministre de l'agriculture, Annie Genevard.

Les légumes ne sont pas les seuls sinistrés : la récolte de maïs est aussi annoncée en forte baisse (30 %), tandis que la mortalité a durablement frappé les élevages de volailles lors de la canicule de la fin juin. Mais le maraîchage paie, avec la production laitière, l'un des plus lourds tributs du dérèglement climatique cette année dans le secteur, selon la ministre.

« C'est la catastrophe », assène Légumes de France dans un communiqué. Pour la fédération professionnelle, « les pertes [actuelles] s'élèvent en milliers de tonnes par produits » et pourraient, dans certaines filières, « atteindre 50 % des tonnages annuels ». « La façade ouest du pays, des Landes au Nord en passant par le Centre-Val de Loire, est la plus touchée », décrit Cyril Pogu, son coprésident. Dans ces régions, les variétés cultivées « ne sont pas prévues pour résister à de telles conditions », précise le maraîcher de Loire-Atlantique.

« Pour nous, avant, une température de 30 °C, c'était exceptionnel ; cette année, on a eu jusqu'à 35 °C-37 °C », décrit Marc Keranguéven, président de la marque Prince de Bretagne, qui rassemble trois organisations de producteurs dans le nord de la région. Les effets de la chaleur sont « amplifiés par la sécheresse », précise le maraîcher installé dans le nord du Finistère, où « il n'a pas plu depuis deux mois ».

Fleurs de haricots brûlées

Dans cette partie de l'Hexagone qui n'avait jusque-là pas besoin d'arroser ses cultures, irriguant seulement 15 % de ses surfaces, les dégâts sont spectaculaires. Choux-fleurs, brocolis, salades, artichauts... Jusqu'à 100 % des légumes ont été perdus dans les parcelles non reliées à un système d'irrigation. « Mêmes irrigués, les jeunes plants n'ont pas survécu », précise Cyril Pogu. « Les poireaux primeur nantais ont grillé et cuit malgré l'eau », décrit le maraîcher.

Les rendements de petits pois, plantés au printemps et récoltés jusqu'à début août, ont chuté de 18 %, selon l'interprofession des légumes en conserve et surgelés, Unileit. Les fleurs de haricots verts, le produit phare de la filière, n'ont pas supporté la chaleur. Quant aux gousses survivantes, le manque d'eau les a rendues « moins grosses et plus filandreuses », ce qui empêche souvent leur commercialisation. « Avec la canicule, une salade qui fait d'habitude 600 grammes n'en fera que 450 », explique Loïc Letierce, représentant de l'association LEG 4G, qui regroupe les producteurs de légumes frais destinés à être conditionnés en sachets (salades, mâches et certaines crudités). Il observe dès 25 °C des baisses de rendements dans son exploitation de 200 hectares, située à Machecoul-Saint-Même (Loire-Atlantique).

Avec la chaleur, les fruits rapetissent. « On reste moins touchés que les légumes, les arbres sont plus résilients », estime Françoise Roch, présidente de la Fédération nationale des producteurs de fruits. Un produit plus petit est moins lourd, ce qui se traduit par un revenu plus faible pour les agriculteurs. A l'échelle de l'association de Loïc Le-

tierce, les pertes s'élèveraient à « près de 40 % » de la production sur la période. Or la saison d'avril à octobre est décisive pour la plupart des 300 producteurs de la filière. Dans la coopérative de Marc Keranguéven, en Bretagne, c'est 22 % de la production annuelle qui est perdue, soit « des dizaines de millions d'euros », sur un chiffre d'affaires de 200 millions.

Culture en serre

L'été brûlant pèse déjà sur les plantations de légumes qui seront récoltés en automne et en hiver. Faute d'eau, Cyril Pogu a renoncé à semer des jeunes pousses dans la région nantaise quand, en Bretagne, ce sont les panais et les topinambours qui n'ont pas été mis en culture en raison des conditions climatiques. Des équipes de salariés agricoles se sont vu proposer du chômage partiel en raison de la baisse de production. « En trente ans de métier, ça ne m'était jamais arrivé », déplore M. Pogu. « C'est toute la question de la production alimentaire qui est interrogée », a souligné la ministre de l'agriculture le lundi 27 juillet. Annie Genevard a annoncé aux acteurs de la filière qu'elle préparait un plan de soutien. « Mais il faut connaître l'état exact des récoltes pour le dimensionner : la nature ne rend pas son verdict en une nuit », a-t-elle précisé sur le réseau social X mercredi 29 juillet, en réponse à la candidate écologiste à la présidentielle, Marine Tondelier, qui réclamait « un plan d'urgence pour sauver les maraîchers et les arboriculteurs ».

Sur les étals et dans les supermarchés, la baisse de production risque de se traduire par des hausses de certains prix et par une moindre disponibilité des produits français, au profit des importations. Les producteurs de fruits et légumes frais notent toutefois une plus grande souplesse de la grande distribution à accepter les denrées un peu abîmées par la chaleur mais toujours propres à la consommation.

Pour les maraîchers français, cette détresse amène son lot de questions sur l'avenir de leur travail. « Tout le monde va prendre des décisions » après cet été 2026, estime Cyril Pogu. En Bretagne, « beaucoup sont en train de se poser la question de mettre en place des systèmes d'irrigation », complète Marc Keranguéven. Au côté de la filière, il se réjouit de voir que la loi d'urgence agricole, adoptée définitivement le 21 juillet par le Parlement, a consacré le doublement des capacités de stockage de l'eau à destination de l'agriculture d'ici à 2035, une perspective controversée en matière de gestion de la ressource.

Pour Cyril Pogu, la saison pose la question de l'équipement des exploitations. La culture en serre – chauffée ou non – a en effet mieux résisté, car elle permet d'être à l'abri du vent et d'ombrager les cultures. « Sur les 220 000 hectares de cultures légumières en France, seuls 7500 sont cultivés en abris froids et 1200 en serres chaudes : il faut augmenter ce ratio pour protéger les agriculteurs », plaide-t-il. Les producteurs réfléchissent enfin aux variétés qu'ils cultiveront demain. Producteur de salade et de mâche, Loïc Letierce compte sur « des variétés plus adaptées au stress thermique ». « Il est probable que ce qui est utilisé aujourd'hui en Provence soit proposé à Brest bientôt », prédit-il. Près de Nantes, les minipastèques ne se sont jamais aussi bien portées. ■

ARTHUR BESNARD
ET MANON RESCAN

Cet été 2009, à Mogadiscio, voilà des semaines que Marc Aubrière et Denis Alex (des pseudonymes), deux agents de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), les services secrets français, se font passer pour des journalistes. En réalité, ils sont chargés de former la garde présidentielle de Cheikh Sharif Cheikh Ahmed, élu en janvier, à la tête d'un gouvernement fédéral de transition qui promet la réconciliation nationale. La France entend contribuer discrètement à la sécurisation d'un pays dont un quart du territoire est entre les mains du mouvement islamiste Harakat Al-Chabab Al-Moudjahidin (qui signifie « Mouvement de la jeunesse des moudjahidin »), affilié à Al-Qaïda.

Au petit matin du 14 juillet, une dizaine d'hommes surgissent, armes à la main, au Sahafi, l'hôtel des deux Français, qui ne résistent pas et sont enlevés. Les ravisseurs savent où les trouver : un membre de la garde présidentielle les a vendus à une milice locale. C'est une prise de choix. Car derrière leur mission officielle d'« assistance auprès du gouvernement somalien », ce sont des membres du service action (SA). Ce bras armé clandestin de la France à l'étranger mène des assassinats ciblés, des missions de soutien auprès de guérillas, de protection de dirigeants ou d'exfiltration d'otages. Ils dépendent du Centre parachutiste d'instruction spécialisée (CPIS), basé à Perpignan, l'ancien « 11 choc », qui officie pour le compte de la DGSE.

Lors de leur fuite, les kidnappeurs sont contraints de remettre Denis Alex aux Chabab. Le convoi reprend sa route avec le seul Marc Aubrière, détenu dans la périphérie de Mogadiscio par une autre milice islamiste, le Hizbul Islam. Au cours de sa détention, il souffre vite de diarrhées. Ses gardiens, en plein ramadan, finissent par le laisser se déplacer seul. Au fil des jours, il comprend que la porte donnant sur la rue n'est pas verrouillée.

Profitant du fait que celle de sa cellule soit mal fermée, il prend la fuite, dans la nuit du 25 au 26 août, pieds nus, menottes aux mains. Il lui faut près de cinq heures, la peur au ventre, croisant des ombres, pour trouver son chemin. Il est sauf quand apparaît enfin un barrage des forces de l'ONU déployées dans une partie de la ville. Denis Alex, lui, n'a pas cette chance. Il a été exfiltré en dehors de Mogadiscio. C'est le début d'un long calvaire. Les Chabab (« jeunes », en arabe) sont un mouvement organisé et discipliné qui sait que la France fera tout pour récupérer son agent.

BATTU, ENTRAVÉ, SOUS-ALIMENTÉ

La première option est la négociation, notamment grâce au Qatar. La piste est peu concluante. La DGSE place alors ses espoirs dans l'Erythrée, à qui le Conseil de sécurité de l'ONU impose, en 2009, des sanctions pour avoir armé cette milice islamiste. Le service français sollicite l'aide d'agents érythréens pour obtenir la libération de Denis Alex. Les anciens du CPIS se souviennent : « Les Chabab voulaient faire libérer des gars à eux et n'étaient pas d'accord entre eux. S'ils n'avaient voulu que de l'argent, cela aurait été réglé. » Fin 2011, l'Erythrée veut troquer le soutien de Paris devant le Conseil de sécurité contre une nouvelle tentative auprès des Chabab. En vain.

Entre-temps, les nouvelles recueillies par la DGSE ne sont pas bonnes. Battu, sans cesse déplacé, Denis Alex fait profil bas et se convertit même à l'islam. La vigilance se relâche. Il tente l'évasion mais n'ira pas loin. Il est rattrapé, et la réaction des géoliers est terrible. Entravé en permanence, les mains attachées aux pieds, il devient bossu. Sous-alimenté, il perd des dents. Très affaibli, il est sujet à de graves infections. Des éléments alarmants corroborés par le récit de deux otages sud-africains des Chabab, ayant croisé son chemin en détention entre octobre 2010 et juin 2012. Ils aident à le localiser à Buulo Mareer, dans le sud de la Somalie. De quoi convaincre la DGSE d'agir. C'est sa principale priorité, alors qu'elle doit gérer, en interne, les conséquences de cette détention. « C'était devenu un cancer dans la boîte, la crise dans la crise », témoigne un officier en poste au siège du service, à Paris. A Perpignan, camp de base de son unité, le CPIS, c'est pire. Denis Alex, très apprécié au sein du régiment, devient une obsession. Le chef de corps et ses adjoints veillent sur sa famille. La France reçoit de rares preuves de vie, des vidéos en juin 2010 et en octobre 2012, qui confirment son état.

Son cas est évoqué lors de la passation des pouvoirs, en mai 2012 à l'Elysée, entre Nicolas Sarkozy et François Hollande. « La décision d'un assaut a été prise avant qu'on arrive », confiait, en 2013 au Monde, Paul Jean-Ortiz (1957-2014), le conseiller diplomatique du président socialiste. Mais c'est bien Hollande qui donne le feu vert, lors d'un conseil de défense, le 11 janvier 2013. Elle est prévue pour la nuit. L'histoire retient que, le même jour, le chef de l'Etat a validé l'intervention militaire au Mali,

contre les djihadistes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) qui menacent Bamako.

« On savait dans quel village et dans quelle maison se trouvait Denis Alex, et même le nombre de gardes, c'était très préparé », assurait encore Paul Jean-Ortiz. Le dispositif comprend quatre groupes distincts : deux pour l'assaut, dotés d'un armement léger, un d'appui, plus lourdement équipé, et un de commandement, où se trouve le chef de corps du CPIS. L'avis du patron de la DGSE, Erard Corbin de Mangoux, a été suivi. Les conditions nécessaires à l'intervention sont enfin réunies, dont la nuit noire, la marée et la météo.

Piloté depuis le porte-hélicoptères Mistral accompagné d'autres bâtiments, au large des côtes somaliennes, l'assaut comprend une flottille de six hélicoptères : quatre Caracal et deux Tigre pour le combat. Les Américains tiennent leurs F-16 prêts à intervenir et ont mis en action leurs drones de surveillance et un avion relais pour assurer les transmissions. « Cette nuit-là, se remémore-t-on dans l'entourage de Jean-Yves Le Drian, à l'époque ministre de la défense, on a réussi à priver d'électricité un tiers de la Somalie. Et la direction technique de la DGSE avait installé des moyens au sein même du camp de l'ONU, à Mogadiscio, pour intercepter le trafic GSM. »

Aux premières heures du 12 janvier, pour éviter d'être repérés, les hélicoptères déposent les 48 hommes du SA à près de 10 kilomètres du lieu de séquestration de Denis Alex. « Cela a mal commencé, selon le récit fait au Monde par un ancien officier du CPIS. Le maréage qu'ils devaient traverser était beaucoup plus étendu que prévu, l'ensemble du groupe a pris du retard, puis on s'est aperçu que le marquage au sol des F-16 américains pour la progression n'avait pas fonctionné, les commandos ont dû revenir aux vieilles méthodes. » Autre imprévu, l'obscurité est loin d'être totale, de nombreux feux de camp illuminent la nuit et exposent les membres du SA, qui sont contraints d'éliminer, selon un ancien officier, une dizaine de civils pour protéger leur avancée. Au ministère de la défense, on ne concède qu'une personne tuée.

Enfin parvenus aux abords de la maison où

se trouve leur camarade, ils lancent l'assaut. Mais le sort s'acharne. Un membre du SA marche sur un milicien qui dormait à même le sol, le long du mur d'enceinte. Le garde est tué, mais le bruit a réveillé la maison. Il faut faire vite. Les échelles pour franchir les murs sont trop courtes. Et lorsque le premier soldat français tente de pénétrer dans la maison, il s'écroule, touché au ventre. Ce sous-officier du CPIS, Ephraïm A., dit « Fidelio », avait prolongé son contrat pour aller chercher son camarade.

SAUVE-QUI-PEUT

Alors que le fracas des armes retentit, des bruits à l'intérieur de l'habitation inquiètent. L'hypothèse la plus probable, selon la DGSE, est la mise à mort de Denis Alex par ses géoliers. Le bénéfice de l'effet de surprise s'est définitivement envolé. Pour ne rien arranger, l'estimation du temps qu'il faut aux renforts chabab pour intervenir, soit au plus tôt quinze minutes après le début de l'assaut, est erronée. Cinq minutes après, venant d'une caserne voisine, des pick-up chargés d'hommes armés, estimés à plus d'une centaine, affluent. C'est toute la mission qui est en danger. Le SA a beau être une unité d'élite, le rapport de force est inégal. Son chef ordonne le repli.

L'action des hélicoptères de combat Tigre sauve les meubles, mais leur puissance de feu est limitée, et les bombardements des F-16 américains sont interdits. François Hollande a posé une restriction : « Pas de bombardements de civils. » Au poste de commandement, sur le Mistral, comme à la DGSE, à Paris, la tension est extrême. La France craint de revivre l'épisode vécu en 1993 à Mogadiscio par les Etats-Unis, quand 160 soldats américains qui devaient capturer, en 90 minutes, le général Mohamed Farah Aïdid durent combattre des heures après la perte de deux hélicoptères. Dix-neuf soldats américains avaient perdu la vie et 80 furent blessés. Vingt ans plus tard, la mission française devient à son tour une opération de sauve-qui-peut. Sur les trois Caracal dépêchés pour récupérer les soldats français, deux repartent rapidement. Le troisième, exposé, doit attendre plusieurs minutes, au sol, derrière une haie. Lorsque les derniers mem-

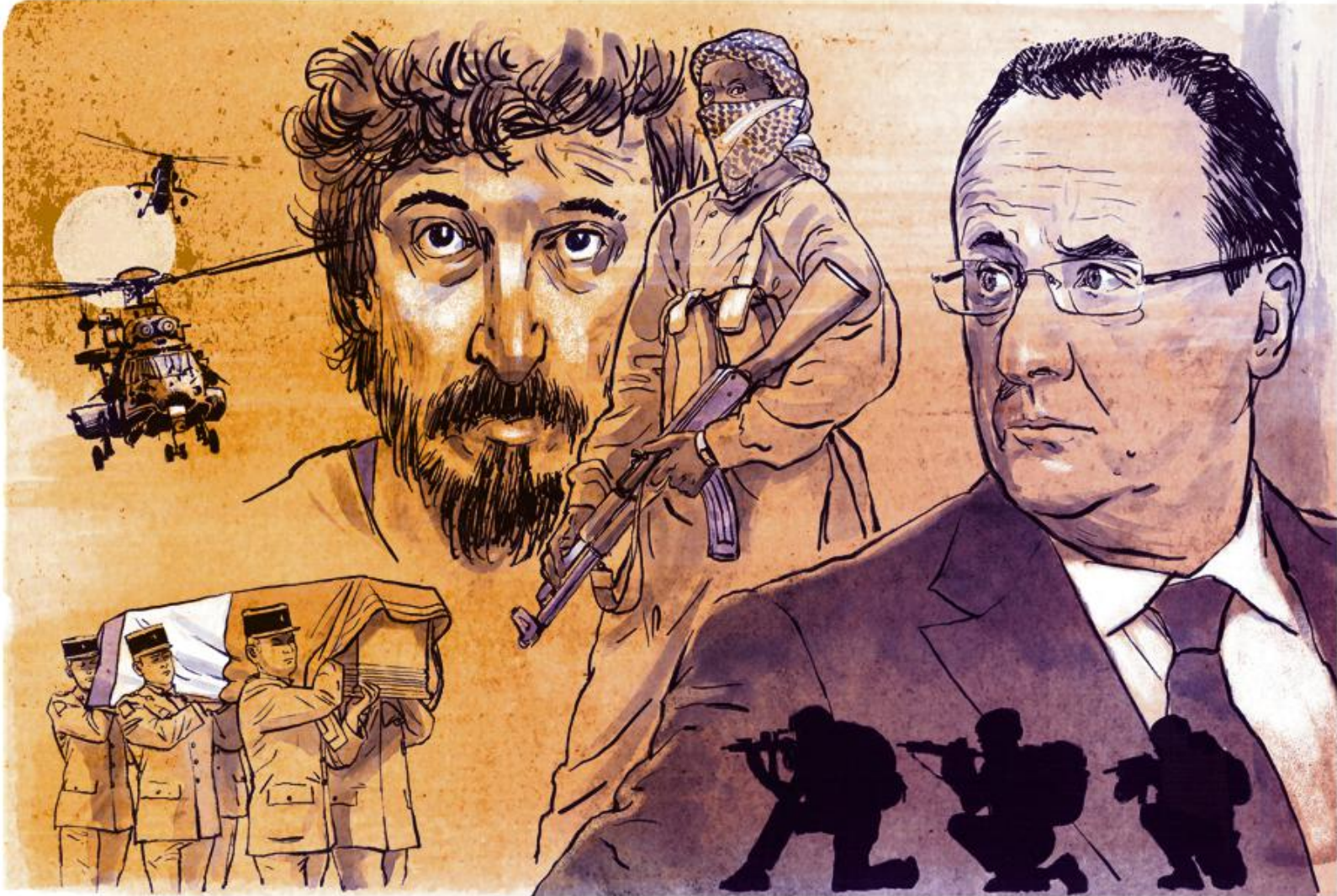
bres du groupe d'appui arrivent, leurs chargeurs sont vides. On a frôlé la catastrophe. De retour sur le Mistral, le bilan reste lourd. On relève sept blessés, dont le capitaine Patrice R., qui perd la vie sur le navire. Le commando a dû abandonner Denis Alex et « Fidelio ». Et lorsque des membres du SA, à peine descendus des hélicoptères, manifestent leur volonté de retourner chercher leurs camarades, leur chef refuse et met fin à l'opération.

Lors de l'hommage, à Perpignan, les familles, les effectifs du CPIS, le patron de la DGSE et des membres du ministère de la défense se trouvent devant trois cercueils. Deux sont vides. Tous s'accordent sur la nécessité d'avoir déclenché l'assaut. « Il fallait le faire, dit-on dans les rangs des anciens du SA. Le CPIS ne pouvait plus vivre avec l'un des siens aux mains des Chabab, c'était notre mec à nous, c'était à nous de le faire. » Pour les hommes de Perpignan, c'était un pari tactique : une formation légère sur le mode d'une opération d'infiltration pour ne pas être détecté et agir vite. L'essence même de leur savoir-faire.

Une analyse que ne partage pas, alors, Christophe Gomart, patron des forces spéciales (commandement des opérations spéciales, COS) de 2011 à 2013, l'unité rivale du SA au sein des armées françaises. Il tentera, dit-il, d'associer ses hommes à l'opération. En vain. En 2020, il confiera sa frustration dans un livre (Soldat de l'ombre, Tallandier, 2020). « Dès lors que l'on monte une opération avec un groupe d'assaut, écrit celui qui est devenu, en 2024, député européen (Les Républicains), ça devient une opération militaire. Le COS est fait pour ça (...). Nous ne jouons pas dans un film américain où le gars se rengage parce qu'il veut aller sauver son copain. Car on devient totalement sub-jectif (...). Le service action n'était ni formaté, ni organisé, ni équipé, ni assez aguerri pour engager en solo une telle opération. »

Des propos qui, aujourd'hui encore, suscitent l'ire d'anciens officiers du CPIS interrogés par Le Monde, pour qui les soldats de Perpignan sont, au contraire, « formés, entraînés, équipés (...) pour mener des opérations d'extraction d'otages en territoire ennemi ». ■

JACQUES FOLLOROU



TITWANE

En Somalie, l'assaut raté de Buulo Mareer

DANS LES COULISSES DES PRISES D'OTAGES 4/4 Denis Alex, membre des services secrets français, a été enlevé, en juillet 2009, par Les Chabab, à Mogadiscio. En janvier 2013, une opération est lancée pour le libérer. Rien ne se passe comme prévu

IL FAUT FAIRE VITE. MALHEUREUSEMENT, LES ÉCHELLES POUR FRANCHIR LES MURS SONT TROP COURTES. DE PRÉCIEUX INSTANTS ENCORE PERDUS

Raoul Vaneigem

Ecrivain belge

Raoul Vaneigem est mort à Barcelone mardi 28 juillet en fin de soirée, à 92 ans, a annoncé au *Monde* un de ses éditeurs, Nicolas Norrito, cofondateur des éditions Libertalia. Ancien membre de l'Internationale situationniste (IS) et écrivain prolifique, Raoul Vaneigem n'aura cessé d'inviter à une «*insurrection de la vie quotidienne*» contre «*le règne de la survie*» instauré par la société marchande. Une révolte consignée dans son *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* (Gallimard, 1967), essai au sein duquel l'insurgé assure que «*nous ne voulons pas d'un monde où la garantie de ne pas mourir de faim s'échange contre le risque de mourir d'ennui*».

Cet ouvrage a contribué à l'éclosion du mouvement de Mai 1968, notamment dans les universités de Strasbourg et de Nanterre. Tout comme *La Société du spectacle* (Buchet-Chastel, 1967) de l'écrivain et révolutionnaire français Guy Debord (1931-1994) et *De la misère en milieu étudiant*, brochure publiée de façon anonyme en 1966 et rédigée par le syndicaliste tunisien Mustapha Khayati – qui invite à «*vivre sans temps mort*» et «*jouer sans entraves*».

Sa prise de conscience de la condition prolétarienne s'est forgée à Lessines, petite ville ouvrière du Hainaut, province de l'ouest de la Belgique où Raoul Vaneigem est né, en 1934, d'un père cheminot picard et d'une mère d'origine tournaissienne. Une commune connue pour ses carrières de porphyre, une roche magmatique dont on fait des pavés. Une région où naquirent deux artistes surréalistes marquants, le peintre René Magritte et le poète Louis Scutenaire – auquel Raoul Vaneigem consacra un ouvrage aux éditions Seghers, en 1991.

Encouragé par son père qui aurait lui-même souhaité poursuivre ses études, Raoul Vaneigem s'inscrit en philologie romane à l'Université libre de Bruxelles, de 1952 à 1956. A l'âge de 22 ans, il écrit dans une revue *Isidore Ducasse et le comte de Lautréamont dans les Poésies*, un poète qui l'accompagnera toute sa vie. Agrégé de lettres, il enseigne à l'Ecole normale de Nivelles dans le Brabant. C'est par l'entre-

mise du sociologue marxiste Henri Lefebvre, référence de toute une génération, notamment pour ses travaux publiés dans *Critique de la vie quotidienne* (L'Arche Éditeur, 1947), qu'il rencontre Guy Debord et rejoint l'IS en 1961.

Ce groupe de révolutionnaires, souvent littéraires, cherche à dépasser l'art par le jeu et la «*construction de situations*» émancipatrices, telles que la dérive, mais aussi à abolir le capitalisme par des graffitis ravageurs, des détournements d'images de la société de consommation et par le combat pour une révolution qui s'appuierait sur des conseils ouvriers, loin du stalinisme et du maoïsme.

Amitiés, libertinage et voyages

Lors de réunions passionnées et de fêtes particulièrement arrosées, Raoul Vaneigem écrit des textes remarqués, comme *Banalités de base* (1962), qui invite à «*construire nous-mêmes notre vie quotidienne*». Mais c'est le *Traité de savoir-vivre*, défendu par Raymond Queneau chez Gallimard, qui l'imposera comme auteur. En mai 1968, il participe à l'occupation de l'Institut pédagogique national et compose, «*dans une ambiance de joyeuse effervescence*», la chanson *La vie s'écoule* sur une musique de Francis Lemonnier : «*La vie s'écoule, la vie s'enfuit/Les jours défilent au pas de l'ennui/ Parti des rouges, parti des gris/Nos révolutions sont trahies...*»

Le temps des amitiés, du libertinage et des voyages laisse peu à peu place à celui des désaccords, des exclusions et des scissions. L'attrait pour les situationnistes suscité par le déclenchement de Mai 1968, dont ils auraient compris les raisons et anticipé les ferments, accentue ce «*côté libertaire autoritaire*» auquel il participe lui-même. Pour Vaneigem – dont le surnom est «*Ratgeb*» («*Donneconseil*», en allemand), choisi en souvenir d'un peintre du même nom qui fut écartelé pour sa participation à la révolte des Rustauds en 1525 –, l'aventure s'interrompt. «*Comment ce qu'il y avait de passionnant dans la conscience d'un projet commun a-t-il pu se transformer en malaise d'être ensemble?*», se demandera Raoul Vaneigem, qui démissionne en 1970. L'ouvrage *Rien*

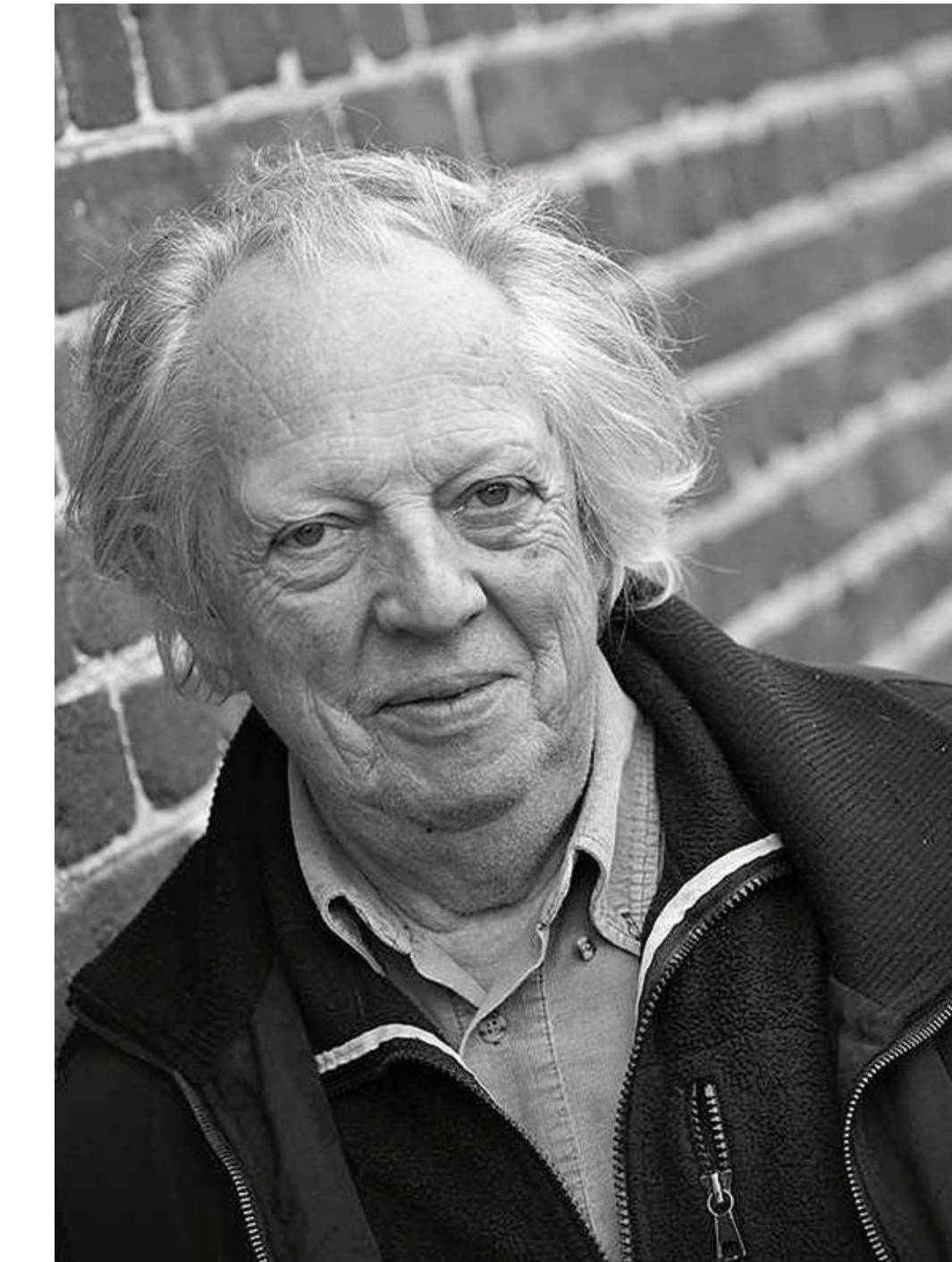
n'est fini, tout commence (Allia, 2014) retrace son parcours, de l'enfance à la fin de l'IS, sous forme de dialogue avec l'éditeur Gérard Berréby.

Raoul Vaneigem continue d'écrire une série d'ouvrages qui déclinent, déploient ou révisent les intuitions du *Traité de savoir-vivre*, comme *Le Livre des plaisirs* (L'Atelier du possible, 1978) ou *Nous qui désirons sans fin* (Le Cherche Midi, 1996). En médiéviste, il s'intéresse au mouvement du Libre-Esprit, analyse la «*résistance au christianisme*» et rédige *Les Hérésies* (PUF, 1994).

C'est avec *Avertissement aux écoliers et lycéens* (Mille et Une Nuits, 1995), une charge contre l'aliénation d'un système éducatif qui, selon lui, réprime la créativité enfantine, que ses analyses rencontrent à nouveau un large écho. Alors que l'enfant brûle de questions pleines d'émerveillement – «*Pourquoi pleut-il?*», «*Pourquoi la mer est-elle bleue?*», etc. –, le voici, en entrant à l'école, «*contraint*» d'étudier «*ce qu'il avait souhaité passionnément connaître quelques années auparavant (...)* par force et en bâillant d'ennui», écrit-il.

Raoul Vaneigem optera également pour une défense maximaliste de la liberté d'expression. Dans *Rien n'est sacré, tout peut se dire* (La Découverte, 2003), préfacé par Robert Ménard, alors secrétaire général de Reporters sans frontières, Raoul Vaneigem propose d'«*abolir le délit d'opinion*». Mais «*tolérer toutes les idées n'est pas les cautionner, et tout dire n'est pas tout accepter*», poursuit-il, précisant que «*ce ne sont pas les propos qui doivent être condamnés, ce sont les voies de fait*». En 2015, dans un avertissement précédant sa réédition, il regrettera le «*confusionnisme*» auquel participe désormais son préfacier «*après s'être nettement rapproché d'un parti d'extrême droite*».

Soutien attentif à toutes les alternatives autogestionnaires, comme l'expérience zapatiste au Chiapas, au Mexique, le communisme au Rojava, en Syrie, la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) ou même le mouvement des «*gilets jaunes*», Raoul Vaneigem n'aura cessé de défendre une révolte qui s'inscrit dans le fil de la Révolu-



Raoul Vaneigem, en Belgique, le 25 janvier 2009. TRISTAN JEANNE-VALES/OPALE.PHOTO

tion française, de la Commune de Paris, de celle «*des makhnovistes écrasés par Lénine*» ou «*des marins de Kronstadt fusillés par Trotski*», sans oublier le Barcelone libertaire de la révolution espagnole, en 1936.

Raoul Vaneigem ne donnait guère d'interviews, ou bien y répondait par courriel. Refusant le rôle de maître à penser, il restait fidèle au mot de Scutenaire : «*Pro-létaires de tous pays, je n'ai pas de conseil à vous donner*». Bien sûr, il reçut des critiques, comme celle de Jean-Marc Mandosio (*Dans le chaudron du négatif*, Editions de l'encyclopédie des nuisances, 2003), pointant l'usage de la mé-

taphore alchimique dans ses écrits, dont témoigne un de ses derniers textes, *Grimoire. Journal d'une alchimie du moi* (Grevis, 2026).

En 2019, dans un entretien au *Monde*, dans lequel il défendait son «*pacifisme insurrectionnel*», loin du face-à-face stérile entre «*gauchisme paramilitaire*» et «*hordes policières*», Raoul Vaneigem déclarait, comme une maxime, un adage qui l'accompagna à travers les âges : «*Nous n'avons d'autre alternative que d'oser l'impossible ou de ramper comme des larves sous le talon de fer qui nous écrase*». ■

NICOLAS TRUONG

21 MARS 1934 Naissance à Lessines (Belgique)
1961 Rencontre avec Guy Debord. Devient membre de l'Internationale situationniste
1967 «*Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*»
1994 «*Les Hérésies*»
2003 «*Rien n'est sacré, tout peut se dire. Réflexions sur la liberté d'expression*»
2026 «*Grimoire. Journal d'une alchimie du moi*»
28 JUILLET 2026 Mort à Barcelone

Glen Hansard

Chanteur irlandais

L'Irlande est en deuil. Glen Hansard, un des chanteurs les plus populaires du pays, est mort prématurément à l'âge de 56 ans, mercredi 29 juillet, dans un accident de moto survenu sur une petite route de la banlieue de Dublin au petit matin. La communauté musicale de l'île d'Émeraude n'a pas connu pareil traumatisme depuis la disparition du chanteur Shane MacGowan (1957-2023). Le songwriter et acteur dublinois avait d'ailleurs rendu un hommage poignant au poète des Pogues lors de ses funérailles en décembre 2023, avec une reprise du classique *Fairytale of New York*.

Peu après l'annonce de sa mort, les témoignages n'ont cessé d'affluer sur les réseaux sociaux venant de grands noms tels que Bruce Springsteen, Patti Smith, Elvis Costello, Mike Scott des Waterboys, Cat Power ou encore,

parmi ses compatriotes, Bob Geldof et U2. Le premier ministre irlandais, Micheal Martin, a salué sur X «*un musicien et acteur talentueux qui a apporté une contribution majeure à la scène culturelle irlandaise pendant de nombreuses années*».

Mais les mots les plus touchants et les plus justes sont peut-être ceux signés de Bono de U2 : «*Parfois, je me demandais si Glen Hansard a vraiment existé... Sérieusement, il avait une présence si angélique... pas d'un autre monde... en fait, une présence très présente (...). Et je me dis ce matin que s'il n'a jamais existé, il ne cessera jamais d'exister. Pour moi, il sera toujours présent partout où je verrai une pièce de monnaie tourner dans un étui de guitare ouvert. Repose en paix, tu as tellement donné à tant de personnes.*»

Né à Ballymun, un quartier modeste du nord de Dublin, le 21 avril 1970, Glen Hansard quitte

l'école à 13 ans et fait son apprentissage en se produisant avec sa guitare dans les rues de la capitale irlandaise. L'expérience lui permettra de se forger une présence hors normes. Avec sa voix de stentor habitée, Glen Hansard dégage cette impression de tout donner sur scène.

Talent de conteur

Baigné dans la musique traditionnelle irlandaise et grand amateur de Bob Dylan, le jeune folkler irlandais veut s'inscrire dans la tradition des songwriters. Dès ses premiers concerts, il aime raconter des histoires dans ses chansons, mais aussi entre les morceaux, où ses talents de conteur et ses anecdotes savoureuses font le bonheur du public. Dans un entretien donné en 2019 au magazine *Rolling Stone*, il racontait que son envie de faire de la musique découlait des grands repas en famille, toujours très animés :

21 AVRIL 1970 Naissance à Dublin
1990 Forme le groupe de rock The Frames
1991 Second rôle dans le film «*Les Commitments*», d'Alan Parker
2007 Premier rôle dans «*Once*», de John Carney
2008 «*Falling Slowly*» obtient l'Oscar de la meilleure chanson originale
29 JUILLET 2026 Mort à Dublin

«*C'est peut-être très irlandais, mais on a pour habitude de se retrouver autour de tables ou de feux de cheminée pour partager des histoires et des chansons... Et pendant ces soirées, chacun doit apporter sa pierre à l'édifice.*»

Il fait ses débuts professionnels en 1990 avec le groupe de rock

The Frames dont il est le chanteur principal, guitariste et auteur-compositeur. Les concerts enflammés du quintette assoient sa popularité sur la scène insulaire. L'aventure dure jusqu'en 2006, le temps de six albums, dont le notable *Fitzcarraldo* (1996).

Parallèlement, son tempérament de feu ne passe pas inaperçu et il fait ses débuts d'acteur dans le film d'Alan Parker (1944-2020) *Les Commitments* (1991) sur l'ascension d'un groupe de soul dublinois – il y incarne le rôle secondaire du guitariste. Mais le succès sur grand écran arrive en 2007 avec le film *Once*, de John Carney, dans lequel il tient cette fois le premier rôle. Tourné avec un petit budget à Dublin, ce long-métrage raconte la romance entre un musicien de rue écorché et une pianiste et chanteuse tchèque (Marketa Irglova). *Once* remporte l'Oscar de la meilleure chanson originale pour *Falling Slowly*.

Fort de ce triomphe, Glen Hansard a enregistré trois albums en duo avec Marketa Irglova sous le nom de The Swell Season.

Depuis 2012, il se consacre à sa carrière solo – cinq albums à son actif –, avec à la clé plusieurs nominations aux Grammy Awards, notamment celle de *Didn't He Ramble* pour le meilleur album de folk en 2016. Récemment, on pouvait le voir accompagner son ami Eddie Vedder, de Pearl Jam, dans son projet solo *Earthlings*. Il venait de publier le second volume de son album *Don't Settle – Transmissions West* (Plateau Records/Modulor), qui réunit ses meilleures chansons interprétées à Berlin dans des conditions live. Une excellente porte d'entrée pour les néophytes désireux d'aborder la riche carrière de ce barde irlandais, les concerts ayant toujours été son terrain de prédilection. ■

FRANCK COLOMBANI

RENCONTRE

WISSANT (PAS-DE-CALAIS) -
envoyé spécial

Il a apporté sa bibliothèque. Rangée dans sa tête, déclamée à l’envi. « *Le vent, le pulmonaire, dès qu’il sort sur les plages de la Manche./ Le grand malade./ Vous rentrez./ Le regardez se livrer à toutes sortes de jeux sur le rivage./ De derrière vos grandes baies vitrées./ Coulissantes mais fermées...* » Jacques Darras (*La Mer en hiver sur les plages de la Manche*, Le Castor astral, 2023).

Sur la plage au sable vaporeux de Strouanne, sous les hauteurs du cap Blanc-Nez, Jacques Bonnaffé a tombé le pantalon malgré le vent frisquet. Eau à 14 °C. Températures de l’air comme il est d’usage dans cette région du Pas-de-Calais. De l’autre côté de la falaise, c’est Sangatte et ses migrants guettant avec les yeux de Chimène les côtes d’Angleterre quand le temps est au clair. « *Sur cette même plage où fuient des migrants, celle oui, où migrent des promeneurs équipés, nous nous sommes retrouvés, devant ce paysage étal qui me fait rêver la marche à l’extrême bord du bout du large autant que la nage...* » Louis Scutenaire, poète surréaliste belge (1905-1987).

Au loin défilent les porte-conteneurs tels des îles flottantes. Va-et-vient des ferries. Au sud c’est Wissant, ses vols à voile, ses rares baigneurs, et deux gendarmes en faction, au cas où il viendrait à quelque passeur l’idée de sortir par surprise un bateau gonflable des dunes et, d’un seul coup, embarquer une grappe de candidats à la périlleuse traversée. « *L’infini commence où il finit !* » Louis Scutenaire, toujours.

«Pitre et poète»

Jacques Bonnaffé, 68 ans, a la poésie chevillée au cœur comme au premier jour. C’est-à-dire au CM1, à Douai (Nord), lorsqu’il s’élançait dans les concours de diction. Son copain Franck Catalan avait toujours le premier prix avec les éternelles *Fables* de La Fontaine. Lui, déjà champion du fil à retordre, préférait les chemins de traverse, et des auteurs plus ardens comme Rutebeuf (1245-1285) : « *Que sont mes amis devenus/ Que j’avais de si près tenus/ Et tant aimés/ Ils ont été trop clairsemés/ Je crois le vent les a ôtés/ L’amour est morte/ Le mal ne sait pas seul venir/ Tout ce qui m’était à venir/ M’est advenu.* »

Père gantois, de l’autre côté de la frontière, famille bourgeoise. Mère d’extraction populaire, terrienne. « *En gros j’ai un côté un peu snob et un côté cinsier – Péquenoit quoi ! La “cinsé”, c’est la ferme en Picard, prend-il le temps d’expliquer. J’aime la nature. Enfant, je ne rêvais que de la ferme. J’ai lu Giono trop tôt.* » La fratrie compte six garçons, une fille. « *Une tribu, résume-t-il. Au sein de laquelle il fallait se faire entendre.* » Choisir son rôle : l’architecte, le médecin, l’ingénieur... Lui, l’avant-dernier de cette famille, sera « *pitre et poète* ». On sourit. Il parade : « *Cette manière moqueuse, c’est naturel dans la famille.* » Il se gratte la tête en reposant son galure. « *D’où ça nous vient cette façon de s’exhiber ?* »

Parents profs de français. Cathos de gauche. « *Ils disaient : “Il faut faire le métier que l’on aime. Mais une fois qu’on a choisi d’aimer quelque chose, on travaille l’admiration. On travaille sa propre estime.” Ils étaient pour l’engagement. C’était : “Allez, force-toi un peu et tu finiras par aimer.” Ma mère me rudoyait et j’aimais ça...* » La famille part en vacances en Bretagne, ou dans le Massif central, et en revient avec le spleen. Lens, l’autoroute, les centrales à charbon qui crachent leurs fumées, « *et puis finalement on se dit : “ce n’est pas si mal”, on se choisit cette identité du Nord. Il fallait que d’une façon ou d’une autre j’aime ma région. Le pays il est comme il est, et on l’aime comme ça.* »

Sur la plage, il a sorti sa trompette, déroule une de ces ritour-



Jacques Bonnaffé, sur la plage de Strouanne, à Wissant (Pas-de-Calais), le 17 juin. AIMÉE THIRION POUR « LE MONDE »

Jacques Bonnaffé : « La lecture, c’est une mission »

UN CHÂTEAU DE SABLE AVEC... 3|6 Chaque samedi, durant l’été, « Le Monde » accompagne un ou une artiste à la plage. Aujourd’hui, dans le Pas-de-Calais, à Wissant, avec le comédien qui joue « Abysses » avec son fils

« Je ne suis pas monté sur scène pour me montrer mais pour raconter des personnages »

nelles de carnaval et de baraques à frites qui fondent une culture. « *Le carnaval vous emporte. Et puis disparaît aussitôt. Comme vos châteaux de sable. Il n’y a pas de pérennité à ces fanfaronnades ! Reste qu’ici, dans le Nord, on ne peut pas faire une chose sans le faire sérieusement. On a tendance à surjouer carnavalesque, une logique d’expression théâtrale naturelle. Il suffit de voir Dany Boon. C’est très appuyé. Les gens aiment ça parce qu’au moins c’est franc.* » Après le bac, Jacques Bonnaffé candidate au conservatoire d’art dramatique de Lille. « *Il y a des gens qui ont le feu sacré. Moi, quand je suis allé au conservatoire, je leur ai dit : “Si vous pensez que je dois choisir autre chose, autant me le dire tout de suite.”* » L’autodérision pour vademecum, les mots pour boîte à outils, le naturel de manière naturelle. Il est accepté. On est à la toute fin des années 1970.

C’est ainsi qu’on le retrouvera jouant Néron dans *Britannicus* sous la direction de Gildas Bourdet. Jean-Luc Godard le découvre. Dans *Prénom Carmen* (1983), il en fait le gardien de la banque. Et le rôle de lui ouvrir les portes du

cinéma d’auteur. De Jean-Charles Tacchella à Philippe Garrel, de Jacques Doillon à Jacques Rivette, on retrouve sa dégainée débonnaire et sa diction rugueuse dans une soixantaine de longs-métrages. « *Personnellement, je suis très handicapé par les dictions parfaites genre Comédie-Française* », plaide celui qui dit cultiver « *un tai-chi de l’élocution* », et garder une part sauvage dans sa diction. « *Je sais peu de choses, mais j’ai ce savoir-là, de dire.* » On l’a deviné, il n’est pas homme à se damner pour les sunlights. Même s’il apparaît toujours ici et là au cinéma, il va reprendre avec passion le chemin des tréteaux. « *J’y reconnaissais mes pairs. Je me suis souvent demandé ce que c’était d’être Belmondo. Il y a des acteurs qui ne*

peuvent profondément parler que d’eux-mêmes. Mon problème à moi est celui d’un dédoublement : je ne suis pas monté sur scène pour me montrer mais pour raconter des personnages. Des compositions. C’est très mal vu. Après, je dois être humble. On ne peut pas dire que je sois harassé de demandes pour le cinéma. Beaucoup de réalisateurs sur un tournage demandent un premier jet pour être naturel. Moi, j’ai besoin de travailler un personnage. »

Revendication de légèreté

On a renfilé tant bien que mal nos pantalons et filé vers Wissant. Jacques Bonnaffé a pris des couleurs. L’air du large ou le moule frites-bière/gaufre cassonade qu’on a englouti modestement ? Ses yeux d’un bleu liquide rient tout seuls. « *C’est quelque chose que je ne comprends pas : je suis attaché à mon pays mais je suis tout le temps parti. Je n’ai pas cessé de prendre mes jambes à mon cou. L’état de fuite, c’est bien pratique.* » Un hélicoptère passe bruyamment. « *La lecture, c’est une mission. J’aime continuer de raconter des histoires du Nord. En picard, en rouchi, en chtimi, tous ces patois*

qui sont la langue originelle. Un accent, une intonation, une phonation... Il y a beaucoup de mots qui attendent qu’on les entende. » Dès 1995, avec *Cafougnette* et *l’défilé*, il met en scène la langue de Jules Mousseron (1868-1943), poète et mineur de fond. Le nom « *Cafougnette* » vient du verbe « *cafouiller* », affirme-t-il. « *C’est une partie de mon histoire ; c’est mieux quand c’est raté. Je ne peux pas aller aux choses dans la gagne. Déjà que je me casse la figure. Je n’ai jamais été premier à la course, et plutôt nul aux concours.* » Pas grosse tête, Jacques Bonnaffé raconte ce travail poétique qu’il mène avec un slameur et des musiciens. « *La poésie est reine pour se planter dans ses propres défauts. Un week-end de poésie, tu t’ennuies beaucoup. Les gens font semblant d’écouter. C’est pourquoi j’essaye de fourguer ce spectacle partout où je peux. Jac et Dgiz est un groupe d’intervention rapide.* » Revendication de légèreté. « *Sinon on n’y arriverait pas. Plus personne n’a d’argent. Plusieurs fois j’ai fait des scènes où j’en étais de ma poche.* »

Idem pour son spectacle sur Homère, à la recherche d’une lan-

« C’est une partie de mon histoire ; c’est mieux quand c’est raté. Je ne peux pas aller aux choses dans la gagne »

gue épique. « *Ce n’est pas pris en charge par les modèles de production qu’on trouve aujourd’hui.* » Lui qui a fait sa culture théâtrale au centre d’action culturelle de Douai – aujourd’hui rebaptisé L’Hippodrome – s’agace de voir la recherche de nouveaux publics devenir un objectif subalterne dans les maisons de théâtre, et les programmeurs se contenter de faire un programme dans l’air du temps. « *La critique de notre travail est toujours la même et vient toujours des mêmes : du théâtre élitiste et politisé. Et à chaque fois les détracteurs qui disent ça n’ont pas vu le spectacle.* »

Le poète missionnaire finit rarement une phrase. Il rebondit d’une idée l’autre. Cela pourrait avoir un côté bordélique. Cela ne l’est pas. Dans sa tête comme dans sa bibliothèque, les livres sont rangés par genre puis par ordre alphabétique. « *J’ai sans cesse besoin moi-même d’éclairer les choses que je ne comprends pas.* » Il poursuit une idée, une pensée, un mot après le mot d’après... L’écouter parler d’*En attendant Godot* – qu’il jouait au printemps au Théâtre de l’Atelier, à Paris –, c’est plonger avec lui dans les méandres de sa création en 1948 par Samuel Beckett.

On mesure mieux alors toute l’épaisseur intellectuelle du comédien qu’il maquille derrière ses jeux de mots ou ses boutades : « *Qu’on arrête de parler, à propos de Godot, de théâtre de l’absurde ! Cela n’a rien à voir. Beckett écrit la pièce après la guerre, précise-t-il. Dans la Résistance, qu’il a rejointe, pour recevoir un message, on n’a d’autre choix que d’attendre, à un certain endroit, à une certaine heure. Si le messenger ne vient pas, il faut revenir le lendemain, le surlendemain... C’est ça l’histoire d’En attendant Godot. De même que Beckett a quitté Paris en secret, à pied, avec Suzanne. C’est un couple qui s’engueule, qui a mal aux pieds...* » Tout comme le tandem qu’il forme en l’occurrence sur le plateau avec Denis Lavant.

On pense à Sangatte, aux migrants pour lesquels il doit aller jouer la semaine suivante à la maison Sésame d’Herzeelle (Nord). Le lieu accueille les échoués en transit de la grande migration mondiale. La question lui tient à cœur. Après *Frontalier*, un monologue, monté en 2021, il joue depuis deux ans *Abysses*, une pièce de Davide Enia, qui se passe à Lampedusa (Italie), et dans laquelle il partage le plateau avec son fils aîné, Léon (formé au Théâtre national de Strasbourg). Jacques Bonnaffé s’amuse d’ailleurs de cette relation joyeuse. « *A un moment, j’ai dû lui céder le pouvoir. Tout travail théâtral pose un psychodrame. C’est une vraie thérapie. Quand on joue Hamlet, on est pris dans un univers ancien, mais parallèlement ça parle de ce qui se passe entre nous. Au théâtre, on est tous des fous à un moment donné... Ce qui est plutôt utile avec Shakespeare.* »

Et puis quoi ? Finir sur scène comme on meurt au combat ? Le 2 mai, à l’avant-dernière d’*En attendant Godot*, son ami Peter Bonke a fait un malaise cardiaque sur scène en plein milieu de la pièce. Il s’en est sorti. Mais le destin impressionne, l’événement l’a secoué. « *Mourir, remarque-t-il, y a mieux à faire.* » ■

LAURENT CARPENTIER

Prochain épisode Le plasticien Fabrice Hyber

The Durutti Column revient avec un album séduisant et ténébreux

Avec « Renascent », le groupe culte britannique navigue entre rêveries pastorales, flamenco, ballades folk et expérimentations électroniques

A une époque, l’aube des années 1980, où ses camarades postpunk lacéraient le paysage industriel britannique de guitares sombres et de rythmes froids, Vini Reilly, sous le nom de The Durutti Column, baignait la scène de Manchester des échos réverbérants d’une six-cordes aussi lumineuse que mélancolique. Une grâce aussi fragile qu’était frère ce longiligne instrumentiste sujet aux dépressions et à l’anorexie. Quatorze ans après son précédent album (*Short Stories for Pauline*, en 2012) et malgré trois AVC qui participèrent à son isolement, l’inclassable guitariste revient, à 72 ans, nous éclairer de ses entrelacs d’arpèges éthérés avec *Renascent*, vingt-huitième chapitre de sa discographie, sorti le 31 juillet. Entouré de complices de longue date, tels l’infatigable percussionniste Bruce Mitchell (86 ans) et le multi-instrumentiste et producteur Keir Stewart, le Mancunien semble condenser en onze titres les différentes déclinaisons de son style unique. Qu’il évoque des rêveries pastorales, un flamenco spectral, des ballades folk (avec la chanteuse britannico-irlandaise Caoilfhionn Rose), son goût des machines et du sampling, voire de nouvelles aventures du côté de l’afrofuturisme (*Your Shadow at Evening*). L’occasion de redécouvrir ce discret héros de l’« ambient postpunk », dont le talent singulier fut célébré par des figures comme Brian Eno, Ryuichi Sakamoto (1952-2023), Martin Gore de Depeche Mode, le guitariste John Frus-

ciente (Red Hot Chili Peppers) ou Morrissey, avant d’être redécouvert par une nouvelle génération, de Frank Ocean au rappeur Yung Lean. La star pop britannique Harry Styles proposant de son côté un concert hommage, For Vini : A Tribute to The Durutti Column, le 16 juin, à Londres, lors du festival Meltdown 2026 dont il était le programmateur.

Touches planantes
La première trace discographique du guitariste né en 1953 à Blackley, dans la banlieue de Manchester, n’avait rien de la fluidité cristalline devenue sa signature. En 1977, il impulse ainsi les riffs rageurs de *Ain’t Bin to No Music School*, premier 45-tours du groupe punk, Ed Banger and the Nosebleeds, dont il est l’éphémère guitariste. Mais le jeune homme est vite repéré par Tony Wilson (1950-2007), théoricien de l’« après-punk », qui fonde à l’époque la maison de disques indépendante Factory Records, appelée à devenir le label de la nouvelle vague de Manchester (Joy Division, New Order, A Certain Ratio, James, Happy Mondays...). Admirateur de Guy Debord (1931-1994), Wilson baptise du nom de The Durutti Column le petit groupe qu’il vient d’embaucher, en référence à une BD situationniste *Le Retour de la colonne Durutti*, d’André Bertrand (1929-2003), publiée en 1966. Ce dernier orthographiait mal le nom d’une brigade anarchiste de la guerre d’Espagne, la colonne Durruti. Après deux titres publiés sur la première compilation du label, *A Factory Sample*, en 1978, Tony Wil-

son écarte chanteur, bassiste et batteur, pour ne garder que le guitariste. Autant pour son talent que pour le protéger de ses pulsions dépressives. Vini Reilly n’a cessé depuis d’incarner cette entité, dont l’esthétique s’est définie dans un premier album, *The Return of The Durutti Column* (1980) réalisé par Martin Hannett (1948-1991). Ingénieur en chef du son du Manchester de l’époque, caractérisé par un mélange de rock et de résonances électroniques, celui qui fut notamment le producteur de Joy Division va façonner ce disque instrumental dont la pochette originale sera faite de papier de verre, en clin d’œil à la couverture originale des *Mémoires* (1958), de Guy Debord. Si Vini Reilly a l’impression que cet enregistrement lui échappe, c’est bien là que son style prend forme, dès l’étrangement bucolique morceau d’introduction, *Sketch for Summer*. Parfaitement adapté aux effets de delay (répétition d’un son permettant de créer un effet d’écho), prônés par Martin Hannett, le jeu du guitariste développe des boucles hypnotiques, portées par un vibrato

infini. A la fois séduisant et désolé, ce lacis glisse comme une bossa s’évanouissant dans les brumes du nord de l’Angleterre. Des touches planantes qui rappellent parfois Mike Oldfield ou Jerry Garcia de Grateful Dead, références alors peu en vogue dans la new wave de l’époque. Autarcique mais prompt à l’échange, Vini Reilly, vite secondé par le batteur Bruce Mitchell, confrontera ensuite son instrument et sa voix vulnérable à des expériences multiples : instrumentation classique, techniques de la dance music, rythmes funk, échantillonnage de voix, inspiration hispanisante... La dextérité du guitariste faisant ses preuves quand il supervise, aux côtés du producteur Stephen Street, l’essentiel des guitares et des arrangements de *Viva Hate* (1988), le premier album de Morrissey. Riche de plusieurs sommets – *The Return of The Durutti Column*, luxueusement réédité en 2025 pour son 45^e anniversaire, *LC* (1981), *Vini Reilly* (1989) –, sa discographie ne se départit jamais d’un charme faisant l’objet d’un culte fervent, même si confidentiel. Malgré la mort, en 2007, du protecteur Tony Wilson (à qui Reilly rendit hommage dans le double album *A Paean to Wilson*, en 2010) et les problèmes de santé de ces dernières années, *Renascent* ressuscite une magie à fleur de peau, qui mériterait de convertir de nouveaux admirateurs. ■

STÉPHANE DAVET

« *Renascent* », de *The Durutti Column* (London Records)

A Paris, la réouverture du Musée Nissim de Camondo reportée à 2030

Fermé depuis la fin de 2024, l’établissement, qui abrite une collection d’art du XVIII^e siècle, devait rouvrir à la fin de l’année, après un chantier évalué à 23 millions d’euros

Pour un musée qui ferme ses portes, le grand défi est d’éviter l’oubli... et de faire en sorte que le provisoire ne s’éternise pas. Alors que l’ouverture du Centre Pompidou à Paris pourrait être retardée d’un ou deux ans, une autre institution de la capitale voit ses travaux jouer les prolongations : le Musée Nissim de Camondo, ce ravissant hôtel particulier de la Plaine-Monceau, géré par les Arts Décoratifs. Lorsque l’élégante bâtisse a fermé ses portes à la fin de 2024, la feuille de route semblait claire, le calendrier réaliste. Il s’agissait seulement de réaliser des travaux urgents de mise en sécurité et de remise aux normes électriques. Un chantier d’un an, bouclé pour 4 millions d’euros et autofinancé par le musée. Mais patatras. Fin 2025, la Conservation des monuments historiques se rend sur place et douche les espoirs de réouverture rapide – celle-ci était prévue en 2026. Le verdict tombe : un phénomène d’électrolyse entre le métal des volets et le zinc du toit provoque de graves fissures. « *Il faut entièrement refaire le clos et le couvert* », résume Sophie-Justine Lieber, directrice générale des Arts Décoratifs. Le coût de l’opération est évalué à 5 millions d’euros. Le musée, qui a déjà financé les travaux d’urgence, est à sec. L’Etat, qui serre la vis budgétaire et taille

dans les subventions, n’a, pour l’heure, débloqué que l’enveloppe indispensable au démarrage des études, qui viennent tout juste de finir. La réouverture est désormais prévue pour 2030. Pour les Arts décoratifs, c’est un coup dur. Dans un accès d’optimisme, la direction décide alors de changer son fusil d’épaule. Puisque le musée doit être fermé plus longtemps que prévu, autant restaurer les décors intérieurs, le jardin et réaménager l’entrée. Mais pour financer un chantier, désormais évalué à 23 millions d’euros, il faut du mécénat. En découvrant une partie de la collection du musée exposée à l’édition 2025 du salon FAB, au Grand Palais, un collectionneur français, retraits de la finance qui tient à garder l’anonymat, a signé un chèque de 4 millions d’euros. Une aubaine. « *C’est un peu “aide-toi, le ciel t’aidera”* », dit dans un sourire Lionel Sauvage,

président des Arts Décoratifs, qui lorgne désormais du côté de la French Heritage Foundation, de la Fondation du patrimoine et du World Monument Fund pour compléter le tour de table. Ce retraité des affaires, qui a fait carrière outre-Atlantique, mise surtout sur les mécènes américains, dont il espère un apport de l’ordre de 7 millions ou 8 millions d’euros.

Dynastie condamnée
Fin juin, le Musée Nissim de Camondo a bénéficié pour cela d’un coup de projecteur inattendu : le styliste Jonathan Anderson y a orchestré le défilé Dior homme. « *Il a envoyé aux invités VIP le livre sur le musée, en indiquant que les fonds iraient pour sa restauration* », raconte Lionel Sauvage. Pour lui, redonner au Musée Nissim de Camondo sa splendeur passée dépasse le simple geste patrimonial. « *C’est extrêmement important de raconter aujourd’hui l’histoire des Camondo, celle de l’intégration et de la philanthropie d’une grande famille juive qui a adopté la France et a été frappée par le drame* », résume-t-il. De l’exil des juifs d’Espagne à la Shoah, le destin des Camondo épouse en effet les tragédies de l’Europe. Riches banquiers levantins devenus l’une des familles les plus influentes de leur temps,

ils croient avoir trouvé en France leur Terre promise. En bordure du parc Monceau, où ils s’établissent à la fin du Second Empire, ils rêvent d’un nouveau Jérusalem. Moïse, financier et collectionneur affûté, rase la demeure familiale et fait construire en 1911 un hôtel particulier, signé de l’architecte René Sergent et inspiré du Petit Trianon de Versailles. Mais sous les fastes de la Belle Epoque monte une autre France, celle de l’antisémitisme et de l’affaire Dreyfus. Tandis que certains renient leurs origines, les Camondo refusent de renoncer à leur identité. Nissim, le fils de Moïse, tombe au combat en 1917. Sa fille Béatrice, son gendre ainsi que ses petits-enfants meurent à Auschwitz. Lui-même disparaît en 1935 avant la Shoah mais avec une certitude déjà : la dynastie des Camondo est condamnée. Aussi Moïse de Camondo a-t-il légué en 1924 à la France son hôtel particulier et tout le précieux mobilier ainsi que les tableaux du XVIII^e siècle qu’il avait accumulés au fil des ans. Sa collection d’objets judaïques a par la suite été déposée au Musée d’art et d’histoire du judaïsme. Lionel Sauvage espère la faire revenir un jour au musée Nissim de Camondo, au moins le temps d’une exposition, lors de la réouverture. ■

ROXANA AZIMI

De l'exil des juifs d'Espagne à la Shoah, le destin des Camondo épouse les tragédies de l'Europe

S É L E C T I O N A L B U M S



LUKAS GENIUSAS
Schubert/Liszt-Tchaïkovski
Piotr Ilitch Tchaïkovski : Fantaisie de concert. Franz Schubert : « Wanderer » Fantaisie (arrangement de Franz Liszt). Lukas Geniusas (piano), Orchestre symphonique de Saint-Gall, Modestas Pitrenas (direction).
Très prisé des compositeurs baroques, le genre de la fantaisie a aussi inspiré les maîtres romantiques comme en témoigne ce programme au couplage inédit. Le piano y déploie la notion de fantaisie sous deux angles. La *Fantaisie de concert* de Tchaïkovski s’apparente à un ballet dont le piano endosse le rôle de danseur étoile. Gracieux et puissant dans la cadence tentaculaire du premier mouvement, il s’adonne, à l’amorce du second volet, à un pas de deux très sensuel avec le violoncelle solo de l’orchestre, Lukas Geniusas confirme ici ses affinités avec le compositeur du *Lac des Cygnes* – le pianiste russo-lituanien a remporté, en 2015, le 2^e prix du concours Tchaïkovski. Son sens du dialogue avec l’orchestre fonctionne à plein dans la *Wanderer Fantaisie* de Schubert. Cette fois, il ne s’agit plus de légèreté chorégraphique mais de tourments psychologiques. Le pianiste erre (*Wanderer* signifie « vagabond » en allemand) dans les paysages de l’âme que Modestas Pitrenas éclaire avec beaucoup d’efficacité à la tête du séduisant Orchestre symphonique de Saint-Gall. ■ **PIERRE GERVASONI**
Alpha Classics/Outhere Music



SHEARWATER
The New World
En plus d’être la tête pensante (et bien remplie) du groupe Shearwater, le chanteur-compositeur américain Jonathan Meiburg est également un ornithologue reconnu. Activité qui l’a amené à participer à des expéditions scientifiques, notamment en Antarctique. C’est dans ce « nouveau monde » cartographié que nous plonge le fascinant nouvel album de son trio folk-rock naturaliste. Une œuvre dense, imprégnée de *field recordings*, évocatrice des grands espaces polaires, à la lisière du rock progressif (*The Only Sound I’m Afraid of*) et de la sophistication pop de Talk Talk – les teintes jazz-rock de *More and More*, de *Daydream Unbeliever* et son orchestration de cordes vertigineuse. Une dizaine de musiciens ont été conviés aux sessions : le virtuose du qanun Firas Zreik ; le ngoniste guinéen Mamadou Kouyaté ; les percussionnistes maliens Mahamadou Tounkara et Mectar Kouyaté, mais aussi Laurie Anderson en conteuse sur *You and Your Dog*, et le clarinettiste de jazz Doug Wieselman. Tous ces univers se fondent harmonieusement sur cette banquise, idéale en cette période caniculaire. ■ **FRANCK COLOMBANI**
Polyborus/Modulor



HELADO NEGRO
ET REYNA TROPICAL
Helado Tropical
D’un côté, Helado Negro. Roberto Carlos Lange, de son vrai nom : musicien et chanteur américain hispanophone né de parents équatoriens, explorant ses racines latines depuis 2009 avec une indie folk électronique aux accents expérimentaux. De l’autre, Fabi Reyna : autrice-compositrice-interprète américaine d’origine mexicaine autant influencée par les grooves péruviens, colombiens que congolais, et seule membre du groupe Reyna Tropical depuis la mort de son camarade Nectali « Sumohair » Díaz en 2022. La rencontre de leurs univers avait tout d’une évidence. Ils viennent de publier leur premier album, *Helado Tropical*. Si la pochette les montre tous deux entourés de claviers analogiques, de boîtes à rythmes et de séquenceurs, Reyna Tropical joint aussi sa guitare à l’œuvre commune. Leurs voix se suivent, leurs mélodies se répondent et leurs rythmes s’entrelacent sur ces neuf chansons d’une tendresse réconfortante (mention spéciale pour les langoureuses *Fluye* et *Déjate Caer*). *Helado Tropical* offre à cet été une bande-son rafraîchissante. ■ **ROMAIN GEOFFROY**
Psychic Hotline/Modulor



NICHOLAS PAYTON
ET BUTCHER BROWN
A Supreme Blue
Le trompettiste Nicholas Payton revisite ici des morceaux emblématiques du *Kind of Blue*, de Miles Davis, et de *A Love Supreme*, de John Coltrane. Et ce, avec le collectif touche-à-tout Butcher Brown. On pourrait souffler de lassitude. On a vite fait d’être rassuré. Nous sommes plutôt dans la transfiguration, orchestrée avec brio. Ce n’est pas la première fois que Payton, natif de La Nouvelle-Orléans (Louisiane), retrouve le quintette de Richmond (Virginie). Leur point commun reste un sens du groove des plus fins et des incursions dans le funk, le hip-hop ou les textures électroniques à la Herbie Hancock. Chaque titre, même ceux de Miles Davis, comporte une dimension spirituelle qui ne caricature en rien celle cultivée par Coltrane. Ce disque est un exercice, plutôt magistral, de réinvention. ■ **KATIA DANSOKO TOURÉ**
Concord Jazz



SYD
Beard
«J’ai fini par retenir la leçon, à force de courir après toujours plus de femmes», chante la cofondatrice du groupe californien The Internet dans 2 *Many Days*. Cette chanson clôt le troisième album solo de cette artisane d’un R’n’B qui conjugue minimalisme et hybridité. *Beard* (« barbe » en français) fait référence à sa moustache désormais assumée, à 34 ans, qu’elle érige en symbole de sa singularité. Depuis 2017, Sydney Bennett, native de Los Angeles, ne cesse d’affirmer son émancipation vis-à-vis de son groupe. Ici, ses textes traduisent sa mue. La production qu’elle signe, avec l’appui ponctuel de Raphael Saadiq, comporte des textures vaporeuses, des envolées psychédélices, des accents jazz et même de la bossa-nova. Claviers et guitares se changent en percussions, et les basses apportent rondeur et volupté. Les synthés, omniprésents, pourraient alourdir l’ensemble ; ils sont pourtant un gage d’équilibre. Si son grain de voix reste feutré, son timbre, légèrement voilé, s’affirme davantage. En définitive, avec une sensibilité sans pathos, elle livre une intimité qui devient aussitôt la nôtre. ■ **K. D. T.**
Free Lunch/Warner

« The Knockout », au service de l’anticorruption

TOUR DU MONDE EN SÉRIES 6*16* Vue par 320 millions de spectateurs, la série fait de la propagande un divertissement efficace

PÉKIN - correspondant

Jinghai, petite ville imaginaire du sud de la Chine, ressemble à beaucoup d’autres. Sa vieille usine, sa population qui tente péniblement de prospérer dans le développement économique du pays, et son marché aux produits frais si animé. Mais comme tant d’autres cités aussi, elle est gangrenée par la prévarication, la collusion de ses dirigeants politiques avec les hommes d’affaires véreux, qui pèsent sur le petit peuple. Heureusement, au sommet du Parti communiste chinois (PCC), Xi Jinping a fait de la lutte contre ces maux l’un des piliers de sa politique ; il assume que le PCC doit savoir « retourner la lame contre lui-même ».

Ici, réalité et fiction sont soigneusement entremêlées. « La première étape est de démanteler le crime organisé. Nous trouverons qui sert de parapluie pour les protéger, ce qui nous permettra alors de nettoyer notre système politique », annonce un chef de l’anticorruption de cette province fictive dès le premier épisode. Un officiel impassible, dénommé Xu Zhong, est envoyé depuis la capitale provinciale faire le ménage à Jinghai.

Tel est le point de départ des 39 épisodes de *The Knockout*, pour son titre international (« le K.-O. », dirait-on en français), en chinois *Kuangbiao*, soit « l’ouragan », dans tous les cas une référence à la détermination à éradiquer ces dérives. Sortie en janvier 2023, cette série est l’un des plus grands succès qu’aient connus la télévision et les plateformes en ligne chinoises. Elle a été vue en tout par quelque 320 millions de téléspectateurs sur le réseau télévisé national, CCTV, et a également attiré en masse sur la plateforme qui l’a coproduite, iQIYI, un équivalent de Netflix dont les actions ont bondi de 10 % dans les jours qui suivirent la mise en ligne.

Efficace et captivant

Bien mieux ficelée que d’autres œuvres servant le message du régime, elle est devenue l’emblème d’un genre relevant incontestablement de la propagande mais modernisé, plus efficace, plus



Image extraite de la série « The Knockout », réalisé par Xu Jizhou. iQIYI

Commence alors l’ascension d’un chef criminel inattendu : le vendeur de poisson

captivant, qualifié de *zhuxuanlu* (« qui suit la mélodie principale »), la voie du pouvoir. Des œuvres servant sur le fond la communication du PCC, mais haletantes, de nature à convaincre avec un scénario qui tient la route et des acteurs de qualité.

Pékin tâtonne, mais semble trouver la formule ces dernières années avec des films tels que *No More Bets* (2023) sur la lutte contre les centres d’arnaque en ligne d’Asie du Sud-Est vers lesquels des Chinois ont été enlevés, ou *Fox-hunt* (2025), sur la traque par les autorités chinoises des officiels et hommes d’affaires partis avec la caisse à l’étranger. En revanche, au printemps 2026, un film de Zhang Yimou sur le contre-espionnage contre de vilains agents occidentaux produit avec le ministère de la sécurité d’Etat, le renseignement chinois, a reçu un ac-

cueil très mitigé, signe que l’exercice n’est pas évident.

The Knockout de son côté a été supervisé par la puissante commission des affaires politico-légales du PCC, mais réalisé par des studios privés, et la qualité de son intrigue a fait son succès. Les agents envoyés à Jinghai comprennent rapidement que les officiels locaux sont de mèche. Ils font la connaissance d’un policier

du coin, un certain An Xin, qui a été mis au placard à la circulation routière. Les cheveux déjà gris, il est l’archétype du flic honnête qu’un système pourri a écrasé.

En fait, An Xin a tout suivi, et c’est ce qui lui a valu d’être mis à l’écart. Tout depuis le début de la montée en puissance d’un groupe mafieux qui a fait main basse sur la ville et vérolé ses officiels. L’affaire remonte un quart de siècle plus tôt, en l’an 2000, à la veille du Nouvel An lunaire. Sur le marché de Jinghai, un modeste vendeur de poisson, Gao Qiqiang, est menacé par deux voyous qui se sont arrogé la gestion des emplacements : s’il ne paye pas un peu plus en leur offrant un téléviseur dernier cri, il perdra son étal. Gao vide ses économies pour leur apporter une télé, mais elle n’est pas assez bien pour eux, ils la jettent dans l’esca-

lier devant lui. Le poissonnier n’en peut plus, il les frappe. Sans surprise, il se fait tabasser en retour et finit au poste de police.

Chef criminel inattendu

Le jeune agent An Xin se prend d’empathie pour ce pauvre commerçant qui subit le racket. En ce soir qui aurait dû être une fête familiale, il le laisse même manger des raviolis vapeur que lui apportent ses plus jeunes frère et sœur, orphelins dont il s’est occupé. Le pauvre Gao Qiqiang retourne au marché le lendemain et s’apprête à perdre son emplacement, et donc son gagne-pain, lorsque dans les allées les deux truands aperçoivent An Xin, un policier venu s’assurer qu’il ne lui arrive pas de malheur. Ainsi se répand le bruit, infondé, que Gao a su développer des relations au sein des forces de l’ordre.

Cette série est bien mieux ficelée que d’autres œuvres du genre servant le message du régime

Commence alors l’ascension d’un chef criminel inattendu : le vendeur de poisson d’abord si innocent va laisser courir la rumeur de sa protection haut placée. Gao Qiqiang au fil des épisodes monte les marches pour devenir un chef de gang. Pour aider son frère en détresse à trouver les fonds pour ouvrir une petite boutique de téléphones portables, il accepte une mission auprès de petits caïds locaux : il doit intimider un type endetté. L’affaire tourne mal, le mauvais payeur en question meurt en tombant dans un lac, et Gao apprend qu’il n’était autre que le fils d’un des plus gros mafieux de la ville. Pour survivre, il s’allie à l’ennemi juré de celui-ci, un parrain de la pègre qui le prend sous son aile, mais que Gao écartera ensuite à son tour.

Quant à An Xin, il a d’abord voulu croire en l’innocence de Gao, puis sera le seul à rester les mains propres et à suivre le dossier quand toute la police et les responsables politiques de la ville passent au service de ce nouveau boss de la criminalité. Cette transformation du personnage de Gao Qiqiang, particulièrement bien incarné par l’acteur Zhang Songwen qui s’était déjà illustré dans une autre série à succès, *The Bad Kids*, a largement contribué à accrocher le public, de même que son duel au fil des années avec le policier. Succès tel que la vraie ville où a été tournée la série, Jiangmen, a connu un bond de sa fréquentation touristique. ■

HAROLD THIBAUT

The Knockout série de Xu Jizhou (Ch., 1 × 39 épisodes). Avec Zhang Yi, Zhang Song Wen, Li Yi Tong. Inédit en France

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 26 - 176
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur jeux.lemonde.fr

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I												
II												
III												
IV												
V												
VI												
VII												
VIII												
IX												
X												

SOLUTION DE LA GRILLE N° 26 - 175

HORIZONTALEMENT I. Rocking-chair. II. Arroseeur. Une. III. Bail. Oyez. Us. IV. Attablés. Ais. V. Tee. Consente. VI. Turf. Gnome. VII. Erié. Iéna. IV. VIII. Ures. Snobe. IX. Semi. Mi. Elan. X. Ensevellirent.

VERTICALEMENT 1. Rabatteuse. 2. Orateur. En. 3. Critériums. 4. Kola. Férie. 5. Is. Bc. 6. Néologisme. 7. Guyenne. II. 8. Cressons. 9. Emaner. 10. Au. Ane. Olé. 11. Inuit. Iban. 12. Resservent.

GRILLE DÉJÀ PARUE LE 18/09/2015

HORIZONTALEMENT

I. Rien de nouveau ne devrait l’ébranler. II. Remettre à sa place. Dans l’ensemble. III. Pour manger comme des chiens. Bonne appréciation. IV. Porteur de débris cellulaires. Faire court dans la page. V. Mit en éveil. Vocalisa sans paroles. VI. Porteur de disque solaire. Renouvellent l’environnement. Préposition. VII. Travail pour son compte. Bien épais. VIII. Possessif. Italienne sur la mer Tyrrhénienne. IX. Sur la Tille. Autre moi. Beau fromage. X. Travail- lées à la forge.

VERTICALEMENT

1. Bonne disposition avant de se lancer. 2. Revenu dans un monde laïque. 3. Chêne vert. Pour tracer droit. 4. Prise sur le tapis. Attaquer en surface. 5. Esclaves des Spartiates. Stratégie chinoise. 6. Fouille dans les fosses. A conjugué surréalisme et communisme. 7. Cries comme un cervidé. Fabriquer de cadres. 8. En bon équilibre. Bientôt terminé. 9. Tête de girafe. Comme un vilain pied. Maître du Tonnerre. 10. Sorties du lit. Cours court. Devant les arrières, derrière les avants. 11. Poser ses outils et arrêter son travail. Personnel. 12. Laisser passer les canons.

SUDOKU

N° 26 - 176

						6	3	7
				4				
		8						
7				6	5			1
	1		9		3	8		
	6		4			1		
4			5	1	9		8	
1	7			9		4	3	

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorget>)

2	4	8	1	7	3	6	9	5
3	5	6	8	9	4	2	1	7
7	9	1	6	5	2	4	8	3
9	8	4	7	3	5	1	2	6
1	3	7	9	2	6	5	4	8
5	6	2	4	1	8	3	7	9
4	1	5	3	8	9	7	6	2
6	2	9	5	4	7	8	3	1
8	7	3	2	6	1	9	5	4

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu’une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.



LES ULTRARICHES, UN MONDE À PART

Un hors-série « Le Monde »
100 pages, 13,50 euros
Chez votre marchand de journaux
et sur Lemonde.fr/boutique

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d’un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l’étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d’information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l’accord de l’administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

publicité

ACPM
PRINTED IN FRANCE

L’Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France

Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France. Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Eutrophisation : Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier

EN SÉRIES

Par Lionel Dangoumau
Bourganeuf (Creuse) - envoyé spécial

Dans la Creuse, sur la route qui vient de Limoges, après avoir traversé prés et forêts, une grande scierie annonce la couleur à l'entrée de Bourganeuf. Ici, le bois est roi : du pin Douglas, surtout, du chêne, un peu de hêtre, de châtaignier... Depuis les années 1970, la commune a accueilli des dizaines d'ouvriers turcs et leurs familles, donnant à ce bourg une identité originale, née de la rencontre du Limousin et de l'Anatolie.

« Je suis arrivé ici en 1973, et je ne connaissais pas un mot de français, raconte Kadir Akar, 79 ans, qui n'est jamais reparti. A l'époque, il y avait quatre Turcs dans le bourg. » Aujourd'hui, à l'heure du café, au bar-tabac La Mezzanine, face à l'église Saint-Jean-Baptiste, on entend aussi bien parler le turc que le français. Mehmet Sahin, 52 ans, président de l'Association polyculturelle de Bourganeuf, évalue à 15% la part des habitants d'origine turque dans la commune. « Nous comptons une centaine de familles parmi nos adhérents, mais certains vivent à Guéret ou Aubusson, précise-t-il. Il y a beaucoup moins de Turcs à Bourganeuf qu'il y a quinze ans. »

Comme le père de Mehmet Sahin, les premiers Turcs ont atterri dans cette bourgade dont ils n'avaient jamais entendu parler grâce à un accord de main-d'œuvre signé en 1965 entre la France et la Turquie. A cette époque, les entreprises creusoises ont besoin de bras, et sollicitent l'Office national de l'immigration. « Ce sont les débuts de la structuration de la filière bois en Limousin », retrace Jean-Jacques Lozach, sénateur (Parti socialiste) de la Creuse depuis 2008 et ancien maire de Bourganeuf (1995-2001). « Une connaissance avait transmis à mon frère une promesse d'embauche d'une entreprise de Bourganeuf, se rappelle Kadir Akar. J'ai passé une visite médicale au consulat de France à Ankara, et on m'a donné un billet d'avion pour la France. »

Pépiniéristes et sylviculteurs locaux ne regretteront pas leur choix. « Les ouvriers turcs arrivés dans le Limousin étaient des paysans, des ruraux, explique Gaye Petek, fondatrice de l'association Elele Migrations Cultures de Turquie. Les employeurs leur fournissaient le logement, dans des foyers Sonacotra [ancien nom d'Adoma, bailleur social chargé de l'hébergement de travailleurs migrants] ou parfois dans de simples roulottes. Il n'y avait pas un accueil fantastique, ils étaient isolés, sans personne pour s'occuper d'eux ni pour répondre à leurs questions. Mais ils étaient durs à la tâche, ils plaisaient à leurs employeurs. »

Au-delà de sa dimension économique, l'arrivée de ces travailleurs turcs à Bourganeuf est un clin d'œil de l'histoire : au XV^e siècle, la ville a accueilli l'un des fils du sultan ottoman Mehmed II, Djem, dit « Zizim », qui a passé une partie de sa vie ici, dans ce qui serait aujourd'hui une résidence surveillée. Son exil avait été négocié par son frère aîné, devenu sultan, avec les hospitaliers de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, qui possédaient un prieuré à Bourganeuf. Construite pour accueillir le prince et sa suite, la tour Zizim, qui s'élève juste derrière la mairie, est inscrite aux Monuments historiques et se visite d'avril à septembre.

Comme la plupart de ceux qui l'ont suivi, Kadir Akar est originaire de Cappadoce, région centrale de la Turquie. Il a travaillé pour un pépiniériste, une scierie, puis a monté sa propre entreprise de sylviculture, une trajectoire que reproduiront de nombreux compatriotes, avec de petites structures familiales. « Mon père s'est installé à son

venu(e)s d'ailleurs – 3/7 –

A Bourganeuf, la communauté des bûcherons turcs se dépeuple aussi

Après avoir accueilli dans les années 1970 et 1980 des Turcs recrutés pour la filière bois du Limousin, la petite ville creusoise perd de la population et peine à retenir ses enfants



A Bourganeuf (Creuse), le 14 juin : lors du 32^e Festival de printemps organisé à l'occasion de la Fête Internationale des Enfants ; ci-contre, des commerces vacants du centre-ville. PHOTOS TOM GRIMBERT POUR « LE MONDE »

compte dès 1982, raconte Mehmet Sahin. Ma mère a toujours participé. Mais il n'arrivait pas à s'en sortir, alors, avec mon frère, on s'est mis à travailler avec lui. Moi d'abord comme aide familial, à 15 ans, puis comme salarié. Mon père nous emmenait tous au travail, et chacun faisait selon ses forces. Mon petit frère Yasin pouvait à peine porter une bûche ! En 1990, mon père a eu une opération à cause d'une hernie discale qui lui a fait perdre 35 % de validité. »

L'immigration par le travail a été suspendue en 1974, mais le regroupement familial, instauré en 1976, a pris le relais. Dans la région, Bourganeuf est devenu un pôle de sociabilité pour cette nouvelle diaspora. « Quand nous sommes arrivés, en mars 1980, mon père avait trouvé un logement à Peyrat-le-Château [Haute-Vienne], mais maman vivait mal la situation, se remémore Hamide Akyüz, 47 ans, ancienne conseillère municipale. Elle se retrouvait seule à la maison, sans véhicule, et elle ne parlait pas français... Mon père a eu l'idée de nous rapatrier à Bourganeuf, dans un immeuble où vivaient déjà deux familles turques. »

Cette immigration n'est alors pas du goût de tout le monde. En 1983, des coups de feu sont tirés sur un logement occupé par des travailleurs turcs. Un projet de centre culturel turc est contesté par une pétition. « Ce qui est souvent reproché aux Turcs d'ici, c'est de vivre en communauté, avance Hamide Akyüz. Ce n'est pas faux, mais les locaux n'ont pas toujours ouvert leur porte non plus. J'ai grandi avec ce discours de Bourgniauds qui disaient que la population turque ne voulait pas s'intégrer, mais il fallait qu'ils acceptent de nous intégrer aussi. Il y a toujours eu une barrière des deux côtés, par crainte de l'inconnu. »

En 1995, la municipalité décide de signer avec l'Etat un contrat d'agglomération, dans le cadre de la politique de la ville, pour soutenir son action auprès des habitants d'origine turque. « Le premier en France concernant une ville et une communauté étrangère, souligne Jean-Jacques Lozach. Nous avons notamment mis en place des statuts de "femmes relais", pour dialoguer avec les écoles, et des cours de français, des formations. Il fallait entretenir des liens, et on

leur avait demandé de créer une association pour pouvoir avoir des échanges avec des représentants. Cet afflux assez important de personnes d'origine turque avait quand même profondément modifié la démographie locale... »

L'ancien maire de Bourganeuf se souvient aussi du jour où plusieurs habitants turcs étaient venus dans son bureau pour lui présenter leur projet de création d'un club de football. « On n'était pas d'accord, parce que je leur ai demandé de s'intégrer dans le club existant, relate-t-il. Cela a été animé, mais ils ont compris. Et puis après la tempête [Martin] de 1999, les Turcs ont joué un rôle central dans l'enlèvement et le dégagement des routes. Cela a tissé des liens forts dans la population. Ensuite, pas mal d'entre eux ont fait construire ici ou acheté des maisons. Aujourd'hui, c'est une immigration passée sous les radars. »

« Un signe d'intégration totale, c'est qu'il y avait des Turcs sur les deux listes pour les municipales », observe Mehmet Sahin. Hamide Akyüz tempère : « Quand on me voit, on ne devine pas que je suis d'origine turque, et j'en

tends de plus en plus des choses comme "arriérés" ou "Istanbul-sur-Creuse". Mais c'est plus dans les communes voisines qu'à Bourganeuf même. »

A la lisière de la commune, un bâtiment imposant abrite l'association présidée par Mehmet Sahin. Les drapeaux turc et français se côtoient au rez-de-chaussée, où un grand écran diffuse CNN Türk, la version locale, en Turquie, de la chaîne d'information en continu américaine. Une vaste salle de prière occupe le deuxième étage. Les fidèles, qui n'ont plus d'imam depuis deux ans, assurent eux-mêmes la liturgie. Le local héberge aussi les parents d'élèves turcs et une association d'aide aux devoirs, Turquoise, créée par Sahin Sahin, 33 ans, le fils aîné de Mehmet. Associé à son père dans le négoce de bois, il est aussi devenu conseiller municipal en mars. « J'ai appris à parler français un peu tard parce qu'à la maison on parlait turc, confie-t-il. Nos bénévoles expliquent aux enfants ce qu'ils ne comprennent pas en classe. On essaie aussi de sensibiliser les jeunes à la politique. En 2024, on a organisé une réunion publique avec tous les candidats aux législatives. »

En juin, ce lieu associatif a accueilli la Journée de la souveraineté nationale et des enfants, fête nationale d'ordinaire célébrée le 23 avril en Turquie. « On organisait trois fêtes par an, dont la fête nationale, on n'en fait plus qu'une aujourd'hui », regrette Mehmet Sahin. « Depuis le Covid, on ne se voit pas comme avant, confirme Binnaz Bilgin, présidente de l'association de parents d'élèves. Bourganeuf, c'est presque mort, les jeunes sont presque tous partis ailleurs pour travailler. »

Dans le bourg, de nombreux commerces ont fermé, et ceux ouverts par des Bourgniauds d'origine turque n'y ont pas échappé. « Une tentative d'épicerie turque a fait long feu il y a quelques années, mais il y a quand même deux kebabs qui marchent », rapporte Hamide Akyüz. En cinquante ans, Bourganeuf a perdu plus d'un tiers de ses habitants (3 637 en 1975, 2 364 en 2023), malgré l'immigration. « Les anciens primo-arrivants sont pour la plupart retournés au pays, poursuit Hamide Akyüz. Et puis, le travail du bois est très physique, les jeunes ont d'autres projets. »

La mécanisation a aussi réduit les possibilités d'emploi offertes par les forêts. « Dans les années 1990, 90 % des Turcs de Bourganeuf travaillaient dans le bois, aujourd'hui ce n'est plus que 10 % », estime Mehmet Sahin. « Ceux qui pouvaient travailler ici sont restés, il y a encore de jeunes entrepreneurs courageux », assure Sahin Sahin, qui voudrait perpétuer l'héritage que lui ont transmis son père et son grand-père. « Pendant quatre ans, ma grand-mère Ismahan a eu recours à la Croix-Rouge pour s'en sortir, dit-il, ému. Moi, je suis français, je dois tout à la France, mais on ne doit pas oublier d'où on vient. » Cela lui a donné une idée : pourquoi ne pas jumeler Bourganeuf et Edirne, la ville natale de Zizim ?

Prochain épisode A Loudéac, l'indispensable main-d'œuvre des salariés roumains

« J'ai passé une visite médicale, et on m'a donné un billet pour la France »

Kadir Akar, à Bourganeuf depuis 1973

HAYRES DES CIMES – 3/7 –

Après ou avant l'effort, le réconfort !

Mitonner un repas chaud et roboratif quand les vivres sont livrés mensuellement par hélicoptère relève parfois de la gageure

Par Catherine Rollot

Sentein (Ariège) - envoyée spéciale

A 1965 mètres d'altitude, une simple omelette garnie aux oignons et lardons devient un régal. «Elle est vraiment très bonne, la cuisson est parfaite, merci», glisse Guillaume Behaghel, 49 ans, en terminant son assiette. Ce gestionnaire de patrimoine venu de Haute-Savoie goûte les plaisirs des longues journées de marche en solitaire, du bivouac minimaliste, mais ne renonce pas pour autant au plaisir d'un plat chaud : «Dès que je peux manger autre chose qu'un casse-croûte, je saute sur l'occasion.»

Il est 14 heures au refuge de l'Etang d'Araing (Ariège), sur la commune de Sentein, au pied du pic de Crabère, qui culmine à 2630 mètres. Le déjeuner s'achève. Quelques randonneurs s'attardent face aux sommets, d'autres repartent sur le GR 10. Ce soir de juin, une quarantaine de marcheurs dîneront et dormiront dans ce bâtiment à ossature métallique rouge de la Fédération française des clubs alpins et de montagne (FFCAM), face à un plan d'eau.

En cuisine, sanglé dans son tablier, Anoura Barré est déjà passé au service suivant. Une marmite de garbure frémit doucement. Un porc aux pruneaux mijote. A côté, un gâteau au chocolat, parfumé avec de la menthe cueillie au pied du refuge, refroidit. «Tu peux décongeler cinq pains pour ce soir, puis t'occuper des préparations pour demain», lance le gardien à l'accent chantant à Céline Cros, son aide-gardienne, cheveux courts poivre et sel et petites lunettes rondes. Le duo jongle entre les casseroles,

la terrasse et la réserve. «Je ne suis pas le [chef multiprimé] Marc Veyrat des refuges, plaisante Anoura Barré, tout en éminçant des oignons. Mais j'essaie d'apporter un petit plus. Tout est fait maison et le menu change tous les jours.» Ce soir, une version «végé» de la garbure. De la tomme bio produite dans la vallée complétera le menu.

A près de 2000 mètres d'altitude, cuisiner frais, varié et généreux tient de la prouesse. Dans la vallée du Biros, à deux pas de la frontière espagnole, aucune route ne mène au refuge. Ici, tout arrive par hélicoptère. Chaque saison, près de 8 tonnes de marchandises, essentielle-ment de la nourriture et des bois-sons, sont acheminées, en plu-sieurs rotations, pour faire fonc-tionner le refuge de début juin à mi-octobre. «Les jours d'hé-li-portage, il faut beaucoup de bras, explique le gardien. Les copains viennent nous aider à décharger et à ranger le plus vite possible.»

Chaque espace est pensé pour optimiser le stockage. Les pommes de terre et les légumes racines sont entreposés sous le plancher de la cuisine, au frais, dans une réserve. Les pains et les viandes trouvent leur place dans des congélateurs. Les fromages et les jambons secs sont suspendus dans un garde-manger à l'arrière de la cuisine. Sous les combles, une minuscule pièce accueille les produits secs. «Ici, le moindre centimètre compte. C'est comme un jeu de Tetris», décrit le gardien.

Cette logistique, Anoura Barré, 44 ans, la maîtrise depuis vingt-cinq saisons. Né dans la val-lée, ce fils de baba cool (son père, ancien Parisien, s'est installé comme boulanger en Ariège dans les années 1980) a grandi



entre montagne et fourmil. Après un BEP et un bac professionnel de cuisine, à 19 ans, il fait une première saison comme aide-gardien à l'Etang d'Araing. Il n'en est jamais vraiment redescendu.

Lorsque le refuge ferme ses portes, à l'automne, il continue à cuisiner. Dans la vallée, avec sa compagne, Zoé Faggi-nelli, productrice de céréales an-ciennes biologiques qui fournit la farine du refuge, il prépare une partie de la saison suivante. Salai-sons, conserves végétariennes, confiture de tomates vertes, sirop de fleurs sauvages, plus de 400 kilos de préparations maison prendront ainsi les airs lors du premier hélicoptage. «C'est tout notre travail d'hiver et du prin-temps qui monte là-haut», ré-sume ce père de deux enfants.

«Je ne suis pas le Marc Veyrat des refuges, mais tout est fait maison et le menu change tous les jours»

Anoura Barré, cuisinier et gardien

L'enjeu est aussi gastrono-mique qu'économique : «Une nuit-ée rapporte très peu au gardien, à peine 1 euro [la recette revient à la FFCAM, le gardien exerçant comme indépendant] ; notre vé-ri-table gagne-pain, c'est la restaura-tion.» Au fil des années, Anoura Barré a vu évoluer les habitudes

alimentaires des marcheurs. «Il y a quinze ans, les demandes de plats végétariens étaient rares. Aujourd'hui, c'est tous les jours. Les "sans gluten" aussi.» Les len-tilles remplacent parfois la viande, les céréales prennent davantage de place dans les menus, avec la même exigence, «faire en sorte que tout le monde soit rassasié».

Le plus difficile reste de ré-pondre à la demande de fruits et légumes, car le refuge «n'est ap-provisionné qu'une fois par mois, et aucune culture n'est possible à cette altitude». Il complète ses me-nus avec ce que la montagne offre. Orties et chénopodes, une plante proche de l'épinard, deviendront veloutés. Myrtilles et menthe frai-che, dessert. Le poisson ne figure pas à la carte, trop fragile à trans-porter et à conserver.

Assis sur la terrasse, Jac-ques Mathet regarde les derniers rayons du soleil glisser sur les crê-tes. A 74 ans, le visage tanné par des heures de marche, cet ancien ingénieur dans le domaine de l'aménagement sillonne les Pyr-énées depuis plus de quarante ans. «Quand on était jeunes, dans les refuges, c'était saucisse-purée tous les jours, se rappelle-t-il. Ça s'est nettement amélioré. Il paraît même que certains gardiens se concertent pour ne pas servir le même repas sur le GR.»

A côté de lui, Richard Fau-gère, 75 ans – «et demi», précise-t-il avec malice –, ancien ingé-nieur également, arbore une polaire bleue assortie à ses Crocs. «A l'époque, on montait avec notre réchaud, notre popote et nos provi-sions, témoigne-t-il. On réchauf-fait une boîte de raviolis ou de cassoulet dans la salle hors-sac [où les randonneurs peuvent pique-niquer]. Aujourd'hui, cuisiner soi-même dans les refuges est plutôt mal vu. Les gens prennent la demi-pension avec la nuitée. On ne vient pas chercher de la grande gastro-nomie en montagne. On vient chercher des calories. Mais il ne faut pas non plus se moquer de nous. On reconnaît tout de suite un cuisinier qui a ouvert une boîte.»

Il est 19 heures. «A table!» En quelques minutes, la terrasse du refuge se transforme en une grande table. Les bols de garbure fumants circulent de main en main. Trois randonneuses venues de Bretagne décrivent leur régime alimentaire. Le midi, elles sont «autonomes», mais le soir, elles aiment «avoir une surprise dans l'assiette». Cela tombe bien, le gâ-teau au chocolat parfumé à la menthe fait l'unanimité.

Pour Anoura Barré et Cé-line Cros, la journée est loin d'être terminée. Il reste la plonge, les derniers encaissements, un peu de ménage, et déjà le dres-sage du petit déjeuner. Dans quelques heures, avant le lever du soleil, les premiers marcheurs quitteront le refuge. Vers 21 h 30, les lampes frontales s'éteignent une à une dans les dortoirs. De-hors, Simone et Ostia, les deux poules qui picorent en liberté toute la journée, ont déjà regagné leur poulailler. A l'aube, elles auront peut-être pondu les œufs de la prochaine omelette.

Prochain épisode Des laboratoires d'autonomie et de frugalité

LES DOULEURS DES VACANCES – 3/7 –

«Pour te soulager, mets du yaourt!» : le coup de soleil sur le dessus des pieds et les lobes d'oreille

Certaines zones du corps échappent à notre surveillance et au tartinage de crème solaire, alors que le risque de brûlure est tout aussi grand qu'ailleurs

Par Guillemette Faure



OLISLAEGE

FRANCOIS OLISLAEGE

Parmi les douleurs d'été les plus sous-documentées, il y a le coup de soleil sur le pied, celui qui dessine une délicate forme de string au porteur de tongs. En été, le corps est gouverné par une géographie étrange. Le nez, les épaules, le décolleté sont des territoires stratégiques. On les surveille, on les tartin de crème 50+ à un prix exorbitant.

Enfermés pendant neuf mois, les pieds échappent, eux, à la vigilance. «No shoes, no news», promettent les va-cances. Le coup de soleil qui leur tombe dessus est le symbole du mépris pour cette partie du corps un peu trop loin du cerveau qui exige des contorsions de fakir afin d'y tartiner de la crème solaire. «Le risque de coup de soleil est le même sur le dos des pieds que sur n'im-porte quel autre endroit du corps, nuance le professeur Claude Linassier, directeur du pôle prévention, organisation et parcours de soins à l'Institut national du cancer (INCa). On connaît les gestes de protection, mais on a beau mettre des vêtements couvrants, on oublie souvent les pieds – un endroit qui ne se protège pas bien si on porte des chaussures ouvertes. La crème solaire sur les parties non couvertes, c'est un bon réflexe, mais

elle ne protège pas à 100 % des risques UV, même à un indice élevé. La meilleure protection reste l'ombre.»

Mais le pied n'est pas seul dans sa solitude. Le lobe de l'oreille et le dos, dans lequel on n'a pas d'yeux, font partie de ces endroits que l'on surveille moins. Les oreilles sont d'autant plus à haut risque que leur traitement en cas de carcinome basocellulaire (cancer bénin de la peau) est compliqué, assure Juliette Urvoy, de l'INCa. «Le pavillon possède une peau très fine, peu de tissu sous-cutané, du cartilage immédiatement sous-jacent, favorisant une extension pro-fonde. En conséquence, les marges chir-urgicales sont plus difficiles à obtenir, les ré-cidives un peu plus fréquentes.» Couvrez-vous donc les oreilles en plus des pieds.

Car le soleil ne brûle plus seulement d'en haut. Avec les canicules, il attaque aussi par en dessous : avec un air à 40 °C, l'asphalte peut dépasser 66 °C, de quoi provoquer des brûlures du deuxième degré en moins de 35 se-condes, à en croire une étude de chirur-giens de la faculté de Las Vegas, en 2019.

Le coup de soleil du dessus du pied (ou de dessous, en cas de trottoir plancha) n'est bien sûr pas la seule microdouleur estivale. Ce serait oublier ampoules de sandales neuves, irritations des maillots mouillés aux élastiques trop serrés, piqûres de guêpes dont les victimes se sont fait engueuler («mais fallait pas bouger!»...), brûlures de méduses, échardes d'oursins, morsures d'aôutats et, plus grave, brûlures de barbecues.

L'été vend du lâcher-prise, mais impose une vigilance de secouriste. «J'ai toujours trouvé étonnant qu'il faille aller

voir l'eau pour savoir s'il y avait des méduses», note Jérémy Deverdu, un ingénieur qui a mis au point Meduseo, une carte collaborative documentant le risque de tentacules sur les plages.

Toutes ces avanies des vacances déclenchent des guerres de savoirs à l'heure de l'apéro. Il suffit que quelqu'un aille chercher de l'arnica, pour que ça dé-rape d'un «tu crois vraiment que ça sert à quelque chose?», «mets du vinaigre». «Une Carte bleue, il faut racler avec une Carte bleue.» On sait désormais que faire pipi sur une brûlure de méduse n'a jamais soulagé personne, à part peut-être l'auteur initial de cette recom-mandation. Il y a toujours celui qui sait ce qu'il faudrait utiliser – pince à tique, pansement en gel liquide pour les ampoules –, mais qui ne l'a pas avec lui, car d'été en été, plus personne ne sait où ça a été rangé et il faudra en rache-ter. Et quels que soient les diplômes de médecine, le seul qui bénéficiera d'un surcroît de crédibilité sur les questions médicales jusqu'à la fin du séjour sera celui qui sait retirer les échardes.

L'été est aussi un exceptionnel accélérateur de modes sanitaires. C'est dans les maisons de vacances que se propagent l'impératif de la graine de lin ou les bienfaits de l'argile verte. Entre Le Charme discret de l'intestin (de Giulia En-ders, Actes Sud, 2015), qui passe de tran-sat en transat, et les trucs germés bizar-res sur la table du petit déjeuner, quinze jours de cohabitation familialo-amicale pro-duisent plus de conseils santé qu'un fil Instagram bien-être. «Et pour tes coups de soleil sur les pieds, mets du yaourt!»

Prochain épisode La guerre des serviettes

EN SÉRIES

Entre souvenirs de famille et compte Instagram

« Reinhold Messner, l'ivresse des sommets » – 6/6 – L'alpiniste a retrouvé l'amour avec Diane et, depuis, ne cesse de scénariser sa vie de couple sur les réseaux sociaux. Il continue d'envoyer des messages à son frère, mort il y a cinquante-six ans

Reinhold Messner parle parfois de lui à la troisième personne dans ses livres, mais le 22 mai 2026, les 340 000 abonnés de reinholdmessner_official sur Instagram ont dû avoir un moment d'incompréhension en découvrant, sous un sévère portrait noir et blanc, qu'il prenait une voix de femme pour parler d'une « affaire personnelle » : « Depuis quelques jours, on parle de plus en plus de moi à propos des enfants de Reinhold, écrit-iel. Il est temps pour moi de tracer une limite. Je ne le fais pas seulement dans une perspective féministe, mais aussi comme une réaction humaine au cliché de la "jeune femme qui détruit les familles" ».

Reinhold Messner, 81 ans, poste des messages presque tous les jours sur Instagram, mais ce n'est pas lui qui écrit, c'est sa troisième femme, Diane Schumacher, 45 ans. « Je parle devant elle, et elle s'occupe de tout, nous explique-t-il. Je ne sais même pas me servir de mon téléphone, je suis trop vieux pour ces choses-là. »

Ce jour de printemps, donc, Diane rompt avec la positivité coutumière du compte qu'elle gère. Sur la photo suivante, elle est au premier plan tout sourire ; de son mari, on ne voit plus que les bras qui l'enlacent : « Le fait qu'il ait trouvé un nouveau bonheur dans la vie après la séparation (qui n'était pas de son fait) peut ne pas plaire à tout le monde. Mais dire que c'est à cause de moi qu'il a rompu avec sa famille, ses amis et ses compagnons est inacceptable. Il est important pour moi d'encourager les femmes à ne pas tolérer les attaques dirigées contre elles. Que cela plaise ou non, le lien entre Reinhold et moi se renforce chaque jour, à chaque rafale de vents contraires. »

Bienvenue dans la vie de couple très peu privée de Reinhold Messner. Les rafales dont parle Diane font référence au titre du dernier livre de son mari, *Par vents contraires* (Glénat, 2025), un objet surprenant où l'alpiniste ouvre le dossier des « attaques » qu'il subit depuis des lustres, et semble tenir pour acquis que ses lecteurs, quoi qu'il soit révélé, partageront ses colères.

On le voit tomber des nues lorsque sa deuxième femme demande le divorce, à la fin de 2017 : « C'était quelques jours avant Noël, à Merano [Italie]. Assis dans la cuisine de l'appartement familial, que j'avais offert à mon épouse des décennies auparavant, je prenais mon café du matin quand ma femme est entrée et m'a prié de quitter le domicile conjugal. Cela sonnait comme une expulsion. » Reinhold Messner a partagé pendant trente ans la vie de Sabine Stehle, avec qui il a eu trois enfants : Magdalena est née en 1988, Simon deux ans plus tard et Anna, en 2002. Tous les liens sont aujourd'hui rompus avec ses enfants.

L'homme public, roc d'assurance et souvent d'arrogance, confie sincèrement à ses lecteurs son désarroi : « A près de 75 ans, je me trouvais à nouveau face au néant : chassé de ma famille, j'avais réalisé presque tous mes rêves et n'avais plus que la vieillesse devant moi. (...) Je restai célibataire pendant un an, tantôt pèlerin, tantôt ermite tapi dans les combles du château de Juval. » L'alpiniste aux six musées vit dans un « cagibi » où il ne monte qu'au risque de se rompre les os.

« LETTRES D'AVOCAT »

Messner ne va pas jusqu'à raconter ses crises d'angoisse comme quarante ans plus tôt, après le départ d'Uschi, sa première femme, mais il se montre K.-O. debout : « Il m'a semblé assister à la lecture d'un jugement que je ne voulais ni entendre ni comprendre. (...) J'ai été frappé d'une sorte de paralysie des sentiments. » Et il revient une fois de plus à sa première expédition dramatique, en 1970, où il perd son frère Günther : « Depuis la tragédie au Nanga Parbat, j'avais coutume de me tenir prêt à vivre comme à mourir. Sans regret. Mes quelques expériences de mort imminente m'avaient appris à ne pas regarder en arrière, mais à accepter la seule option qui vaille : l'ici et le maintenant. Le divorce a donc été prononcé. »

Le vertige est d'autant plus grand que ses enfants, à qui il a déjà transmis son héritage, sont aussi ses associés en affaires : Magdalena, l'aînée, est directrice générale des six Messner Mountain Museums ; Simon, lui-même alpiniste, est réalisateur de films documentaires qu'il produit avec son père, et il gère les deux fermes qu'il lui a léguées ; Anna, la plus jeune, hérite du château de Juval, le berceau familial.

Au téléphone, Magdalena comme Simon s'interrompent plus d'une fois au milieu d'une phrase : « Je ne peux pas en dire plus, je n'en peux plus de recevoir des lettres d'avocat. » On aimerait ne pas se plonger dans la vie privée de l'alpiniste célèbre, qui se voyait

vieillir en ermite dans sa cabane d'alpage face à ses Dolomites, mais il y a ce dernier livre, où il raconte comment lui et Diane sont tombés amoureux. Et surtout Instagram, où il s'affiche presque tous les jours, et souvent avec sa nouvelle femme.

Les selfies du couple amoureux reviennent comme un battement de cœur sur leur profil. On voit Reinhold et Diane en voyage, essayant des chapeaux fourrés au Tibet ou sous un pommier au Pakistan, se baignant tout habillés dans un spa. Reinhold est un amoureux proluxe : « Marcher avec elle suffit à me combler. » « Tu me regardes et le monde disparaît : je me souviendrai toujours de nous comme ça. » « Ce visage [le sien] porte l'empreinte du temps : c'est une face nord mais Diane lui apporte la lumière. » Reinhold est allongé dans un parc sous un soleil printanier, une main caresse doucement sa barbe presque blanche ; Reinhold en minishort ramasse des myrtilles ; en gilet de sauvetage avec Diane



Avec deux de ses enfants, Magdalena et Simon, dans les Dolomites (Italie), en 1994. PETER BISCHOFF/GETTY IMAGES

REINHOLD
MESSNER
SUR INSTAGRAM,
C'EST UN GRAND
ÉCART PERMANENT
DANS LE TEMPS

mineuses archives de sa carrière (1970-1986). L'athlète en jogging sur une route enneigée : « Je n'ai jamais eu de programme d'entraînement, j'étais mon propre coach. » Nanga Parbat, 1978 : « S'exposer, seul, est la clé de la conscience de soi. » Everest, 1980 : « La technologie progresse de plus en plus vite. Je ne juge pas, j'observe. Ce fut un privilège pour moi d'être sur le plus haut point du monde par mes propres forces, sans oxygène – seul. »

Les tenues ont un doux parfum eighties. Petit short rouge, écharpe à motifs pourpres filmés par Werner Herzog au pied des Gasherbrum, knickers moulants bleus, velours côtelé jaune, emblématique bandeau écossais, ensemble salopette Fila vert et bleu assorti au pull. Dans la cuisine de sa mère, Reinhold porte un veston indien et elle, un tablier fleuri : « Elle croyait en moi, pas pour ce que je suis devenu, pas pour ce que j'ai fait. Ce genre d'amour est irremplaçable. »

Günther, le frère mort il y a cinquante-six ans, revient encore et encore sur reinholdmessner_official. Le 18 mai : « Bon anniversaire, mon frère. Je pense à toi chaque jour. » Une autre fois : « Les peines les plus profondes viennent parfois de ceux qui nous sont les plus proches... La tragédie du Nanga Parbat fait partie de moi à jamais. » Une autre photo montre Reinhold assis sur la moraine du glacier du Diamir, une chaussure cabossée et les os blanchis d'une colonne vertébrale posés à côté de lui : « Je réalise seulement maintenant combien était intense ce moment où la chaussure de Günther a été retrouvée au Pakistan, en 2005. »

« PÉRIODE YÉTI »

Les leçons de vie de Messner sur smartphone rappellent celles de son livre *Maître des cimes* (Arthaud, 1994), hybridant récit d'alpinisme et manuel de développement personnel. « Je suis jeune de quatre-vingts ans. Plus on se connaît, plus on attire le positif dans sa vie et le succès. » Sur un col au Tibet : « Les limitations des choses et les limitations de nos vies sont la motivation d'une vie pleine de sens. » Le 1^{er} avril : « Je pars une dernière fois pour l'Everest. Avec du xénon [un gaz dont l'inhalation stimule la production de globules rouges, pour compenser le manque d'oxygène en altitude] et une grosse équipe de sherpas en soutien. » Le lendemain : poisson d'avril.

Régulièrement, l'annonce des conférences itinérantes de son « expédition finale autour du monde » apparaît sur le fil Instagram. Le modèle économique de Messner tourne toujours. Lorsqu'on a rappelé à Diane Schumacher la promesse de son mari de prévoir une deuxième journée d'entretien ce printemps, elle a envoyé par e-mail, en forme de refus, une mise au point explicite : « Reinhold accorde des interviews parce qu'il apprécie sincèrement de partager son expérience – non parce qu'il en a besoin ou pour des raisons financières. Ces apparitions ne sont pas rémunérées, ce qui rend sa volonté de s'y engager encore plus appréciable. »

Uschi Demeter, lorsqu'on la joint au téléphone, veut commencer par expliquer pourquoi elle a quitté Reinhold Messner en 1977, après cinq ans de mariage. « J'avais aidé Reinhold à financer ses expéditions grâce à mon réseau de relations, raconte-t-elle. Je le suivais dans ses camps de base, je cuisinais pour les garçons, je leur coupais les cheveux... C'étaient de bons moments, mais cela me prenait 100 % de mon temps. J'avais l'impression de ne plus être Uschi, de ne plus exister que pour combler ses attentes. » Elle n'a pas lu dans *Nanga Parbat en solitaire* (Arthaud, 1979) le récit des crises d'angoisse que son départ a déclenchées chez Reinhold : à l'époque, elle a besoin d'échapper à son emprise.

Divorcée, Uschi prend le large, abandonne le nom de Messner, reprend ses activités de commissaire d'exposition. Finalement, son ex-mari devient un ami. Uschi aide Reinhold à monter ses musées et redevient sa confidente. C'est vers elle qu'il se tourne pour parler de son désarroi après sa dernière séparation.



Reinhold Messner et sa troisième épouse, Diane, à Bad Hofgastein (Autriche), le 28 mai. JULIA BEVERLY/GETTY IMAGES

Uschi raconte d'une voix lasse qu'elle a vu Reinhold pour la dernière fois le 28 mai 2021, lorsqu'elle est invitée à son mariage (elle a dansé avec le père de la mariée). Ensuite les coups de fil s'espacent. C'est Diane, la nouvelle épouse, qui répond au téléphone. Puis le compte Instagram est apparu. « J'avais connu Reinhold réservé. Il n'était pas question de s'embrasser en public. Pour le site de ses musées, il avait écrit un texte expliquant pourquoi il ne voulait pas apparaître sur les réseaux sociaux. » Uschi se désole de l'image de petit vieux « voué » qu'il donne sur Instagram, lui qui s'est toujours tenu très droit et faisait « ce que les gens normaux n'osent pas faire » : « C'est catastrophique pour sa réputation. »

Les amis de Reinhold qu'Uschi croise à Munich (Allemagne) lui demandent des nouvelles parce qu'ils n'en ont plus aucune. Elle répond qu'elle ne le comprend plus, qu'elle ne le voit plus, « zéro ». Ils lui répondent : « Ah... même toi ? Bienvenue au club ! » Uschi n'en veut pas à Diane, mais à son ex-mari : « Il est adulte, il devrait être assez fort pour dire ce qu'il veut. » Elle est triste pour les enfants. « Il était très fier de sa fille Magdalena quand elle a pris la tête des musées. Elle s'en sortait à merveille, ça marchait bien entre eux et tout ça est perdu... »

Messner et son épouse, Diane, accuseraient les enfants de vouloir le dépouiller : « C'est tout simplement kitsch, et complètement faux. Les enfants sont traumatisés, tous les trois. » Instagram ? « Ce que vous lisez tous les jours, ce sont ses mots à elle, l'image qu'elle veut montrer de leur couple heureux. Diane est une influenceuse. » Elle conclut : « C'est moi qui lui avais soufflé de présenter son projet de musées comme son "quinzième 8 000 [mètres]". Le seizième 8 000 de Reinhold, c'est l'autodestruction. Une tragédie. »

Simon et Magdalena Messner, âgés de 36 et 38 ans, ne souhaitent pas s'exprimer sur le conflit rendu public par la troisième femme de leur père. En 2019, quand les ponts ne sont pas encore complètement coupés, ils se confient dans un entretien au site d'un établissement thermal de la région, Naturns. L'un comme l'autre gardent de leur enfance à Juval le souvenir d'un grand sentiment de liberté, des journées entières au grand air, des œuvres d'art un peu partout et des recoins sombres qui effrayaient Magdalena : « Il y avait beaucoup d'histoires de fantômes au château ! »

La notoriété de leur père et ses opinions cli-vantes n'en font pas des enfants à part. Mag-

dalena reconnaît juste que « la période yéti a été un peu plus difficile » : le livre où Messner affirme, en 1998, avoir vu de ses yeux l'ours derrière l'abominable homme des neiges lui vaut des railleries à l'école. « En tant qu'enfant, on vous tient responsable de ce que votre père dit ou fait, même si on n'est pas d'accord avec lui », note Simon. Ils racontent l'un comme l'autre qu'ils ont aimé l'anonymat de l'université. « Si la question du métier de nos parents venait sur le tapis, il fallait vite décider si on allait révéler notre identité, dit Magdalena. Je m'en tirais en disant que mon père était écrivain. » « Et moi je racontais qu'il était fermier ! », ajoute Simon.

Enfant, Simon n'est pas attiré par l'alpinisme. Un fort vertige le tient éloigné des verticales, mais à l'adolescence, il surmonte cette fragilité et se met à l'escalade, qui finit par prendre une place centrale dans sa vie. Simon Messner est devenu alpiniste et a appris à vivre avec son patronyme encombrant. « Quand les gens découvrent mon nom, cela provoque parfois d'étranges réactions, dit-il après sa première expédition en Patagonie. Je m'appelle Simon. Le fait d'avoir Messner pour nom de famille ne fait de moi ni un meilleur grimpeur ni quelqu'un d'exceptionnel. » C'est un modeste – « un candide », dit Uschi avec tendresse.

« LOIN DE LA HYPE »

Sur les sites spécialisés, Simon constate qu'il sera toujours considéré comme le « fils de » mais qu'il s'y est fait. « Je ne suis absolument pas un alpiniste d'élite, pour ça il faut se donner à fond et s'entraîner trente ou quarante heures par semaine. Ce n'est pas pour moi. Je suis grimpeur par passion – ni plus ni moins. » Et il ajoute : « Je sais que j'aurais dû me mettre aux échecs. La vie aurait été plus facile ! » Il grimpe sans se préoccuper de savoir si cela intéressera qui que ce soit : « Je sais très exactement ce que produit l'exposition au public, et je n'aime pas nécessairement ça. Parfois, il le faut, en particulier quand on travaille sur des films. Mais en dehors de ça, j'apprécie d'avoir une vie tranquille, loin de la hype. »

Simon refuse par e-mail de s'exprimer sur le conflit familial. Cependant, quand on lui écrit que c'est sur sa passion et sa vie d'alpiniste qu'on veut l'entendre, c'est lui qui appelle de son propre chef. Il parle des histoires que son père lui racontait enfant, des Dolomites aux montagnes géantes. « C'est sans doute l'origine de mon alpinisme, ces récits. » Il raconte avec un plaisir communicatif ses huit ou neuf expéditions au Pakistan, un

LES LEÇONS DE VIE DE MESSNER SUR SMARTPHONE RAPPELLENT CELLES DE SON LIVRE « MAÎTRE DES CIMES »

pays qu'il adore depuis son premier voyage dans l'enfance. Ces montagnes sauvages, très dures d'accès, ces faces de granit splendides l'attirent comme elles attirent une nouvelle génération écoeuvée par le barnum des « 8 000 ». « Comme beaucoup de jeunes alpinistes, je pense qu'il n'y a plus rien à trouver sur les plus hauts sommets, où tout a été fait. Mais bien sûr, il y a encore beaucoup de choses intéressantes à essayer, ailleurs. » Il a un accord avec sa femme : « Un an sur deux, je suis libre de partir en expédition et toutes les dernières fois, c'était au Pakistan ! »

Très vite, les souvenirs de Simon mènent à une vallée au sud-ouest du Nanga Parbat. En juin 2019, il part au Pakistan avec son père dans le but de réaliser un documentaire, dont Reinhold sera le témoin numéro un. Messner a choisi l'objectif, le Toshe III, un sommet vierge de 6 272 mètres. « C'est une belle histoire, raconte Simon. Mon père me racontait qu'en juin 1970, Günther et lui s'étaient promis de revenir gravir ce sommet qu'ils voyaient à l'horizon. Et quelques jours plus tard, Günther est mort. » A 75 ans, Reinhold Messner veut tenir avec son fils cette promesse d'un demi-siècle. « L'objectif initial était de grimper ensemble, explique Simon. Même s'il ne faisait plus d'alpinisme depuis des années, mon père avait encore une très bonne endurance. Le physique, ce n'était plus ça, mais mentalement il était encore très fort. »

Le Toshe III est très exposé aux intempéries, il neige tous les jours et les conditions sont très avalancheuses. « Quand Reinhold et mes deux compagnons de l'équipe de tour-nage ont renoncé à grimper, j'ai décidé de tenter seul, poursuit Simon. En solitaire, on est plus rapide. C'était osé, dangereux. Aujourd'hui, je ne le referais plus. » Le 29 juin, la météo annonce un temps médiocre pour l'après-midi. Simon quitte le camp de base à

l'aube et attaque seul les 1 600 mètres d'as-cension. « C'était épuisant, je m'enfonçais dans la neige jusqu'à la taille. Je savais qu'il fal-lait être rapide pour être redescendu avant les chutes de neige de l'après-midi. »

A 9 h 30, il se photographie au sommet du Toshe III. La silhouette du Nanga Parbat trône à l'est, bien haut sur l'horizon. « C'était extraor-dinaire, je voyais tout le haut de la paroi du Ru-pal. » Simon se souvient de la joie des monta-gnards de la vallée de Buner quand ils ont ap-pris que leur montagne avait été gravie pour la première fois. « Sur le chemin du retour, on m'a offert des colliers de fleurs dans tous les villages. J'en ai été très heureux. »

ÉMOTION AU PIED DU TOSHE III

Plus douloureux est le souvenir du retour au camp de base. En descendant du Toshe III, ce 29 juin, jour anniversaire de la disparition de Günther, Simon retrouve son père très ému. « De tout ce que j'ai partagé avec mon père, ce moment du retour a été l'expérience la plus émotionnelle. Il pleurait. Sur le moment, j'ai eu du mal à comprendre, c'était juste une ascen-sion... » Simon dit qu'il connaît bien son père, même s'il est d'approche difficile. « Je pouvais voir qu'il souffrait d'être là. Je sais qu'il porte un lourd fardeau dans son sac à dos. »

Nous rappelons à Simon les sanglots de Reinhold face à la caméra de Werner Herzog dans le film qu'il a tourné au pied du Gasher-brum, les mêmes larmes lorsqu'il revient avec Uschi au pied du Nanga Parbat, là où est mort son frère Günther. « Bien sûr, c'est quel-que chose qui l'a travaillé en profondeur toute sa vie, confie Simon. Il a du mal à en parler, en tout cas avec moi. Mais tout le monde peut voir que c'est son drame. J'observe qu'il choisit de le raconter, encore et encore. C'est sans doute sa façon de le surmonter. »

Simon pense que le plus difficile pour Reinhold a été le retour en Europe et le conflit avec son propre père, en juillet 1970, lorsqu'il a dû expliquer qu'il avait survécu et que son frère était mort : « Je ne sais pas comment s'est déroulée cette confrontation, mais je crois que c'est quelque chose dont personne ne peut sor-tir indemne. Peut-être... Mais je ne peux pas vous en dire plus. » Sur les scènes d'Europe, dans ses conférences, encore et encore, Reinhold Messner raconte la disparition de son petit frère il y a cinquante-six ans. Comme s'il s'était juré de ne jamais l'abandonner. ■

CHARLIE BUFFET

FIN



STEFANIA INFANTE

Infidélité, récits du jour où tout a basculé

Ça trompe énormément – 6/6 – Découvrir que son ou sa partenaire mène une double vie est vécu comme un choc physique et un traumatisme psychologique

Littéralement, j’ai vu rouge. Un voile rouge. Comme si je regardais le monde à travers des lunettes aux verres rouges. » C’est le souvenir le plus net que Julien (les personnes désignées par leur seul prénom ont requis l’anonymat), 47 ans, garde de ce jour de mai 2014. A l’époque, il vit à Grenoble avec la mère de ses deux enfants. Leur couple n’a rien de «*torride ni fusionnel*», dit-il, mais repose sur des valeurs communes et un goût partagé pour les sports de pleine nature. Ils viennent de signer une offre d’achat pour une maison. Un après-midi, au réveil d’une sieste, il saisit le téléphone de sa compagne, posé près de lui. Il ouvre la messagerie. Ce qu’il pressentait prend soudain forme : des messages trahissent des «*instants volés*» avec un collègue qu’il a déjà croisé. «*Je lis un désir dont je n’ai jamais bénéficié*», confie Julien. Peu à peu, la colère cède place à une obsession : comprendre.

Beaucoup décrivent la découverte de l’infidélité comme un véritable traumatisme : un «*glissement de terrain*», un «*séisme*», un «*tsunami émotionnel*». En quelques instants, la confiance se défait et les repères s’effondrent. Et toujours, le corps encaisse d’abord. Des témoins évoquent le «*sentiment d’avoir les membres arrachés*», «*une tête dans un étau*», «*une chute libre*». L’une décrit des «*douleurs à l’abdomen, provoquant des vomissements*», une autre dit avoir «*fini aux urgences après une crise de tétanie*». Plusieurs parlent de «*couteaux dans le cœur*». «*J’ai découvert qu’un cœur pouvait vraiment se briser*». Pour décrire cette déflagration intime, certains psychologues utilisent le terme de «*trauma de trahison*», forgé dans les années 1990 par la psychologue américaine Jennifer Freyd pour désigner les blessures causées par quelqu’un en qui l’on avait confiance.

Aurore, 55 ans, croyait connaître jusqu’au bout des ongles celui qui l’appelait depuis près de vingt ans sa «*moitié d’orange*» et avec qui elle avait eu deux filles. En 2007, quelque chose se fissure : une angoisse l’envahit en sa présence. Lui l’encourage même à consulter un psychologue. «*La trahison est double*», dira-t-elle plus tard. Un jour, sa fille de 8 ans lui tend une enveloppe qu’une femme vient de déposer. A l’intérieur : des photos d’un hôtel de luxe, une lettre écrite par son compagnon, ainsi que les paroles d’une chanson qu’ils avaient l’habitude de chanter à tue-tête avec

les enfants dans la voiture. Aurore croit d’abord à une de ces surprises dont son conjoint est coutumier. Puis elle comprend qu’il s’agit des preuves d’une liaison qui dure depuis un an. La vengeance d’une maîtresse. Elle reste pétrifiée à son bureau, le regard fixé sur le mur, les mains sur les documents. Plus tard, après avoir confronté son compagnon – il commence par nier –, elle remonte le fil de ses mensonges, le harcèle de questions, traque les incohérences. Elle ne mange plus, ne dort plus. «*Je découvre qu’il nous a offert le même bijou, qu’il m’a fait vendre mon piano pour lui offrir des nuits d’hôtel*», soupire-t-elle. «*Il lui a parlé de moi, je ne le supporte pas. J’ai l’impression que mon intimité a été violée et je finis par perdre toute estime pour lui*». La séparation aura lieu deux ans plus tard.

Humiliation sur écran géant

Certaines infidélités éclatent sous les yeux de millions de personnes. En juillet 2025, lors d’un concert de Coldplay, Andy Byron, patron d’une entreprise technologique américaine, et Kristin Cabot, sa directrice des ressources humaines, apparaissent enlacés sur l’écran géant du stade. En se voyant diffusés sur la «*kiss cam*», ils s’éloignent brusquement l’un de l’autre. La scène devient virale. Quelques jours plus tard, l’épouse d’Andy Byron publie un message sur Facebook : «*C’est le moment le plus difficile de ma vie (...). Cela m’a causé une humiliation et une douleur indescriptibles*», avant d’annoncer qu’elle quitte cet «*homme répugnant*». Même brutalité médiatique pour l’ex-compagne du biathlète norvégien Sturla Holm Lægreid. Après avoir remporté une médaille de bronze aux Jeux olympiques

d’hiver de 2026, le sportif révèle avoir trompé sa compagne quelques mois plus tôt et lui avoir avoué quelques jours avant les Jeux, évoquant «*la pire semaine de [s]a vie*». Elle répondra publiquement qu’il lui était «*difficile de pardonner*» cette déclaration d’amour exposée devant le monde entier. En France, en 2020, Benjamin Griveaux retire sa candidature à la Mairie de Paris après la diffusion, par l’artiste russe Piotr Pavlenski, de vidéos intimes envoyées à Alexandra de Taddeo, avec qui il entretenait une relation. Un an plus tard, sur le plateau de «*C à vous*», son épouse, l’avocate Julia Minkowski, décrit une gestion «*banale*» de la crise : «*On me dit que c’est un déshonneur public, une humiliation publique, mais je m’en fiche, ce n’est pas le sujet. (...) Aujourd’hui, nous allons bien*».

Pendant longtemps, l’infidélité des hommes puissants a été passée sous silence par leurs épouses. En 1899, Berthe Faure, épouse du président Félix Faure, est appelée au chevet de son mari, foudroyé à l’Elysée en galante compagnie. Elle recueille le mourant, sauve les apparences et répète aux condoléances : «*C’était un si bon mari*». Un siècle plus tard, cette humiliation – aujourd’hui décrite comme l’une des émotions les plus destructrices par les psychologues – devient matière à récits. En 2003, Hillary Clinton revient sur l’affaire Monica Lewinsky dans son autobiographie *Mon histoire* (Fayard). En 2010, Elizabeth Edwards, épouse du sénateur démocrate américain John Edwards, raconte dans *Resilience* («*résilience*», Crown, non traduit) la liaison de son mari alors qu’elle lutte contre un cancer. En France, après la révélation de la liaison entre François Hollande et Julie Gayet, Valérie Trierweiler riposte, en 2014, avec *Merci pour ce moment* (Les Arènes). Puis, en 2021, Huma Abedin revient dans *Both/And* («*les deux/et*», Simon & Schuster, non traduit) sur les scandales sexuels de son mari, l’ancien élu démocrate américain Anthony Weiner.

Les hommes, eux, en parlent moins. Sans doute parce que, dans l’imaginaire occidental, de Molière à Shakespeare, le «*cocu*» est moins un homme blessé qu’un homme risible. Rare exception : à la cour de Louis XIV, Louis Henri de Pardaillan de Gondrin, mari de M^{me} de Montespan, devenue favorite du roi, fait décorer ses carrosses de bois de cerf – symbole du cocuage – et multiplie les éclats publics. Les hommes trompés parlent surtout d’une atteinte intime à leur virilité. «*Je*

suis physiquement tombé à genoux», se souvient Laurent, 44 ans. En 2014, après quinze ans de relation et deux enfants, il découvre les aventures de sa femme sur la tablette familiale. «*Je me suis dit que je n’étais peut-être pas assez beau, assez costaud, assez bien membré*». Pendant des mois, les images reviennent sans cesse, y compris pendant les rapports sexuels. «*Ma demande sexuelle est devenue très importante, comme pour marquer mon territoire*». Thérapie de couple, EMDR (Eye Movement Desensitization and Reprocessing, «*désensibilisation et reprogrammation par mouvement des yeux*»), hypnose : il tente tout. Séparé depuis quatre ans, il dit ne jamais vraiment s’en être remis et peine à envisager une relation sérieuse. «*Je ne joue pas, je ne picole pas. J’essayais d’être à l’écoute, de répondre à ses besoins. J’ai même retapé la maison de ses parents...*» Puis sa voix se brise : «*Tout ça remis en cause pour des coups d’un soir. Qu’est-ce que j’ai fait de mal ?*»

« Marquer mon territoire »

Après la découverte, beaucoup restent sidérés par l’assurance avec laquelle leur partenaire mentait. Certaines phrases reviennent comme des gifles. «*Ah, Johnny Hallyday, ridicule... Plus il vieillit, plus ses copines sont jeunes*», répétait souvent le mari de Mathilde, 65 ans. Des années plus tard, elle découvre qu’il entretient depuis huit ans une relation avec une femme beaucoup plus jeune que lui. En lisant leurs échanges par e-mail, elle pousse «*un cri de bête*». Puis vient une immense fatigue. Comment continuer à vivre ensemble ? Au cours d’une thérapie de couple, ils dressent la liste de ce qui les relie encore. Peu à peu, Mathilde réorganise son existence autour de nouveaux refuges. Elle se remet au piano, joue fort. «*Le piano, c’est mon punching-ball*». Elle sort davantage sans son mari, se ménage des espaces à elle. «*Là, je vous parle depuis Rouen. Mon mari croit que je suis à Paris*, dit-elle en souriant. *C’est complètement puéril, mais ça me fait du bien. S’il s’en rendait compte, il imaginerait quelque chose de terrible... alors qu’en fait, non*». Mathilde estime que son mari «*n’a pas eu conscience du niveau de douleur*» enduré. «*A l’hôpital, sur une échelle de 1 à 10, j’aurais dit 9,5*». Elle parle d’«*un avant et un après*». Beaucoup décrivent un besoin irrépressible de comprendre, quitte à obtenir des réponses qu’ils redoutent. D’autres veulent voir l’amant ou la maîtresse, entendre sa voix, mettre un visage sur ce qui les hante. «*Je me souviens m’être dit qu’elle avait une voix cruche*», raconte l’une des femmes interrogées. Plusieurs disent avoir été mis sous anxiolytiques ou antidépresseurs. Mais, le plus souvent, ces questions n’aboutissent qu’à des fragments de vérité, rarement à une réponse capable d’apaiser. Certaines arrivent même trop tard.

Après la mort de son mari, Elisabeth, alors âgée de 52 ans, découvre sur son bureau un carnet commencé au début de sa maladie. A l’intérieur, un papier cartonné glissé entre deux pages : la maîtresse, avec qui son mari entretenait une relation depuis dix-sept ans, y répartit les rôles. A Elisabeth, «*famille*» et «*sexualité*» ; à elle, «*sexe*» et «*musique*». «*J’étais tétanisée. Je tremblais comme une feuille*», formule-t-elle, reconnaissant volontiers que son couple «*n’était pas simple*». Elisabeth pense d’abord jeter le carnet. Puis elle le range dans une boîte à chaussures, en bas de la bibliothèque de son mari. Pendant deux ans, elle n’en parle à personne et continue d’assister aux hommages professionnels rendus à cet homme que ses fils ont placé sur un piédestal, lui reprochant à elle les tensions du couple. Elle finit par leur révéler l’existence du carnet et leur propose de le lire. Depuis, elle refait le film de leurs dernières années. «*Quand je regarde les photos, je me demande : est-ce qu’il pensait à une autre ? Est-ce qu’il était heureux avec nous ?*» Cette année, elle a planté un olivier sur sa tombe. «*L’arbre de la sérénité*, dit-elle doucement. *Ça va mieux*». Puis elle ajoute : «*Je n’ai toujours pas de réponse. Moi qui croyais à la vie après la mort, c’est terminé. Je lui parle parfois. Je lui dis : “C’est quand même dégueulasse ce que tu as fait.”*» ■

MAROUSSIA DUBREUIL

FIN

DES TÉMOINS
ÉVOQUENT LE
« SENTIMENT D’AVOIR
LES MEMBRES
ARRACHÉS »,
« UNE TÊTE
DANS UN ÉTAU »

ESPRIT DE MARMANDE



Un bémol
aux tropiques

R emettons les pendules à l'heure ! » Aujourd'hui, nous allons « plancher » sur les livres qu'on n'a pas lus. Façon de « jouer dans la cour des grands » tout en évitant de « se faire remonter les bretelles ». (...) A propos de ces expressions surchauffées, celle qui donne actuellement le plus de jouir, c'est « mettre un bémol à... »

L'ivresse de son usage semble inversement proportionnelle à son exactitude. Ce qu'a de bon le stéréotype, c'est sa justesse (« remettre les pendules à l'heure »). Ce qu'il a d'épuisant : son usure, son étourderie lourde. Le bémol, que l'on met à toutes les sauces, a de quoi surprendre. Le bémol est « un signe d'altération qui abaisse la note qu'il précède d'un demi-ton » (Jacques Siron, *Dictionnaire des mots de la musique*, Outre Mesure). En rien, il n'abaisse le volume de la note. « *Doucement les basses* », ça ne signifie pas, « *hé ! les mecs, mettez un bémol* ». Encore que les basses en question n'aient jamais réellement distingué un *la* d'un *la* bémol. C'est leur force. Les basses de l'orchestre plantent au-dessus de toute convention.

Pour en revenir à ces livres qu'on n'a pas lus et comment en parler, ceci. La scène se passe à l'université Lyon-II une après-midi étouffante de juin 1976. L'interroge un gaillard éminemment sympathique, mais pas vraiment, comment dire, pas immédiatement nobélisable. Le livre au programme de cet oral (*Tristes tropiques*, de Claude Lévi-Strauss) trône entre nous comme un reproche. Mon cher étudiant ne l'a pas lu.

En matière de pédagogie, on ne peut pas dire que les professeurs apprennent grand-chose – si, une : ils apprennent à détecter, comme un pourceau la truffe, les livres que l'étudiant n'a pas lus. Ça n'a rien d'un savoir heureux ; ça peut gêner à la longue, mais c'est ainsi. Et l'après-midi s'enfonce comme un vieux rafiote éméché dans la touffeur de la canicule. Au bout d'un trop long moment de détresse ensemble, je décide d'en sortir, sortir de ce mensonge, de ce suicide à deux, tirer ce garçon d'affaire, me sauver moi-même, sauver le cosmos au passage : « *Pardonnez-moi de vous poser cette question, je ne suis pas flic, mais, de vous à moi, ce livre ? L'avez-vous lu ?* »

Avec un regard aussi clair que perdu, noyé encore dans le lait de l'adolescence, il cherchait trop à me faire plaisir ; au bout d'un long silence désarmé où je voyais ma question rebondir sur ses synapses telle une bille dans un flipper : «... l'avez-vous lu, vez-vous lu, vous lu ? »

D'un seul coup : « *Heu, pas personnellement*. » Il fut illico reçu (et non pas « derechef », qui n'a pas du tout ce sens).

Outre sa gentillesse et la vacillante vérité de sa réponse, il venait de m'offrir sur un plateau une historiette que j'ai racontée un bon millier de fois, sur tous les continents, avec toujours le même succès. (...) Beau destin : elle ne m'appartient plus, si vous la racontez, dites qu'elle vous est arrivée, l'effet sera plus fort, elle est à vous si vous voulez. Comme une chanson. ■

FRANCIS MARMANDE

Article publié le 25 janvier 2007.
Journaliste de jazz et de taoumachie, Francis Marmande (1945-2025) a écrit pour « Le Monde » de 1977 jusqu'à sa disparition, à l'âge de 80 ans

Les éternels atours de la brasserie La Cigale

Plus qu'un restaurant – 6/6 – Cet emblématique établissement nantais au décorum étourdissant a résolument traversé les époques depuis sa création, en 1895

NANTES - envoyé spécial

Posé sur la place Graslin, dans le cœur de Nantes, La Cigale est une boîte à bijoux démesurée, où chaque centimètre carré vise à briller et à épater. Cette brasserie, créée en 1895, s'apparente à une très vieille dame qui aurait miraculeusement conservé sa gouaille et son élégance. La lumière qui filtre des vitraux fait étinceler les faïences Art nouveau, les dorures et les nappes immaculées. Du sol au plafond, c'est un déluge de fresques rieuses, de sculptures lascives, de tapisseries qui se reflètent dans une myriade de miroirs biseautés. Sur les céramiques, la mascotte surgit sous une pluie de feuilles d'or : une cigale en tutu blanc, mandoline dans le dos, prête pour la bamboche.

Le décorum est si étourdissant que l'on ne remarque pas tout de suite les fourmis besogneuses qui permettent à La Cigale de faire la fête trois cent soixante-cinq jours par an. Elles sont nombreuses à s'affairer. L'hôtesse d'accueil, indispensable dans cette machine tournant à 400 repas chaque jour, veille sur les réservations et conduit chaque client à sa table. L'escouade de serveurs, chaussures fraîchement cirées, boléros et cravates ajustés, prépare sur un guéridon, avec une minutie de chirurgien, les tartares taillés au couteau. Et encore le barman, les cuisiniers, les pâtisseries, les commis, les plongeurs... Toute une société laborieuse d'une soixantaine d'employés, dispersés entre le sous-sol et le premier étage, souvent invisibles, comme Abdallah Ali Mohamed, un réfugié érythréen, dans la place depuis 2010. Celui-ci arrive le premier, vers 6 heures, pour qu'à 7 h 30, à l'ouverture, les premiers cafés et viennoiseries maison soient servis dans une Cigale pimpante, et gaillarde jusqu'à minuit trente.

La longévité de la brasserie repose sur le travail d'équipe. Son propriétaire, Yannick Curty, l'a bien compris. Cet ancien trois-quarts de rugby qui gambade encore, à 72 ans, dans son élégant costume bleu, multiplie les métaphores sportives pour vanter sa « *team* », et ne jure que par le jeu collectif. D'ailleurs, il n'apparaît pas sur les réseaux, refuse de se faire filmer seul, et, quand on tente de lui poser des questions, se défausse en appelant le directeur de l'établissement, Frédéric Défontaine – la même énergie, mais en costume rose.

Ce dernier évoque, en préambule, la naissance du café-brasserie emblématique de Nantes : « *La Cigale a été créée dans un ancien magasin de tissu, ce qui explique que les locaux ne sont pas toujours adaptés. Nous traitons, par exemple, les légumes au sous-sol et devons les remonter à bras d'homme, sans monte-charge !* »

La construction de La Cigale fut déjà un travail d'équipe. Emile Libaudière (1853-1923), un architecte et céramiste nantais, plutôt habitué à concevoir de sages propriétés bourgeoises, s'est lâché sur ce chantier en convoquant un gang d'artisans : carreleurs, tapisseries, miroitiers, marbriers, menuisiers... A son ouverture, sa drôle de bonbonnière est réservée aux notables de sexe masculin. Les femmes sont tolérées tant qu'il ne s'agit pas des épouses : l'opéra, situé juste en face, favorise les va-et-vient d'actrices



La salle de la brasserie La Cigale, à Nantes, le 22 avril 2024. ANTOINE MONIÉ/LA CIGALE

et de danseuses. « *Regardez bien les grands tableaux du salon*, pointe Frédéric Défontaine. *Ils racontent la métamorphose d'une modeste maraîchère en cocotte*. » Ailleurs, les peintures et sculptures représentent des midinettes frivoles, des nudités vaporeuses ou une coquette opposant une résistance (molle) aux assauts d'un séducteur.

Réservée aux plaisirs d'hommes fortunés, La Cigale connaît un succès fulgurant qui se prolonge jusqu'à la seconde guerre mondiale. Temporairement occupé par les troupes allemandes, le lieu décline par la suite, même si les artistes restent sensibles à son charme désuet. La Cigale est le point de rendez-vous d'André Breton et de Jacques Prévert ; le cadre choisi par Jacques Demy pour les scènes de cabaret de *Lola*, avec Anouk Aimée ; ou par Agnès Varda pour *Jacquot de Nantes*. Mais l'établissement est malmené par ses propriétaires. L'année de son classement aux monuments historiques, en 1964, il est transformé... en self-service. Le bar d'époque fait place à un présentoir en Formica, des flippers sont posés sur les céramiques, un bowling de kermesse s'invite dans la salle du bar. Des babas cool font la queue pour poser sur leurs plateaux des couscous à 2,50 francs. Cette période patchouli ne

L'ANNÉE DE SON
CLASSEMENT
AUX MONUMENTS
HISTORIQUES,
EN 1964,
L'ÉTABLISSEMENT
EST TRANSFORMÉ...
EN SELF-SERVICE

de pas : une gestion calamiteuse entraîne la fermeture du restaurant.

On réussit enfin à coincer Yannick Curty, devant un café, pour qu'il raconte comment il reprend le lieu en 1982. Ce fut chaotique : « *L'endroit ne plaisait plus aux Nantais mais, lors des travaux, ils passaient vérifier qu'on ne faisait pas n'importe quoi. Je me suis rendu compte que, pour eux, c'était du patrimoine affectif. Quand ils ont compris qu'on allait ressusciter la brasserie, il y a eu une bienveillance. On en a eu besoin ! Les premières semaines, à cause d'un compteur sous-dimensionné, on a subi des coupures d'électricité incessantes. La salle était plongée dans le noir en plein service ! On avait aussi acheté un système informatique révolutionnaire, mais pas au point : la commande d'un café pouvait sortir chez l'écailler...* » Le chef, surmené, est même tombé dans les pommes. Mais l'équipe s'accroche pour tenir le rythme et assurer le service sept jours sur sept, jusqu'à minuit. La Cigale se remet à chanter.

« **Une vraie connexion** »

Aujourd'hui, à l'écart des tendances, la plus que centenaire brasserie se porte comme un charme. Le menu reste campé sur les classiques (filet de daurade au beurre blanc, rognons de veau sauce madère...) et des tarifs décents, à partir de 25,90 euros la formule. Le chef Antoine Doré, vingt ans de maison, ne porte pas son ego en bandoulière, même s'il est passé par de belles adresses de la région, comme Le Manoir de la Comète, désormais fermé, à Saint-Sébastien-sur-Loire (Loire-Atlantique). « *La star, ici, c'est La Cigale, ce n'est pas moi, assume-t-il. Je sais que si je fais un plat bistronomique aux inspirations japonaises, ça va faire chuter les ventes. Ce qui m'habite, c'est seulement le travail de bons produits.* »

Le chef modeste échafaude pourtant des assiettes pleines d'idées, comme cette saucisse purée imaginée avec le boucher-charcutier Charles-Henri Lebot. La pièce de charcuterie change selon la saison, parfumée à l'ail des ours

au printemps ou garni de gibier en hiver. Il s'appuie aussi sur des producteurs fidèles depuis des décennies qui font presque partie de la famille : Royer pour les escargots, Madec pour les huîtres, Valteau pour le canard...

« *Ici, la relation au client est plus simple que dans d'autres brasseries*, confie le serveur Hervé-Yann Colas, *parce que les gens sont heureux de s'asseoir dans un lieu aussi beau*. » Sa consœur Romaine Litanda acquiesce : « *Dès qu'on arrive, les chefs de rang nous épaulent, nous orientent. Et il y a une vraie connexion entre la salle et la cuisine*. » Deux fois par jour, avant le service, des bouquets de chemises blanches se réunissent autour d'Antoine Doré, en salle ou sur la terrasse en été. Le cuisinier « *chante* » la carte pour les serveurs : il annonce les plats du jour, les suggestions, parfois au milieu de clients ravis.

Cette mécanique bien huilée semble aller de soi. Pourtant, La Cigale n'a jamais cessé de se remettre en question. Et même s'il s'en défend, Yannick Curty a joué un rôle central de grand horloger, parfois visionnaire. Il est l'un des premiers à proposer le vin au verre pour de grands crus classés. Aujourd'hui, avec Frédéric Défontaine, il garde un œil vigilant sur les bonnes quilles à servir, en n'oubliant pas les talents locaux, comme Jérôme Breteau, virtuose du muscadet. Le patron des lieux prend aussi conscience, trente ans avant ses confrères, du problème des violences en cuisine, faisant intervenir, dès 1996, une psychologue dans la brasserie pour former ses responsables à la gestion des équipes.

Pas de quoi ébranler la modestie et le jeu d'équipe de Yannick Curty. « *Bien sûr, des habitués me reconnaissent, mais la nouvelle génération n'en a rien à cirer de moi, et c'est très bien comme ça, confie-t-il. Je ne jouerai pas les chefs d'entreprise irremplaçables. Je pourrais m'arrêter demain, l'équipe de La Cigale est assez forte pour se passer de moi.* » ■

LÉO PAJON

EN SÉRIES

Le corbillard s’est garé devant l’église Saint-Gilles de Malestroit (Morbihan), en face de la maison à pans de bois du XV^e siècle qui hébergea, un temps, une boutique-musée consacrée aux Lapins crétins. Sous le soleil écrasant de ce samedi 4 juillet, Michel, Yves, Gérard et Christian Guillemot ont pris position autour du cercueil pour porter la dépouille de leur frère Claude dans l’église, pleine à craquer.

A 69 ans, l’aîné de la fratrie est mort deux semaines plus tôt dans un accident d’avion. Le Cessna qu’il pilotait s’est écrasé à l’approche de l’aérodrome de La Baule (Loire-Atlantique). Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l’accident, mais ce qui est d’ores et déjà certain, c’est que ce décès brutal laisse un grand vide.

« Difficile d’imaginer que toi, que je connais toujours présent, toujours compétent et de bon conseil, toujours positif, puisse ne pas être demain au rendez-vous, au conseil, au call sur l’intelligence artificielle, ou sur le port de Pornichet, à la réunion de famille, ou tout simplement pour une crêpe », dit Michel Guillemot dans son éloge funèbre. A l’issue de la cérémonie, les quatre frères porteront à nouveau le cercueil, unis comme toujours dans les moments difficiles. De l’autre côté de la place, deux passantes s’étonnent de l’affluence. « C’est normal, c’est les Guillemot, dit l’une. C’est la famille Ubisoft, quand même. » « Ubisoft, répète son amie. Ils ne sont pas en redressement judiciaire, eux ? » En redressement judiciaire, non. En grave difficulté, oui.

Avant l’accident d’avion de Claude Guillemot, le groupe familial avait surtout fait l’actualité pour la perte record de 1,5 milliard d’euros en 2025, annoncée en mai. Depuis 2020 et le succès commercial inédit – 2,2 milliards d’euros de chiffre d’affaires – de *Valhalla*, l’épisode viking de la licence *Assassin’s Creed*, Ubisoft a enchaîné les échecs commerciaux, comme si elle avait perdu sa capacité à cerner les attentes. Ses projets de titres multijoueurs, *XDefiant* ou *Roller Champions*, ne trouvent pas leur public. Ses coûteuses adaptations d’univers hollywoodiens (*Avatar: Frontiers of Pandora* et *Star Wars Outlaws*) se heurtent à la lassitude des amateurs pour les formules efficaces mais standardisées de l’éditeur. *Skull and Bones*, le jeu de pirates d’Ubisoft Singapour, pourtant attendu, est aussi un naufrage commercial.

S’ajoutent des couacs de communication et des choix étonnants qui renvoient l’image d’une entreprise plus intéressée par le profit que par l’audace créative. En 2022, sa ruée opportuniste vers les NFT (*non-fungible tokens* ou « jetons non fongibles », des fichiers informatiques permettant d’authentifier tout objet virtuel), déclinés sous la forme de Lapins crétins ou intégrés à *Tom Clancy’s Ghost Recon Breakpoint*, provoqua les railleries des joueurs. La coupure, en 2024, des serveurs de *The Crew*, qui rendent le jeu de course injouable, nourrit la colère de gameurs qui se réunissent au sein d’un mouvement international de consommateurs, Stop Killing Games, pour exiger un encadrement législatif.

Même la figure de proue du groupe, *Assassin’s Creed*, est prise dans une tempête : celle de la « guerre culturelle » qui sévit sur les réseaux sociaux. Avant même sa sortie en 2025, après deux reports, *Assassin’s Creed Shadows*, qui met en scène un ancien esclave africain devenu samouraï dans le Japon du XVI^e siècle, était violemment attaqué par la droite dure. Elon Musk fustige ce jeu jugé trop « woke », tandis qu’à l’Assemblée nationale, le député Rassemblement national Julien Gabarron l’érige en symbole du « danger de l’entrisme de l’idéologie woke dans cette industrie ». Les ventes ne sont pas catastrophiques, mais elles ne parviennent pas à rembourser l’investissement initial, considérable – 1500 à 2000 salariés ont été mobilisés.

Lourde restructuration

Alors, comme toujours dans les périodes difficiles, Ubisoft se recentre sur ses fondamentaux : la famille. Une semaine après le lancement d’*Assassin’s Creed Shadows*, l’entreprise s’allie au géant chinois Tencent. Ses marques les plus fortes (*Far Cry*, *Rainbow Six*, *Assassin’s Creed*) rejoignent une nouvelle filiale. Tencent prend 25 % des parts, mais à la tête de cette nouvelle entité, on trouve, sans surprise, deux membres du clan Guillemot : Christophe Derennes, cousin des cinq frères et ancien patron du studio de Montréal, et Charlie Guillemot, fils d’Yves, propulsé à un poste de direction après avoir dirigé une start-up qui n’a pas rencontré le succès.

Ce mouvement préfigure une lourde restructuration. Ubisoft va être divisée en cinq pôles distincts, chacun rassemblant une catégorie de jeux. Le 21 janvier, la direction annonce un plan d’économies drastiques : fermeture de studios, annulation de

six jeux, quasi-interdiction du télétravail. Dans les open spaces du studio situé près de Paris, un silence de mort s’installe à la réception du mail officiel. La colère des employés se cristallise autour d’Yves Guillemot, auquel on attribue la responsabilité de la politique de « *RTO [return to office, “retour au bureau”]* », qui impose aux salariés de revenir en présentiel cinq jours par semaine.

« Je comprends que cette décision puisse être difficile à vivre et qu’elle suscite des réactions, dit aujourd’hui Yves Guillemot. Elle touche directement à l’équilibre de vie de chacun. Mais chez Ubisoft, on a toujours beaucoup appris les uns des autres, en étant au contact, au quotidien. Et on voit bien qu’on n’a pas réussi à retrouver complètement cette dynamique collective à distance ces dernières années... » A l’étage de la direction, dans les locaux de Saint-Mandé (Val-de-Marne), une proche collaboratrice du patron affiche sur son bureau une plaque dorée portant l’inscription « *Pretending to work from home* » (« je fais semblant d’être en télétravail »).

Et puis, aussi et surtout, la dégringolade financière s’est accompagnée d’une violente crise d’identité. Le 4 juin 2025, dans la salle de la 15^e chambre du tribunal correctionnel de Bobigny, l’ambiance est lourde. Serge Hascoët, l’ex-directeur créatif d’Ubisoft, tout-puissant numéro deux du groupe jusqu’en juillet 2020, est sur la défensive. Tour à tour, il va plaider la maladresse ou l’oubli, parfois nier en bloc. Sans convaincre. Après les révélations de la presse, et notamment du quotidien *Libération* en 2020, le dossier

SERGE HASCOËT,
L’EX-DIRECTEUR
CRÉATIF D’UBISOFT,
SERA CONDAMNÉ
POUR COMPLICITÉ
DE HARCÈLEMENT
SEXUEL



Des employés d’Ubisoft tiennent un piquet de grève, devant les locaux de Bordeaux, le 10 février. CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

Après des années d’euphorie, la dégringolade

La saga Ubisoft – 6/6 – Ventes décevantes, affaires de harcèlement et contestation des choix de la direction, le vent a tourné pour le numéro un du jeu vidéo français

d’instruction détaillée, sur plus de 1000 pages, l’ambiance « toxique » qui régnait au sein du puissant service éditorial, qu’il dirigeait. Comportements obscènes, jeux humiliants ciblant les femmes, bizutages dégradants et insultes y apparaissent banalisées. L’impunité des managers fautifs, totale : un témoignage rapporte même que M. Hascoët était allé narguer le service des relations humaines en fessant, devant leurs bureaux, l’un de ses coaccusés, Thomas François, tout en criant « harcèlement ».

Climat de méfiance

Ni Ubisoft, en tant que personne morale, ni son PDG, Yves Guillemot, ni l’ancienne responsable des ressources humaines ne font partie des accusés – ce que regrettent les parties civiles –, mais le procès de trois anciens cadres est bien, symboliquement au moins, celui d’Ubisoft. « Ces histoires de management, je pensais que c’était géré par d’autres », balbutie M. Hascoët, à la barre, pour tenter de se justifier. Il sera condamné à dix-huit mois de prison avec sursis, pour complicité de harcèlement sexuel, et ses deux coaccusés auront également du sursis.

Yves Guillemot dit avoir découvert en même temps que tout le monde ce scandale de harcèlement, le pire jamais rendu public dans le secteur. « Cela a été une période très difficile, car en totale contradiction avec les valeurs que nous revendiquons », dit le sexagénaire dans une réponse écrite – le PDG a accordé un long entretien au *Monde* début mai, mais a souhaité répondre par écrit sur les sujets les plus sensibles.

A l’été 2020, le choc est immense pour une grande part des 18000 salariés du groupe. A Montréal, la déflagration est brutale. Non pas que des problèmes de harcèlement n’aient pas existé dans les studios à l’étranger. Mais nombreux sont les employés qui peinent à s’expliquer comment l’entreprise a pu tolérer ou ignorer ces comportements. « Il suffit d’un putain de mauvais recrutement, d’un manager toxique, et ça part en sucette », rationalise une ex-salariée pourtant très critique envers la direction du groupe. L’image d’Ubisoft est atteinte. « Avant, l’entreprise arrivait souvent en tête des vœux des étudiants. Après 2020, ce n’était plus le cas », observe Laurent Cluzel, direc-

teur de l’école Isart Digital Nice, qui fut aussi concepteur de jeux pour l’éditeur au début des années 1990. Le scandale agit comme un révélateur. Les tee-shirts « *I Bel’Yves* », portés en signe de soutien au PDG, à l’époque de la tentative de prise de contrôle de Vivendi, sont aujourd’hui arborés de manière ironique par des salariés, explique un élu du personnel. Un climat de méfiance, voire de peur, s’est installé. Le précédent du limogeage d’un chef d’équipe québécois est souvent brandi : avant d’être renvoyé pour faute grave début 2026, il avait émis une série de critiques publiques contre sa direction. Au Canada, la fermeture du studio de Halifax est annoncée. Les cas de burn-out se multiplient, selon les syndicats.

Et pourtant, nombreux sont celles et ceux qui y croient toujours – y compris chez les anciens salariés que *Le Monde* a rencontrés, et qui souhaitent unanimement à l’entreprise de redresser la barre. Beaucoup d’espoirs sont placés dans le prochain *Assassin’s Creed*, nom de code *Hexe* (« sorcière », en allemand), qui semble vouloir renouer avec la créativité ayant fait le succès de la licence.

Le 10 février, devant le siège social d’Ubisoft, à Saint-Mandé, des salariés en grève manifestent dans le calme contre les fermetures de studios et la fin du télétravail. La patronne de la CGT, Sophie Binet, et les députés « insoumis » Ugo Bernalicis et Antoine Léaument se mêlent aux employés déguisés en Lapins crétins. Pour les grévistes, le constat est clair : ce sont les errances stratégiques de la direction qui ont créé la crise en cours – quand bien même tout le secteur du jeu vidéo est à la peine. Tous et toutes racontent une forme de désenchantement, alors qu’à leur embauche, quelques années plus tôt, ils avaient décroché leur « job de rêve ».

Lorsque l’on expose à un représentant du personnel le projet du *Monde* d’écrire une série d’articles pour retracer l’histoire du numéro un français du jeu vidéo, il s’enquiert aussitôt : « Et vous, c’est quoi votre jeu Ubisoft préféré ? » Même dans la tempête, les salariés d’« Ubi » se raccrochent encore aux pages glorieuses de l’histoire du groupe, et à l’espoir d’écrire les nouvelles à venir. ■

DAMIEN LELOUP ET PIERRE TROUVÉ

FIN

L'EXPLOITATION ÉHONTÉE DE LA CRISE DE CEUTA

ÉDITORIAL

Les passions que suscite régulièrement le sujet de l'immigration ont trouvé une traduction spectaculaire à l'occasion de la crise provoquée par l'afflux soudain, du jeudi 30 au vendredi 31 juillet, de dizaines de milliers de migrants en provenance du Maroc dans l'enclave espagnole de Ceuta, sur la rive sud de la Méditerranée, à proximité du détroit de Gibraltar. Si le mécanisme de ces arrivées sans précédent reste à éclaircir, dans un pays où les autorités exercent traditionnellement un contrôle assez strict sur leurs concitoyens, les réactions que cette crise a provoquées ne se sont guère embarrassées des faits.

Moins de vingt-quatre heures après cet afflux, une très grande majorité des migrants en situation irrégulière avait regagné le Maroc, selon Madrid, et aucun n'avait eu le loisir d'arriver sur le continent européen. Trop tard, cepen-

dant, pour empêcher la multiplication de discours incendiaires venus de la droite et de l'extrême droite mettant en garde contre l'imminence d'une vague migratoire menaçant de submerger l'Europe.

Sans surprise, ces discours se sont concentrés non pas sur l'attitude des autorités marocaines et le malaise social qui pourrait expliquer cet emballement mais sur le gouvernement du premier ministre espagnol, le socialiste Pedro Sanchez, alors que ce dernier avait dénoncé une atteinte inacceptable à la souveraineté espagnole et répondu sur le terrain par la fermeté. Sans surprise encore, le président des Etats-Unis, Donald Trump, a été prompt à tenter de tirer profit de cette crise, en assurant que ce qui était arrivé dans l'enclave espagnole surviendrait, en pire, dans son pays si le Parti démocrate revenait au pouvoir.

Le gouvernement espagnol se trouve, il est vrai, dans le collimateur de Donald Trump depuis qu'il a procédé à la régularisation jugée nécessaire pour son économie de migrants en situation irrégulière originaires en bonne partie d'Amérique latine, bénéficiaires de titres de séjour limités dans le temps. Pedro Sanchez est également stigmatisé du fait de ses critiques envers Israël et envers la guerre déclenchée contre l'Iran. A l'inverse, les centaines de milliers de permis de travail octroyés par la présidente d'extrême droite du conseil des ministres de l'Italie, Giorgia Meloni, n'ont jamais suscité les foudres de Donald Trump.

Cette dernière s'est immédiatement emparée de la crise pour exiger avec la Finlande la suspension des accords de Schengen avec l'Espagne, même si Rome ne dispose pas de frontières partagées avec Madrid. En France, l'extrême

droite n'a pas été en reste, tout comme les candidats à l'élection présidentielle de 2027, Bruno Retailleau, du parti Les Républicains, et Edouard Philippe, du bloc central.

La crise de Ceuta a ainsi été le révélateur d'un réflexe d'instrumentalisation et de division, là où la gravité et la réalité de la question de l'immigration exigeraient au contraire solidarité et unité. La mutation d'un monde caractérisé par la circulation effrénée des biens et les déplacements de populations provoqués par les guerres, les crises économiques et les effets du dérèglement climatique, de même que la réalité des « hivers » démographiques occidentaux, font que ce sujet va continuer à tarauder les opinions pour longtemps. Raison de plus pour tenter d'y répondre par la raison et le sang-froid plutôt que par une hystérisation populiste qui ne conduit nulle part. ■

Raffaele Simone

Contrairement à Paris, Rome se dévégétalise

Alors que les célèbres pins de la capitale italienne s'effondrent, faute d'entretien, le linguiste et universitaire italien déplore l'absence de politique verte dans la Ville éternelle

Les pins de Rome (*Pinus pinea*) sont depuis des siècles un élément iconique de la ligne d'horizon de la ville, avec leurs troncs très hauts et leurs frondaisons amples et denses. Ils ont même inspiré le titre d'un célèbre poème symphonique (1924) du compositeur Ottorino Respighi. Mais depuis quelque temps, ces pins parasol s'effondrent en nombre important, certes en raison des racines peu profondes de cette espèce, mais plus encore parce que leurs frondaisons trop lourdes les accablent, après avoir poussé sans contrôle du fait de la mystérieuse disparition des élagages.

Les pins ne sont pas les seuls végétaux à être en détresse à Rome : depuis quelques années, les habitants de tous les quartiers de la capitale signalent que de grands arbres apparemment en parfaite santé sont abattus, soit pour de nouveaux aménagements, soit pour être remplacés par des arbres plus jeunes. Mais ces jeunes pousses, négligées ou incapables de prendre racine, meurent immédiatement et ne sont pas remplacées. Malgré les questions et les protestations, aucune autorité municipale n'a fourni d'explication convaincante à ce massacre, si ce n'est le fait que, dans certains cas, l'effondrement d'arbres aux racines endommagées ou aux branches trop chargées a causé des accidents mortels.

La mairie de Rome fait valoir qu'en quatre ans, entre abattages et effondrements, 29 842 arbres ont été perdus. En 2021, Rome comptait un patrimoine de 315 884 arbres, donc ces 29 842 arbres abattus en quatre ans ne représentent que 9,4 % du total. Ces chiffres, pourtant, ne rassurent personne.

Des associations et des groupes se sont formés pour défendre la végétation urbaine, surtout lorsqu'elle est en bon état, et pour réclamer la reconstitution d'un service des jardins, absent depuis longtemps dans la capitale italienne. Il est intéressant d'en expliquer la raison : autrefois connu pour son efficacité et sa large présence dans la ville, ce service fut confié, entre 2008 et 2013, sous l'administration de Gianni Alemanno, issu de la mou-

vance post-fasciste (tout juste sorti de prison), à des coopératives gérées par des groupes de malfaiteurs (qui, eux aussi, ont fini en prison). Une fois ces coopératives disparues, le service des jardins s'est volatilisé, et depuis plus de dix ans, la végétation de Rome fait l'objet d'appels d'offres limités à de petites entreprises.

Il y a plus. En profitant du Plan national de relance et de résilience (*Piano Nazionale di Ripresa e Resilienza*), le fonds spécial accordé par l'Union européenne à l'Italie pour faire face aux dégâts économiques liés au Covid-19, et en raison notamment du Jubilé de 2025, la ville de Rome a entrepris de restaurer un certain nombre de sites historiques centraux (les travaux pour les jubilés sont aux frais de l'Etat et de la mairie).

Pelouses desséchées

La liste des aménagements et des restaurations est considérable : la grande place devant la basilique Saint-Jean-de-Latran, la piazza del Risorgimento (à côté du Vatican), l'esplanade de la Stazione Termini (la principale gare ferroviaire de Rome, qui est aussi le terminal de dizaines de lignes de bus), la piazza Pia (à l'entrée de via della Conciliazione, le boulevard qui mène du Tibre à Saint-Pierre), les immenses surfaces autour du mausolée d'Auguste, une petite place devant le musée archéologique Aula Ottagona delle Terme di Diocleziano, et, enfin, la très fréquentée via Ottaviano, qui relie le métro au Vatican. Cette liste de sites permet de mesurer l'ampleur de l'investissement financier de la ville, mais

sert également d'avertissement : aucune – je dis bien aucune – de ces places n'a prévu la moindre végétalisation.

Ce fait a suscité tant de scandale et de protestations que même *Le Monde* l'a signalé dans un article mi-juillet : qui arrive à Termini se retrouve devant une immense place tout juste restaurée, pavée de travertin, un désert brûlant sans le moindre arbre pour s'abriter. Tous les espaces que j'ai mentionnés sont des esplanades chauves, certaines avec de modestes fontaines au ras du sol, sans sièges autres que des blocs de marbre. Ces derniers jours, pour faire face à une canicule sans grand précédent, la ville a fait installer sur la piazza Risorgimento (point d'arrêt essentiel pour qui se rend à Saint-Pierre ou aux musées du Vatican) une quinzaine de petits arbres factices, pour offrir au moins un peu d'ombre.

La maigre végétalisation de Rome n'est pourtant pas un problème récent. En dépit de sa réputation historique de capitale européenne aux plus grandes surfaces vertes, une caractéristique constante des administrations capitoline a été de créer des ouvrages publics, parfois importants – dont des jardins et des sites végétalisés –, mais de ne jamais, ensuite, en assurer l'entretien.

Contrairement à des capitales comme Paris ou Madrid, où chaque jour des équipes de jardiniers s'occupent même des fleurs dans les parterres (inexistants à Rome), la végétation de Rome est laissée à l'abandon. Quiconque visite les grandes villas ou les nombreux squares de la ville

s'en aperçoit : la célèbre Villa Borghese, la grande et magnifique Villa Doria Pamphilj, la villa Torlonia (connue pour avoir été la résidence de Mussolini) et bien d'autres encore sont entourées de pelouses desséchées, de parterres sans bordures, d'arbres menaçant de tomber, de sentiers dont on perd le tracé.

Ces derniers mois, beaucoup s'en prennent au maire, Roberto Gualtieri (Parti démocrate) (*élu en 2021*), en vérité très actif sur le front des restaurations et des réhabilitations. Du reste, la dévégétalisation existait déjà avant lui. Sous la maire précédente, Virginia Raggi (Mouvement 5 étoiles), un cabinet d'architecture réussit à imposer l'abattage de 13 grands chênes verts pour redessiner l'esplanade devant la Stazione Tiburtina, la deuxième gare ferroviaire de la ville. A leur place fut créée une brûlante esplanade de travertin, avec de gros rochers arrondis en guise de bancs.

Le parallèle avec Paris – jumelée avec Rome depuis soixante-dix ans, sous la devise solennelle « Seule Paris est digne de Rome ; seule Rome est digne de Paris » – est particulièrement mortifiant : tandis que la capitale française se végétalise à un rythme soutenu, et avec des résultats climatiques marquants, son homologue italienne, paraissant oublier que certaines de ses places ont été dessinées par Le Bernin ou Michel-Ange, se dévégétalise et se recouvre d'un travertin brûlant, sans que personne ne parvienne à savoir pourquoi. Le problème n'est pas seulement le nombre d'abattages, mais aussi, on est en droit de le supposer, l'absence d'une politique verte. ■

Raffaele Simone, philosophe, linguiste (université Roma Tre) et essayiste, est l'auteur de « La Grande Migration et l'Europe » (2021), de « Si la démocratie fait faillite » (2016) et de « Pris dans la Toile » (2012), tous parus chez Gallimard



À la croisée des mots

Pour les passionnés de mots croisés, *Le Monde* a réuni 100 grilles de Philippe Dupuis. Amusez-vous de ses définitions espiègles et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique - 7,50 € - 124 pages.